

Radio-Télévision / Heures locales

# Le Monde

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14882 - 7 F

- DIMANCHE 13 - LUNDI 14 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Washington face au péril balkanique

DANS son bureau de Belgrade, M. Slobodan Milosevic et ses amis nationalistes serbes ne doivent pas être trop mécontents, en ce moment, de voir l'attention du monde détournée vers l'opération humanitaire en Bosnie. En Bosnie, les milices serbes ont en effet profité de cette « pause médiatique » pour resserrer leur étau autour de Sarajevo : dans un esprit élan de générosité, elles proposent l'évacuation des civils de la ville pour épargner des vies humaines lors d'un éventuel assaut final : la « purification ethnique » ne poursuit, somme toute, « normalement » et le Dr Karadzic jure que la guerre sera terminée avant la Noël orthodoxe, le 7 janvier.

Le chef des Serbes de Bosnie a d'ailleurs déjà présenté à la Conférence de Genève la nouvelle carte et les nouvelles frontières de cette République. Pendant ce temps, les Européens étalent leurs divisions et contemplant le désastre. Le pont humanitaire est suspendu, la résolution des Nations unies sur la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie est violée quotidiennement. Bref, les Serbes, qui se moquent de toutes les mises en garde qui peuvent leur être adressées, font à peu près ce qu'ils veulent.

CETTE impuissance générale accord, qui charrie tous les jours son lot de victimes, ombres, semble-t-il, à alarmer sérieusement les États-Unis, jusqu'à présent très « en retrait » dans ce conflit. Depuis quelques semaines, le ton se durcit à Washington, et le secrétaire d'État, Lawrence Eagleburger, devrait, lundi, à Stockholm, lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de la CSCE, dire à ses alliés européens ce qu'il pense de leur politique yougoslave. Ce ne seront sans doute pas des mots aimables.

En condamnant de plus en plus ouvertement la Serbie, les Américains donnent l'impression, pour la première fois depuis le début de la guerre, de vouloir s'engager plus activement dans le conflit, ce qui correspondrait à la volonté des démocrates et du président élu, Bill Clinton, d'injecter davantage de moralité en politique.

MAIS il y a une autre raison à cette attention nouvelle : Washington ne s'était pas méfié de cette affaire tant que la guerre était circonscrite à l'ex-Yougoslavie et ne débordait pas sur les pays voisins. Mais avec les tensions croissantes qui se manifestent au Kosovo entre Serbes et Albanais de souche, ainsi qu'en Macédoine, le risque d'une contagion rapide à l'ensemble des Balkans se précise dangereusement. Et les États-Unis n'ont aucune envie de voir, tour à tour, l'Albanie, la Bosnie, la Grèce et surtout la Turquie (ces deux derniers pays alliés au sein de l'OTAN) gagnées par un incendie incontrôlable.

Si une intervention militaire américaine a lieu - préventive ou non - ce ne sera donc probablement pas en Bosnie, mais dans ce sud-est de l'Europe stratégiquement plus important pour Washington. Sans accoutumer des opérations cibées contre des installations militaires en Serbie même, où l'armée n'a plus les mêmes formidables moyens qu'il y a quelques mois. N'en déplaise à certains Européens, les États-Unis apparaissent aujourd'hui comme le seul pays susceptible sinon de mettre fin au conflit en cours, du moins de faire comprendre aux Serbes qu'ils ne peuvent pas impunément provoquer une nouvelle guerre des Balkans.

Lire nos informations page 4

M0146 - 1213 0 - 7.00 F



## Les tentatives de règlement de la crise européenne

# La recherche d'un compromis budgétaire a dominé le sommet d'Edimbourg

Les chefs d'État ou de gouvernement des Douze tentaient, samedi 12 décembre, à Edimbourg, de trouver un compromis sur le budget de la Communauté pour les sept années qui viennent. Ce budget, qui doit financer à la fois l'agriculture, la recherche, les politiques industrielles, le social, l'aide aux pays tiers ainsi qu'un soutien aux quatre pays « pauvres » de la CEE (Espagne, Portugal, Irlande, Grèce) a donné lieu d'après batailles de chiffres. Les Douze ont pu toutefois enregistrer des progrès sur le règlement du cas danois. Le texte du compromis devrait être suffisamment contraignant pour que les Danois en concluent que le traité de Maastricht ne menace pas leur indépendance dans les domaines de la monnaie, de la défense et de l'immigration. Il ne devrait pas remettre en cause les ratifications déjà acquises.

## Sortir Maastricht du borbier

EDIMBOURG

de nos envoyés spéciaux

Il y a des signes qui ne trompent pas : les compliments appuyés prodigués par les délégations aux Anglais pour le travail accompli à la présidence de la Communauté indiquaient dès l'ouverture du sommet européen, vendredi 11 décembre, que le ton entre les Douze avait changé.

On allait enfin sortir, à Edimbourg, du registre de l'invective dans lequel les relations intercommunautaires avaient largement puisé depuis plusieurs semaines.

Tout le monde a besoin d'une issue positive au sommet d'Edimbourg, même si ce n'est pas à n'importe quel prix. Aux prises avec la résistance déterminée de M. Felipe Gonzalez (le Monde du 12 décembre), le conseil européen avait pourtant encore tout à faire samedi sur le point le plus difficile de son ordre du jour : le budget communautaire pour les prochaines années.

Mais avant même d'aborder ce dossier piégé, il fallait essayer de sortir le traité de Maastricht du borbier dans lequel le « non » danois l'a plongé en juin dernier. En d'autres termes, il fallait, sans

modifier d'un iota le texte de Maastricht, que huit autres États ont déjà définitivement ratifié, fournir aux électeurs danois des éléments nouveaux qui leur permettent de revoir leur jugement lors d'un second référendum, condition sine qua non du déblocage de la ratification britannique.

Tous les efforts possibles auront été faits par les autres Européens pour ramener les Danois dans le train de la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE et CLAIRE TRÉAN  
Lire la suite page 5

## Après-guerre au Tigré

Après dix-sept années de conflit, cette province éthiopienne vit sans les bombes, mais toujours comme au Moyen Âge

MAKALE

de notre envoyé spécial

« Tant qu'elle sera en bonne santé, elle fera des enfants », édicte l'un des hommes, assis dans la pénombre. Ses compagnons, trois ou quatre villageois venus en voisins pour saluer les « fureurs » (étrangers) approuvent de la tête. Elle aussi paraît d'accord. Un sourire illumine brièvement son visage, usé de mille rides. Le bébé qu'elle allaitait est son neuvième enfant. A Motogo, comme dans tous les hameaux de la région du Tigré, le catéchisme

de la misère noire n'a pas varié d'un pouce depuis des décennies.

La maison, construite il y a quarante-cinq ans, a résisté mieux que les gens. Vue de loin, ses hauts murs de pierre ocre lui donneraient presque un air cosmique. Un large carré de verdure ajoute à l'illusion. En fait de potager, c'est un champ de cactus, dont les fruits, en période de sécheresse, constituent un des palliatifs ordinaires au manque d'eau et de nourriture.

La mort n'en fauche pas moins avec vigueur, emportant chaque année des centaines d'enfants en

bas âge. Selon les estimations des Nations unies, le taux de mortalité infantile pour les moins de cinq ans serait de 212 pour 1 000 au niveau national. Dans le Tigré, ce record terrifiant serait encore « bien plus élevé », affirment les autorités locales.

L'intérieur de la ferme, avec son globe en torchis (la chambre conjugale) et les gros sacs de grains soigneusement empilés au centre de la pièce, offre un confort moyenâgeux.

CATHERINE SIMON  
Lire la suite page 3

## Fragile détente à Mogadiscio



Lire page 3 les articles de JEAN HÉLÈNE et de JACQUES de BARRIN

## Les communistes ont repris la capitale du Tadjikistan

Les bandes armées procommunistes sont entrées, jeudi 10 décembre, dans Douchanbe, la capitale du Tadjikistan, avec la bénédiction des troupes russes. Plus de cent mille réfugiés, bloqués dans les montagnes enneigées du sud, tentent de passer en Afghanistan.

Lire page 20 l'article de JAN KRAUZE

## LOIN DES CAPITALES

### Perth entre deux mondes

Lire page 4 le reportage de PATRICE DE BEER

## La réception de M. Jean-François Deniau à l'Académie française

Le discours du récipiendaire et la réponse de M. Alain Peyrefitte  
Pages 9 à 12

## HEURES LOCALES

### Décentralisation culturelle

Au moment où l'économie marque le pas, l'investissement créatif participe à l'aménagement du territoire

### Le jardin des mystères

Récemment ouvert, le parc André-Citroën, à Paris, offre aux promeneurs ses paysages multiples, ses jeux d'eau et de plantes

### La Rochelle : la mer enfin retrouvée

Sur les rives de l'océan, les habitants tournent à nouveau leurs regards vers le large

Avec les pages « Régions » et « Ile-de-France », les Informations pratiques, les Livres, le débat.

Pages 21 à 28

Le sommaire complet se trouve page 26

## Le Monde des DEBATS

Le Monde

### DES COURS DE RELIGION À L'ÉCOLE

Un initiative trop tardive pour les élèves de certaines écoles maternelles

Jean BALBEROT, historien ; Catherine KINTZLER, sociologue ; Guy COQ, philosophe

### LES POLITIQUES SONT-ILS IRRESPONSABLES ?

Dans la pratique, de multiples obstacles s'opposent à ce que les responsables prennent des décisions claires et définitives

Pierre AVRIL, historien ; Marc ABÈLES, sociologue ; René LENOIR, ancien ministre ; Hubert BOUCHARDEAU, ancien ministre ; Ezra SULEIMAN, professeur de science politique à Paris ; Jean-Pierre RICHON, historien

## Le procès d'une enquête

A une instruction bâclée, après le meurtre de Céline Jourdan, s'oppose aujourd'hui un travail scrupuleux de cour d'assises

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

Il y a quatre ans, on les appelait « les monstres ». La formule, déjà abusive, d'auteurs présumés semblait elle-même insuffisante pour désigner ceux dont presque plus personne ne songeait à discuter la culpabilité. Car ils avaient commis le crime qui livre toutes les barrières de prudence, celui qui autorise tous les mots, celui que même le milieu carcéral ne tolère pas. Ils avaient, c'était certain, violé et tué une petite fille de sept ans, Céline Jourdan, le 26 juillet 1988 à La Motte-du-Caire (Alpes-de-Haute-Provence).

Pendant quatre ans, cette certitude, qui avait empoisonné l'enquête, polia l'instruction. Et s'il y eut un jour un juge pour estimer que l'un des deux était innocent, il y eut d'autres juges

pour décider que Didier Gentil et Richard Roman devaient tous deux comparaître devant une cour d'assises. C'est chose faite à présent devant les assises de l'Isère, à Grenoble, mais il a suffi de quelques jours pour qu'un doute s'insinue, pour qu'une autre vérité éclate.

Ce fut pourtant une lente maturation. Un patient et obstiné combat mené par le président Dominique Fournier, qui a

accompagné les jurés, harassés par la longueur des débats, dans le dédale d'un dossier trop bien construit. Très vite, il est apparu que, malgré les aveux de Richard Roman, rétractés dès le début de l'instruction, malgré les propos de Gentil, qui reconnaissait le viol en accusant Roman du meurtre, les choses n'étaient pas si simples.

MAURICE PEYROT  
Lire la suite page 8

## M. Jacques Barrot invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Jacques Barrot, ancien ministre, président du groupe de l'Union du centre à l'Assemblée nationale, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », dimanche à 18 h 30.

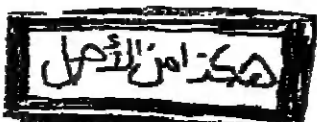
## CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or : nouvelles tensions au sein du SME. ■ Marché monétaire et obligataire : argent cher à Paris. ■ Marché international des capitaux : les sources de financement se raréfient. ■ Matières premières : léger regain du coton.

page 19

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FF ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.





2 Le Monde • Dimanche 13 - Lundi 14 décembre 1992 •

## Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
16, RUE FALGUIÈRE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-66-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-66-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

cont. aux 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie

du « Monde »

12, rue de la République

94451 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0244-4722

PRINTED IN FRANCE

Représentations sur les microfilms et

index du Monde au (1) 40-65-25-99

Reproduction interdite de tout article,

sous réserve de l'administration

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél. : (1) 49-60-32-90

(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF FRANCE SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 536 F 571 F 790 F

6 mois 1 036 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER :

par voie aérienne

tarif sur demande.

pour vous abonner

renvoyez ce bulletin

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINTEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi-

quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les

documents en capitales d'imprimerie.

RF Paris 197 221 942 02

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne : gérant

directeur de la publication

Bruno Frenet

directeur de la rédaction

Jacques Guille

directeur de la gestion

Manuel Leclerc

secrétaire général

Rédacteurs en chef

Jean-Marie Colombelli

Robert Béd

(adjoints au directeur

de la rédaction)

Yves Agnès

Jacques Amélie

Thérèse Frenet

Philippe Hermon

Jacques-François Simon

Dirigeant

directeur

des relations internationales

Anciens directeurs

Hubert Beuve-Méry (1944-1959)

Jacques Fauriol (1959-1962)

André Laurens (1962-1965)

André Fontaine (1965-1991)

## DATES

Il y a trente ans

# Le début du grand schisme sino-soviétique

« Nous n'excluons pas une relation d'alliés », déclarait le 26 novembre dernier le ministre chinois des affaires étrangères, au retour d'une visite en Russie et dans trois Républiques d'Asie centrale. On mesurera le chemin parcouru par Moscou et Pékin si l'on observe que cette phrase a été prononcée trente ans, à quelques jours près, après qu'eut éclaté au grand jour le grand schisme sino-soviétique.

par Patrice de Beer

À la mi-mai 1989, le vieux Deng Xiaoping attendait avec une certaine délectation la visite de M. Mikhaïl Gorbatchev. Le « numéro un » de ce qui était encore l'Union soviétique avait fait le voyage de Pékin pour mettre officiellement un terme aux trois décennies de brouille entre les deux Rome du communisme international. Ces retrouvailles, qui paraissent aujourd'hui encore plus anachroniques depuis que l'URSS a cessé d'exister, furent immédiatement gâchées par l'explosion du mouvement démocratique de la place Tiananmen.

D'où le fureur du dirigeant chinois qui, après avoir été l'un des acteurs principaux du déclenchement du conflit sino-soviétique aux côtés du Grand Timonier, attendait de cette réconciliation une ultime consécration à l'autonomie de sa vie. D'autant qu'à ce moment c'est « sa » Chine qui était devenue le modèle de réforme - du moins économique - d'un système marxiste-léniniste remis au goût du jour grâce à l'adjonction d'une bonne dose d'un « capitalisme » longtemps voué aux gémonies.

Le 15 décembre 1962, le *Quotidien du peuple* publiait un de ses longs éditoriaux au vitriol dont il garde le secret. Avec cette virulence, cette haine typiques des luttes fratricides, l'organe du PC chinois, et donc de Mao Zedong, officialisait un conflit qui, depuis un lustre, faisait plus que couler sous la cendre. Et qui n'était pas né d'hier puisqu'il qu'il avait en fait commencé dès les premiers balbutiements du PC chinois. De son Kremlin, Staline avait voulu manipuler, au gré de ses intérêts et de ses faiblesses, ce qui était pour lui - qu'un parti comme tant d'autres. L'émergence du nationalisme rural de Mao, et sa victoire en 1949, en dépit des conseils et des manœuvres du Petit Père des peuples, semblaient former la seconde grande fracture du mouvement communiste après le trotskisme. De ce schisme - qui faillit bien, en 1969, déclencher une guerre mondiale - la Chine allait émerger victorieuse, grâce à l'empirisme du « vieux Deng ».

### Vassal contre suzerain

Mao a dressé en 1962 le tableau du conflit du point de vue chinois : « En 1958, Khrouchchev voulait créer une flotte commune soviéto-chinoise (pour empêcher Pékin d'attaquer Taïwan). En 1959, lors de notre conflit frontalier avec l'Inde, il soutint Nehru (...). Les problèmes avec l'URSS ont commencé très tôt. [En 1945] Staline voulait stopper la révolution chinoise (...). Nous ne l'avons pas suivi et nous avons gagné. Après la victoire, il avait peur que nous ne devenions comme les Yougoslaves et que je devienne un second Tito. Quand je suis allé à Moscou (en 1949-50), il ne voulait pas signer de traité d'alliance. Il fallut se battre deux mois pour l'obtenir. Il a commencé à nous faire confiance lors de la guerre de Corée (...). Aujourd'hui, on nous traite d'« aventuriers », de nationalistes, de dogmatistes, de factionnalistes », tandis que les Yougoslaves sont qualifiés de « marxistes-léninistes ». Nous sommes désormais au cœur d'un combat entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme. »

Tout cela n'est plus que de l'histoire ancienne, celle d'un conflit théologique derrière lequel se dissimulent mal des ambitions nationalistes. Et qui enlève tant de gens, de l'Occident au tiers-monde, fascinés par un modèle chinois « vendu » par une propagande d'autant plus efficace qu'elle dressait un rempart infranchissable devant la réalité. Derrière cette muraille potemkine des mois, des imprécations et de l'évangile du « Petit livre rouge », la vie quotidienne des Chinois était toute autre ; on ne le savait guère.

À l'époque, le verbe, la dialectique étaient les plus forts, comme des « balles enrobées de sucre ». Après des escarmouches de plus en



À l'époque de l'amitié : Nikita Khrouchchev et Mao Zedong se rencontrent à Pékin en 1959.

plus dures avec l'arrivée au pouvoir de Nikita Khrouchchev, la déstalinisation et la coexistence pacifique, communistes chinois et soviétiques étaient à couteaux tirés sur bien des dossiers : conflit sino-indien, crise de Cuba, non-prolifération nucléaire, alors que Pékin tentait de se doter de l'arme atomique, retrait en 1960 des conseillers soviétiques de Chine... une série d'événements à propos desquels Pékin dénonçait la faiblesse de « M. K » face au « livre de papier » américain.

Mais, comme il restait défectueux de se jeter des injures à la face entre « frères », le conflit débuta par une partie de billard. Le Kremlin visita la boule albanaise pour attendre Pékin, la Chine la boule yougoslave pour faire un carreau sur l'URSS. Dans le Grand River, l'écrivain albanais Ismail Kadare raconte, de manière à peine romancée, l'agression entre Enver Hoxha et Khrouchchev lors de la conférence des PC de 1960 à Moscou :

« Ce que vous avez dit dans votre lettre aux Chinois est monstrueux, dit Enver Hoxha. »

« Si vous divulguez nos divergences à la conférence, vous nous retrouverez seuls (...) pour toujours (...) Tout a fait sens, répète Khrouchchev, les yeux rivés sur lui. Les États socialistes vous tourneront inévitablement le dos, tous les accords, les crédits accordés, tous les pactes et toutes les alliances seront annulés. (Ses yeux continuèrent à fixer obstinément Enver Hoxha). Tout sera ANNULÉ, et il prononça le dernier mot d'un ton particulier et en scandant les syllabes presque complaisamment, jusqu'à ce que vous... »

« Je n'accepterai jamais de parler avec vous comme un vassal devant son suzerain, dit Enver Hoxha en frappant du poing sur la table. »

« Jusqu'à présent, dit Khrouchchev, il n'y a que MacMillan qui ait tenu de me parler sur ce ton (...) »

« Ce dialogue en forme de psychodrame en dit long sur les sentiments éprouvés de part et d'autre. Même si, plus tard, les Albanais se fâchèrent avec les Chinois, accusés d'« impérialisme », et si la Chine se rabibocha avec Tito, dont elle était venue à apprécier le nationalisme. Mais, à l'époque, Pékin affirmait que « le révisionnisme

yougoslave est le produit de la politique impérialiste » et « répond exactement aux besoins de l'impérialisme américain ».

Les invectives volaient bas entre « petits bourgeois enragés » d'une part et « socialistes-travailleurs » de l'autre. Moscou et ses alliés - la plupart des PC non asiatiques, dont un PCF et un Maurice Thorez particulièrement virulents - lançaient l'anathème contre ceux qui voulaient briser « l'unité du mouvement ouvrier » que le Kremlin s'était approprié. Mao, quant à lui, affirmait la « supériorité du vent d'Est sur le vent d'Ouest ».

### « Mourir en musique »

C'était l'époque où Mao minimisait le péril nucléaire en affirmant que l'herbe repousserait sur l'atoll de Bikini. A quoi Khrouchchev répondait en accusant ceux qui lui demandaient de « mourir en musique », même si « cette musique était scandée d'explosions atomiques », d'être atteints de « gauchisme », cette « maladie infantile » dénoncée par Lénine. Un Lénine dont se recommandaient à la fois les chefs du Kremlin et ceux de la Cité interdite.

La virulence de Pékin avait été encore plus radicalisée par les échecs du Grand Bond en avant, par une collectivisation forcée déci-

dée par le Grand Timonier et qui fut responsable d'une famine catastrophique. En 1962, les minorités musulmanes s'élevèrent au Xinjiang ; la répression avait fait fuir des dizaines de milliers de Kazakhs vers l'Asie centrale alors soviétique. Le torchon brûlait au sein du PC chinois, même si les « modérés » comme Deng Xiaoping, alors secrétaire général du parti, et les « radicaux » comme Kang Sheng, le chef de la police secrète, travaillaient main dans la main contre l'URSS. Ainsi dominés maoïstes, ils préchaient la bonne parole et dénonçaient le « chauvinisme de grande puissance » soviétique dans les réunions internationales et les congrès des mouvements frères. Ce qui n'empêchait pas M. Deng d'être « purgé » par la révolution culturelle juste derrière Liu Shaoqi, « le Khrouchchev chinois ».

C'est dans ce contexte que - dans les semaines suivant le conflit sino-indien et le début de la crise de Cuba - parut le fameux éditorial qui rendit la rupture irrémédiable : « *Proletaires de tous les pays, unissez-vous contre l'ennemi commun* ». Après un réquisitoire en règle contre tous les « crimes » khrouchchéviens, le *Quotidien du peuple* tonnait : « Tous les impérialistes, réactionnaires et révisionnistes modernes seront balayés dans

les poubelles de l'histoire. » En 1964, Khrouchchev était renversé ; en 1966, Mao lançait son pays dans une catastrophique Révolution culturelle, renvoyée elle aussi depuis lors par M. Deng dans ces mêmes « poubelles de l'histoire ». En 1971, en pleine guerre du Vietnam, Mao engageait, derrière le dos de ses alliés de Hanoi, le dialogue avec une Amérique longtemps diabolisée. Aujourd'hui, une guerre de religion similaire est devenue impossible, faute de combattants.

### Bibliographie

Jean Baby, *La Grande Controverse sino-soviétique* (1956-1966), Grasset, 1966.

François Fejtó, *Chine/URSS, De l'alliance au conflit, 1950-1972*, Seuil, 1973.

John Gittings, *Survey of the Sino-Soviet Dispute, A Commentary & Extracts from the Recent Polemics 1963-67*, Oxford University Press, 1968.

Jacques Guillemeux, *Le Parti communiste chinois au pouvoir*, tome I, Petite Bibliothèque Payot, 1979.

Ismail Kadare, *Le Grand River*, Fayard, 1978.

Lazlo Ladany, *The Communist Party of China and Marxism, 1921-1985, A Self-Portrait*, C. Hurst & Company, Londres, 1988.

## “GRAND JURY” RTL-Le Monde

JACQUES

# BARROT

PRESIDENT DU GROUPE UDC A L'ASSEMBLEE NATIONALE

ANIME PAR  
RICHARD ARZY

AVEC ANDRÉ PASSERON  
ET DANIEL CARTON (LE MONDE)  
CATHERINE MANGIN  
ET BEATRICE MADJALE (RTL)

18 H 30  
DIMANCHE  
EN DIRECT  
SUR

# RTL



# L'OPÉRATION MILITAIRE EN SOMALIE

## LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

Une longue accolade entre «seigneurs de la guerre» ne fait pas forcément le printemps, en Somalie pour être moins qu'ailleurs. Toujours est-il que le général Aïdîd et M. Ali Mahdi, les deux hommes forts de Mogadiscio, ont signé, vendredi 11 décembre, un accord de paix et invité leurs compatriotes à «s'engager dans la cessation des hostilités». «C'est un accord de paix et non de trêve», a-t-il précisé. «C'est l'engagement de ne pas recommencer à se battre, mais de continuer à vivre ensemble», a-t-il ajouté.

Ce cessez-le-feu négocié à la pointe des fusils américains, qui prévoit notamment le retrait de Mogadiscio, «dans les quarante-huit heures», des bandes armées et la suppression de la «ligne verte» qui coupait la ville en deux, n'est pas le premier : un précédent avait été signé le 3 mars 1992, sous l'égide de l'ONU. En vain. De quelle autorité disposait, en effet, ces deux chefs de guerre pour se faire entendre d'un bout à l'autre du pays ?

En tout cas, afin de ne pas brouiller le jeu diplomatique, dit-on à Paris, un deuxième sommet – celui-là à bord d'un navire français – a été annulé, et

la visite du très médiatique Bernard Kouchner, qui devait le présider, renvoyée à des jours meilleurs. De son côté, le secrétaire général de l'ONU a donné rendez-vous au général Aïdîd et à M. Ali Mahdi le 4 janvier à Addis-Abeba, en Éthiopie, où il réunira de manière informelle tous les chefs de clan somaliens.

Pour l'heure, les forces déjà engagées dans l'opération «Rendre l'espoir» – 1950 Américains et 150 Français, selon le Pentagone – s'emploient à maîtriser complètement la situation à Mogadiscio. Pour leur part, après la méprise qui, à un barrage routier, avait coûté la vie à deux Somaliens, les légionnaires français ont reçu ordre d'assouplir leurs contrôles afin d'éviter d'éventuelles tensions.

Quelques membres d'organisations humanitaires ont été pris en otages dans le port de Kismayo, et

des négociations sont en cours pour obtenir leur libération en échange – comme de coutume – de nourriture et d'argent. A cet égard, le général Robert Johnson, «patron» de l'opération «Rendre l'espoir», a indiqué que le déploiement des troupes étrangères hors de la capitale ne démenterait sérieusement

## Forcer la paix

qu'aux environs de Noël, une fois de nouveaux renforts débarqués. Il n'a pas exclu, d'ici «sept à dix jours», une «présence permanente» de militaires à Baidoa, l'une des régions les plus touchées par la famine.

M. Dick Cheney, secrétaire américain à la défense, a laissé entendre que les États-Unis pourraient commencer à retirer le gros de leurs troupes «dans la deuxième quinzaine de janvier», quitte à garder en réserve au large des côtes somaliennes,

quelque 1 500 à 1 700 fusiliers marins, prêts à intervenir si les choses tournent mal. Se référant à des sources américaines haut placées, le New York Times a fait état du souhait du secrétaire général de l'ONU de voir Washington ne pas se désengager de Somalie avant d'y avoir fait le ménage du fond en comble.

N'est-ce pas mettre la charrue devant les bœufs ? Le porte-parole du Haut Commissariat pour les réfugiés a annoncé qu'environ 500 000 Somaliens sur le million qui ont trouvé asile au Kenya et en Éthiopie pourraient bientôt, à leur demande, rentrer chez eux. Quant à l'Allemagne, elle s'est dite prête à envoyer une «aide immédiate» pour la reconstruction du pays. «Les gens se rendent compte que nous ne sommes pas des voleurs de guerre», a confié le ministre de la défense, M. Volker Rühe, mais, au contraire, que nos soldats peuvent aider les personnes dans le besoin.

JACQUES DE BARRIN

## L'accord entre les deux chefs de guerre devrait permettre l'acheminement des secours

### MOGADISCIO

#### de notre envoyé spécial

L'accord entre les deux chefs de guerre, dont la rivalité a ruiné, dans tous les sens du terme, l'une des plus belles villes d'Afrique, a eu lieu à la pointe du fusil. Image symbolique : plusieurs «marines», armés au poing, surveillaient le court de tennis où s'est déroulée, vendredi 11 décembre, la scène des retrouvailles, observée en retrait par le représentant spécial du président Bush en Somalie, M. Robert Oakley.

«La rencontre a été le fruit de six mois d'efforts menés par les anciens», a déclaré le porte-parole du général Aïdîd. Il a néanmoins fallu que les militaires américains aillent chercher M. Ali Mahdi sous bonne escorte, dans son fief de Mogadiscio-Nord, et demandent au général Aïdîd de le rejoindre à la résidence de la CONOCO, une

compagnie pétrolière de Houston (Texas) élevée au rang d'ambassade temporaire des États-Unis en Somalie. «Cela s'est trop bien passé», dit un observateur. «Cela s'est fait à la somalienne, remarque un autre, ils ne peuvent plus reculer.»

Le texte de l'accord porte essentiellement sur la réconciliation entre les Hawiye, profondément divisés par l'ambition des chefs : cessation immédiate des hostilités et de «toute propagande négative», abolition de la ligne verte «artificielle» dans la capitale, et convocation dans les vingt-quatre heures des deux branches rivales du Congrès de la Somalie unifiée (CSU), le mouvement politico-militaire hawiye.

Dans les rues, les gens semblaient satisfaits – voire enthousiastes – quand le convoi de M. Ali Mahdi a ralenti au croisement du «Kilo 4». Mais quelques réflexions

illustrant un sentiment assez répandu dans le sud de la ville laissaient un peu perplexe. «Oui, c'est bien, disait un jeune, les Hawiye doivent s'unir pour écraser les Darods ! (un clan du Nord qui se bat actuellement contre les troupes du général Aïdîd).»

### La tension a baissé

La réconciliation somalienne s'annonce ardue. Quelle portée attacher à ce premier succès imposé de l'extérieur, qui n'a sans doute de valeur qu'en raison de la présence américaine ? Créer une dynamique de paix, au besoin par la force, semble être la politique de Washington. Mais «rien ne dit que ces engagements soient tenus», affirme un responsable humanitaire : «Ils tiennent, ils devraient essentiellement ramener la paix à Mogadiscio : ce qui nous permettrait d'utiliser les infrastructures de

la capitale pour, enfin, distribuer massivement les secours.»

Dans la capitale, la tension très perceptible jeudi est légèrement retombée, avec l'assouplissement des mesures de sécurité, Américains et Français étant désormais sur la même longueur d'onde. Les véhicules – ceux des organisations non gouvernementales notamment – ont l'autorisation de circuler avec leurs armes légères «du moment qu'elles ne montrent pas d'agressivité». Le nombre d'attaques d'étrangers a diminué. Les militaires de la coalition n'ont essuyé aucun coup de feu de franc-tireurs. Mogadiscio est retombée dans son anarchie, devenue la norme depuis deux ans, à la différence près que les techniques (les véhicules armés d'armes automatiques), jugés trop voyants, ont disparu.

JEAN HÉLÈNE

## Ethiopie : après-guerre au Tigré

### Suite de la première page

Un rail de lumière grise, passant par la porte en bois, éclaira chichement les murs où sont accrochés des tamis en paille tressée, une pelle et une vieille paire de joues. Les poses ont leur «chambre» à eux : un simple enclos de pierre bordant la cour. Ils y dorment avec l'âne.

Ici comme ailleurs, ce sont les garçons qu'on envoie le moins difficilement à l'école. «Deux des miens y vont», explique la paysanne. Les filles ? «Non, souille-elle, je voudrais bien...» Elle-même ne sait ni lire ni écrire. Le seul livre de la maison, les Poèmes de David, lui reste indéchiffrable. Quant à la télévision, c'est un luxe inconnu. Aussi inaccessible que le sucre ou la viande – dont on ne mange que deux fois l'an. «Pour Noël et pour Pâques».

Les habitants de Metogo ont pourtant deux grands motifs de fierté. Le premier, c'est le poste de radio. Le village s'est cotisé pour l'acheter et a désigné l'un des siens «pour suivre les nouvelles». Le deuxième, c'est la pompe à eau, installée à l'entrée du village. Une véritable révolution qui épargne désormais aux femmes les deux à trois heures de marche quotidienne jusqu'au marigot le plus proche. Depuis janvier dernier, une quarantaine de pompes analogues ont pu être installées dans tout le Tigré grâce à l'appui de l'UNICEF (1).

### Yohannes, Staline et Mussolini

«Après dix-sept années de guerre et de frustrations, tout est à reconstruire : les routes, les écoles, les hôpitaux... Mais la priorité, c'est de conserver et de développer les points d'eau afin d'améliorer la production agricole», martèle d'une voix égale M<sup>me</sup> Aragash Adane. Ancienne combattante du maquis tigréen, cette presque quadragénaire d'une courtisane austère est devenue, à la faveur des élections régionales de juin 1992, une des principales têtes politiques du Tigré. «Je travaille dix à douze heures par jour», confie, sans fausse humilité, Madame la secrétaire de l'administration régionale, qui supervise le travail des deux cent quarante membres du «Parlement» local.

Sur son bureau en formica, trônent au milieu des dossiers, le drapeau rouge et jaune du Front

populaire de libération du Tigré (FPLT) donne le ton. Celui des nouveaux maîtres de l'Éthiopie. «Démocrates» mais «pas socialistes», précise la militante tigréenne, avec une pointe d'agacement. Contraints de remettre leurs convictions pro-soviétiques et leur admiration pour Staline, les «tombeurs» du régime Mengistu – renversé en avril 1991 grâce à l'appui des États-Unis – n'en demeurent pas moins décidés à tenir fermement les rênes.

Au Tigré, où ils sont chez eux, cela ne pose pas le moindre problème. Ils y ont imposé leur marque. Les portraits de la «trilogie marxiste» (Marx, Engels, Staline) qui ornent encore certains bâtiments publics de Makale, la capitale régionale, n'ont jamais effacé quiconque. A ces symboles importés, les Tigréens ont toujours préféré les leurs. Les hauts plateaux du nord de l'Éthiopie, «berceau de l'Abyssinie», sont un musée à eux tout seuls : Axoum, Lalibela, Adoua sont autant de joyaux dans la riche litane de l'histoire éthio-

pienne. Makale, plus modeste, conserve pieusement les restes – assez beaux – du château de l'empereur Yohannes (1872-1889). Le trône en bois sculpté, les vêtements d'apparat brodés d'or et d'argent, les vieux fusils d'époque, les manteaux en peau de lion : tout est resté intact.

A l'entrée du château, trônant sur l'herbe comme un vieux papier gras, git une tête en brosse, incongrue : celle de Mussolini. Le Duc, oublié, fixe le ciel de ses yeux vides. Les cinq années de colonisation italienne, entamée en 1935, ont laissé des traces diverses. Quelques routes, quelques ponts, la découverte des spaghetti et une nouvelle frontière, arbitrairement tracée entre les habitants du Tigré et leurs cousins de l'Érythrée.

Soucieux de perpétuer la tradition, qui veut que des monuments prestigieux choient la misère la plus profonde, les dirigeants de Makale en ont érigé un à la gloire des «héros» du maquis tigréen. Sur un vaste terre-plein, aménagé à la lisière de la ville, une stèle immense, en pierre noire et marbre blanc, rappelle la sanglante épopée des guérilleros du FPLT, qui ont «brisé les chaînes de l'oppression nationale».

«La première fois que j'ai rencontré des gens du FPLT, c'est quand ils sont entrés dans Addis-Abeba, en 1991. La politique ne m'a jamais beaucoup intéressé.

Mais j'apprécie, en tant que citoyen, les efforts qui sont faits ici.» Le nouveau directeur de l'hôpital de Makale, le docteur Yikunoamlak Yizgaw, âgé de trente-deux ans, porte la blouse blanche, une fine moustache et des lunettes à montures dorées.

### «Les dirigeants ne veulent plus d'étrangers»

Arrivé d'Addis-Abeba au lendemain de la guerre, il est l'un des très rares médecins présents dans la région. «Sans le FPLT et les médicaments qu'il nous fournit, l'hôpital ne tournerait pas», reconnaît volontiers le jeune directeur. Son souci essentiel demeure le manque de personnel. Construit dans les années 50, l'hôpital, censé accueillir à l'époque un maximum de quatre-vingt patients, en reçoit aujourd'hui près de deux cents. Pour vingt-huit infirmières...

«En trente ans, il n'y a que le budget qui n'a pas changé !» sourit le docteur Yikunoamlak Yizgaw. Des trois ou quatre organisations non gouvernementales (ONG) autrefois installées au Tigré, il n'en reste pratiquement aucune. «Sur le plan médical, les Européens avaient fait un travail formidable. Ils sont partis après la guerre, je ne sais pas pourquoi...», ajoute le médecin, au grand dam des «fonctionnaires» du FPLT présents dans son bureau.

Selon la version officielle, l'absence des ONG occidentales – d'autant plus étonnante que les conditions de sécurité sont désormais totales – serait le fait des ONG elles-mêmes, qui n'acceptent de venir que dans les zones urbaines. Dès qu'il s'agit de s'installer à la campagne, il n'y a personne. Des accusations que les intéressés démentent vigoureusement : «En réalité, les dirigeants tigréens, comme les Érythréens d'ailleurs, ne veulent plus d'étrangers sur le terrain. Ils acceptent volontiers l'argent ou l'aide matérielle des organisations internationales, mais c'est tout.»

Dans les granges de Makale, personne ne semble s'intéresser à ces querelles de princes. Sous les eucalyptus, les jeunes jouent au ping-pong, les vieux sifflent leur thé. Au cinéma Adoua, on donne Magic Legs, un film de karaté que personne ne va voir. La nuit et le froid tombent vite. «Au moins, on dort tranquille, on ne craint plus les bombes, dit dans un sourire un habitant. On peut se promener et parler librement. C'est déjà un progrès...»

CATHERINE SIMON

(1) Fonds des Nations unies pour l'enfance.



### M. Mohamed Farah Aïdîd

## Un général intransigeant

### MOGADISCIO

#### de notre envoyé spécial

C'est en s'emparant d'une base éthiopienne, pendant la guerre de l'Ogaden, en 1977, que le général Mohamed Farah Aïdîd a gagné sa célébrité. Ses rapports avec le président Syaad Barre, qui ont toujours été conflictuels, lui ont valu six années de prison. Il n'en a pas moins été conseiller à la présidence par la suite, avant de tomber en disgrâce. Il s'était alors vu confier le poste d'ambassadeur à New-Delhi.

C'est là que le Congrès de la Somalie unifiée (CSU), le mouvement d'opposition des Hawiye (son clan), vient solliciter ses talents de militaire pour diriger la rébellion naissante, en 1989. Mais il exige aussi la direction politique du mouvement. Les premières divisions apparaissent au sein du CSU.

En bon général, il planifie la prise de Mogadiscio. Mais il se fait prendre de vitesse par le soulèvement populaire du 30 décembre 1990. Puis il se fait doubler par ses adversaires hawiye, qui lui préfèrent le commerçant Ali Mahdi comme président par intérim. Cette rivalité finit par basculer dans une guerre de

«sous-clans» destructrice, en novembre 1991, avec d'un côté les Hawar-guidirs du général Aïdîd, de l'autre les Abgals de Ali Mahdi.

Après le cessez-le-feu imposé le 3 mars dernier par l'ONU à Mogadiscio, le général Aïdîd, âgé d'une soixantaine d'années, part en campagne vers le Sud, d'où il expulse Syaad Barre (aujourd'hui réfugié au Nigeria), puis relance les combats dans le Nord où le territoire de son «sous-clan», les Saads, jouxte celui des Mijertins (de la confédération des Darods).

Pour donner une assise politique à ses conquêtes territoriales, il fonde en avril 1992 l'Alliance nationale somalienne (ANS), avec des mouvements claniques de la région. Récemment, l'ANS a perdu du terrain militairement et s'est affaibli politiquement, certains clans refusant de subir la tutelle des Hawar-guidirs.

L'intransigeance du général Aïdîd lui a aliéné une partie des chefs hawiye-guidirs, mais il reste le porte-drapeau des Hawiye, qui voudraient pouvoir enfin écarter les Darods du pouvoir.

J. H.

### M. Ali Mahdi

## Un homme d'affaires

### MOGADISCIO

#### de notre envoyé spécial

Son manque de charisme et d'envergure politique – et sa fortune – en a fait un candidat de consensus idéal quand le clan hawiye, vainqueur du Syaad Barre, a imposé un des siens à la tête de ce pays sinistré, dont la capitale avait été mise à sac. Aujourd'hui, en raison de la rivalité des Abgals (son «sous-clan») et des Hawar-guidirs, M. Ali Mahdi passe pour un «saigneur de la guerre». Mais en privé son entourage avoue qu'il voudrait quitter la présidence et retourner à ses affaires.

Propriétaire d'un grand hôtel aujourd'hui en ruine, cet homme d'une cinquantaine d'années (les Somaliens ne connaissent pas leur âge exact, faute d'état civil) s'est enrichi sous le règne de Syaad Barre, avant d'entrer, sur le tard, dans l'opposition, et de

rejoindre le Manifesto, un groupe d'hommes influents issus de tous les clans. En août 1991, il est confirmé à son poste de «président par intérim», à Djibouti, lors d'une conférence nationale somalienne organisée sous l'égide de l'Italie et de l'Égypte. Le général Aïdîd, qui a refusé de participer à cette rencontre, obtiendra un peu plus tard la présidence du Congrès de la Somalie unifiée (CSU), au nom de la répartition des tâches.

Fort de sa position renforcée à la suite de la conférence de Djibouti, M. Ali Mahdi s'est toujours dit prêt à dialoguer avec son rival. Il a aussi affirmé qu'il démissionnerait la veille de l'ouverture d'une conférence de réconciliation. Pour le moment, il reste la seule solution alternative aux Hawiye qui «ne veulent plus de généraux à la tête du pays».

J. H.

LIBÉRIA : au moins vingt morts dans un bombardement de l'ECOMOG. – Le Front national patriotique du Libéria (FNPL) a indiqué, vendredi 11 décembre, qu'au moins vingt personnes avaient été tuées, la veille, lors d'un bombardement aérien de la Force africaine d'interposition (ECOMOG) contre la ville de Kakata, au nord-est de Monrovia, tenue par les rebelles. Le représentant spécial des Nations unies au Libéria, M. Gordon-Somers, devait se rendre vendredi à Gbarnga, le quartier général du FNPL, où il devait s'entretenir avec M. Charles Taylor, qui a de nouveau réclamé, jeudi, le remplacement de l'ECOMOG par une «force neutre, de préférence des Nations unies», en préalable à tout désarmement. – (AFP)

ANGOLA : les pays de la Ligne de front envoient une délégation. – Les dirigeants des sept pays de la Ligne de front ont décidé, vendredi 11 décembre, à l'issue d'un sommet d'une journée à Harare (Zimbabwe), de participer à la force multinationale en Somalie et d'envoyer une délégation de haut niveau en Angola afin de soutenir le processus de paix. Les participants ont demandé à une délégation formée du président de l'Organisation des pays de la ligne de Front, M. Robert Mugabe, du secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et du président du Cap-Vert, de se rendre en Angola dès que possible et d'y avoir des contacts avec les deux parties. D'autre part, l'un des pays de l'organisation, le Botswana, a annoncé vendredi l'envoi de 320 soldats en Somalie. – (AFP)

ne sino-soviétique



GRAND JURY L. 12 Monde

JACQUES FROT

RTM



## EUROPE

## La guerre dans l'ex-Yugoslavie

## L'OTAN se dit prête à intervenir si les Nations unies le lui demandent

BRUXELLES

de notre correspondant

Réunis à Bruxelles, jeudi 10 et vendredi 11 décembre, pour l'habituelle session de fin d'année du comité des plans de défense (CPD), les ministres de la défense de l'OTAN ont beaucoup parlé de l'ex-Yugoslavie mais ont décidé de laisser à l'ONU l'initiative de nouvelles mesures pour faire face à l'aggravation de la situation. « Nous sommes prêts mais il faut un consensus politique au sein des Nations unies, notre rôle est de soutenir l'ONU, pas de la remplacer », a déclaré le secrétaire général de l'Alliance, M. Manfred Wörner.

Les ministres ont examiné plusieurs plans préparés par le Comité militaire pour le cas où l'ONU déciderait de faire respecter avec des moyens appropriés la zone d'exclusion aérienne de Bosnie, voire de déployer des forces terrestres au Kosovo. Il y a des dispositions à l'étude « pour différents scénarios », a déclaré un porte-parole, sans en divulguer le contenu. Plusieurs ministres ont exprimé le vœu que l'OTAN aille au-delà de ses prestations actuelles pour l'application des résolutions du Conseil de sécurité. M. Wörner, pour sa part, voudrait que « tout le monde sache qu'un débordement (serbe) au Kosovo conférerait une dimension nouvelle à ce conflit ».

Toutefois, le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, a paru un peu en retrait. Son « point de vue personnel » est qu'un engagement terrestre « ne serait pas tellement avantageux ».

M. Cheney, qui a évoqué le prochain changement d'équipe à Washington, a exprimé un autre « avis personnel » : « Si elle veut survivre, l'OTAN (créée pour la défense territoriale de ses membres) doit s'occuper des questions de

sécurité en Europe du Centre et de l'Est. Je suis donc partisan de l'adhésion de certains des pays de cette Europe-là à l'Alliance ». Les ministres de la défense ont décidé de proposer à leurs homologues du conseil de coopération nord-atlantique (COCONA), créé par l'OTAN, et à leurs anciens adversaires au-delà du rideau de fer de se rencontrer en janvier.

La France n'est plus représentée au comité des plans de défense depuis son retrait des structures militaires intégrées. Cela n'a pas facilité les choses à la réunion puisqu'elle est concernée au plus haut point en raison de la présence de ses soldats dans l'ex-Yugoslavie. Elle pourra faire valoir son point de vue lors de la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères, le 17 décembre à Bruxelles.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

bre, en faveur d'une intervention militaire en Bosnie-Herzégovine, qui permette de restaurer un climat viable pour les populations locales, tout en freinant la progression de la violence vers la Macédoine et la province du Kosovo, rapporte l'agence néerlandaise de presse ANP. « Je me fiche pas mal de qui prendra l'initiative. Je trouve seulement scandaleux que cela soit possible en Somalie et pas en Yougoslavie », a déclaré M. Lubbers à la Chambre des députés. - (AFP).

Le Conseil de l'Europe dénonce « la pratique systématique du viol collectif ». - Le comité des ministres du Conseil de l'Europe a dénoncé, jeudi 10 décembre, à Strasbourg, « la pratique systématique » en Bosnie-Herzégovine du « viol collectif de femmes et d'enfants, en particulier ceux appartenant à la communauté musulmane ». - (AFP).

## Sept cents « casques bleus » en Macédoine pour prévenir une extension du conflit

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, vendredi 11 décembre, pour la première fois dans l'histoire de l'Organisation, le déploiement préventif de « casques bleus », en autorisant l'envoi de sept cents hommes de la Force de Protection des Nations unies (FORPRONU) en Macédoine pour éviter une extension du conflit dans l'ex-Yugoslavie.

« Il s'agit d'une mission en accord avec le principe de la diplomatie préventive », a déclaré M. Boutros Boutros-Ghali, après la décision unanime du Conseil. Le secrétaire général avait recommandé quelques jours auparavant ce déploiement. Les sept cents « casques bleus », qui seront accompagnés de trente-cinq observateurs militaires, devraient être déployés « immédiatement », selon les vœux du Conseil, le long de la frontière avec l'Albanie et la Serbie (dont une partie correspond au Kosovo), du côté macédonien. Ces effectifs proviendront dans un premier temps de contingents de la FORPRONU, stationnés en Croatie. Les autorités macédoniennes avaient formellement demandé cette présence de l'ONU sur leur territoire.

Le mandat de la force de l'ONU qui sera déployée en Macédoine, dont le quartier général sera basé à Skopje, consistera à contrôler et faire état de tout incident dans la région frontalière susceptible d'affecter la stabilité de cette République. - (AFP).

■ LITUANIE : formation d'un nouveau gouvernement. - Le président lituanien, M. Algirdas Brauskas, a constitué, jeudi 10 décembre, par décret, un nouveau gouvernement présidé par M. Bronislovas Lubys et composé pour l'essentiel de « techniciens ». Outre M. Lubys, qui était vice-premier ministre dans le précédent gouvernement, sept des dix-huit ministres viennent de l'ancienne équipe. Les portefeuilles politiques ont été attribués à des nouveaux venus : les affaires étrangères à M. Povilas Gylys, du Parti démocratique du travail (ex-communiste), l'économie à M. Julius Veselka, les finances à M. Eduardas Vilkaitis et l'intérieur à M. Romas Vaitiekunas. - (AFP).

## ASIE

JAPON

## M. Miyazawa a formé un nouveau gouvernement

Le premier ministre japonais, M. Kiichi Miyazawa, a nommé, vendredi 11 décembre, un de ses proches, M. Yoshio Hayashi, ministre des finances, et M. Yoshio Mori au MITI (commerce extérieur et industrie), à l'occasion d'un important remaniement de son gouvernement (le Monde du 12 décembre). Ils remplacent respectivement MM. Tadamasa Hata et Kozo Watanabe, entrés il y a un an dans le premier cabinet Miyazawa. Les seuls à conserver leurs fonctions sont MM. Michio Watanabe aux affaires étrangères, et Masami Tanabu à l'agriculture, poste crucial dans le cadre des négociations du GATT. Parmi les nouveaux ministres figurent le nouveau secrétaire général et porte-parole du gouvernement, M. Yohei Kono, qui avait quitté le Parti libéral-démocrate (PLD) en 1976 pour protester contre le scandale Lockheed. Une femme, M<sup>me</sup> Mayumi Moriyama, ancien porte-parole du gouvernement, fait également son entrée, à l'éducation.

M. Hayashi avait été vice-ministre des finances en 1978, puis ministre de la santé de M. Nakasone. M. Hayashi, qui parle couramment anglais et français, était jusqu'à vendredi secrétaire général de la faction du premier ministre, la troisième en importance du PLD. Il remplace M. Hata, qui a annoncé vendredi qu'il prenait la tête d'une nouvelle clique, consacrant l'éclatement de la puissante faction Takeshita, éclaboussée par les scandales. Patron du MITI, M. Mori était président du Comité des affaires politiques du PLD ; il avait été ministre de l'éducation de M. Nakasone avant que le scandale Recruit n'entache pour

un moment sa carrière. Les membres du gouvernement avaient démissionné vendredi pour permettre à M. Miyazawa de remettre son gouvernement. L'ancien ministre de la Justice Seiroku Kaiyama, l'un des membres les plus influents de ce qui reste de la faction Takeshita.

## La composition du cabinet

Voici la liste du nouveau gouvernement :

Vice-premier ministre et affaires étrangères, M. Michio Watanabe (sortant) ;

Justice, M. Masaharu Gotoda ; finances, M. Yoshio Hayashi ; éducation, M<sup>me</sup> Mayumi Moriyama ; santé, M. Yuji Niwa ; agriculture, forêts et pêche, M. Masami Tanabu (sortant) ; MITI, M. Yoshio Mori ; transports, M. Ihei Ochi ; postes et télécommunications, M. Junichiro Koizumi ; travail, M. Masakuni Murakami ; construction, M. Kishiro Nakamura ; affaires intérieures, M. Keiichi Murata ; secrétaire général du gouvernement, M. Yohei Kono. Directeur général d'agences gouvernementales : gestion et coordination, M. Michihiko Kano ; Okinawa et Hokkaido, M. Shuji Kita ; défense, M. Toshio Nakayama ; planification économique, M. Hajime Funada ; sciences et technologie, M. Mamoru Nakajima ; environnement, M. Taikan Hayashi ; agence foncière, M. Takashi Inoue. - (AFP).

## LIECHTENSTEIN : le référendum du 13 décembre

## Un « non » à l'espace économique européen provoquerait une crise politique

LAUSANNE

de notre correspondant

Les relations avec l'Europe ne divisent pas seulement les Suisses, mais également les quatorze mille électeurs de la petite principauté voisine du Liechtenstein, appelés à leur tour à se prononcer, dimanche 13 décembre, sur l'adhésion au traité instituant l'Espace économique européen (EEE). La victoire du « non » pourrait créer un divorce entre le prince régnant Hans Adam II et ses sujets.

Partisan convaincu de l'entrée du Liechtenstein dans l'EEE, le prince avait déjà pris ombrage, au mois de mai, de la volonté exprimée par une majorité d'électeurs d'être consultés par référendum à ce sujet. Fin octobre, une crise politique avait mis en émoi la principauté à propos de la date de l'organisation de la consultation. Le souverain était allé jusqu'à menacer, en vain, de démettre le gouvernement et de dissoudre le Parlement si le scrutin intervenait après le vote des Suisses.

Malgré le refus helvétique du 6 décembre, Hans Adam II, le gouvernement et le Parlement restent favorables à la ratification du traité par le Liechtenstein. Dans un ultime appel à voter oui, le prince et son premier ministre, M. Hans Brunhart, ont tous deux expliqué que pour la principauté l'EEE était « la meilleure solution d'intégration » et qu'elle était préférable à l'isolement ou à une adhésion à la CEE.

Comme le présentait le prince,

le non des Suisses à l'EEE risque cependant de peser lourd dans le choix des Liechtensteinois. Les trente mille habitants de ce petit pays d'à peine 160 kilomètres carrés, également frontalier de l'Autriche, n'ignorent pas que leur sort est étroitement lié à celui de la Confédération helvétique.

Depuis 1923, Vaduz est associé à Berne par un accord douanier, tandis que le franc suisse est la monnaie officielle de la principauté. En cas d'adhésion du Liechtenstein à l'EEE, cet accord ne pourrait plus être appliqué et devrait être renégocié, ce qui n'a pas manqué de jeter le trouble dans les esprits. Alors que le parti gouvernemental et les milieux industriels prouvent le « oui » à l'EEE, l'opposition, qui a mené campagne pour le « non », prédit déjà que le Liechtenstein suivra l'exemple helvétique.

JEAN-CLAUDE BUHRER

■ ITALIE : levée de l'immunité parlementaire de M. De Michelis. - La chambre des députés a levé, jeudi 10 décembre, l'immunité parlementaire de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, à la demande du parquet de Venise, qui l'accuse de violation des règles de financement des partis politiques. M. De Michelis, qui est l'un des dirigeants du Parti socialiste (PSI), est également accusé par les magistrats de corruption dans une affaire d'adjudication de travaux publics dans sa région natale. - (AFP).

## OCÉANIE

## LOIN DES CAPITALES

## Perth entre deux mondes

PERTH

de notre envoyé spécial

PENDANT les heures chaudes de la querelle du GATT, alors que, de Londres à Washington ou à Canberra, on pesait contre l'intransigence des paysans français, une publication d'Australie occidentale annonçait avoir trouvé la solution pour pérenniser les intérêts de l'agriculture de l'État le plus excentrique du continent austral.

Nous sommes toujours une possession française et notre bidon doit être traité par l'Europe comme celui de la Beauce, écrivait en substance l'auteur, se fondant, non sans un brin d'humour, sur l'annexion du territoire à la couronne des Bourbons, le 30 mars 1772, par le comte de Saint-Aloüarn, qui avait pris possession un mois plus tôt des îles Kerguelen. Il faudra, en effet, attendre décembre 1826 pour que la Grande-Bretagne, installée à Sydney depuis 1788, annexe à son tour l'Australie occidentale (WA en australien).

Londres s'inquiétait, en cette période de « guerre froide » entre les deux pays, des ambitions françaises sur ce gigantesque territoire, à mi-chemin de la Chine - le canal de Suez n'existait pas encore - dont le climat tempéré permettait la colonisation, et le dépeçage de la région. « Les Français pourraient facilement y planter du blé pour leurs baguettes », dit le professeur Leslie Marchant, auteur de *France australe* (1), établi à la terrasse du Dome Café, sur Napoleon Street. Cette possibilité avait longtemps été envisagée par Paris jusqu'à son abandon, paradoxalement, vers 1826, au profit du sud de la Nouvelle-Zélande, puis de la Nouvelle-Calédonie.

Saint-Aloüarn - et son navire *Gro-Venture* - n'était qu'un des nombreux marins français à qui l'on doit, sinon la découverte du territoire, du moins son entrée dans le monde de la cartographie moderne, avec Bruny d'Entrecasteaux à bord de la *Recherche* et de l'*Espérance* (1792-93), Baudin avec le *Géographe* et le *Naturaliste* (1801), Freycinet avec l'*Uranie* et de la *Physicienne* (1818), et Dumont d'Urville avec l'*Astrolabe* en 1826. Et encore, selon « Les » Marchant, les Hollandais auraient peut-être été précédés par un aventurier Normand de Honfleur, Binot Paumier de Gonneville, qui découvrit en 1504 une terre du même nom qui pourrait bien être la fameuse *Terra Australis incognita*.

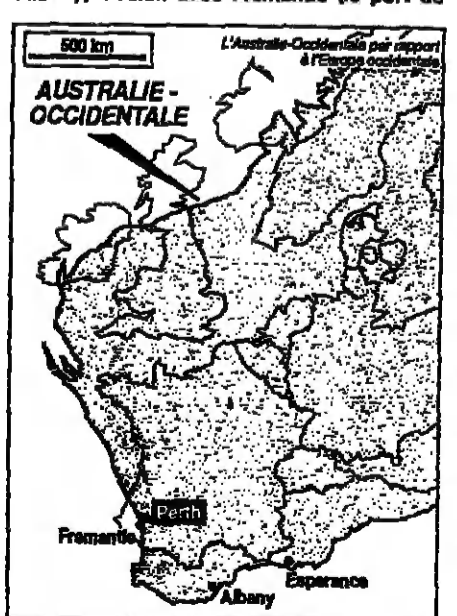
M. Marchant consacre son temps à l'aventure française en Australie occidentale. Il raconte avec passion une histoire aussi mal connue en France que chez lui, rêvant presque d'une Perth qui serait le pendant francophone de Sydney et de Melbourne. Rien que sur la côte occidentale du continent, il a dénombré 253 toponymes français, allant du golfe Joseph-Bonaparte, au nord, à Esperance et à l'archipel de la Recherche, au centre de la côte méridionale, en passant par Cape-Ron-

sard ou Geographe-Bay. Il s'extasie sur ce siècle des Lumières qui vit la France envoyer savants et géographes à la découverte, de ce désert, de terres nouvelles et de « bons sauvages » dont ne se préoccupaient guère les Anglais.

## Le « Far West » des antipodes

Ainsi, les quelque deux cents membres de l'expédition de Baudin, dont les résultats scientifiques firent merveille, ou le douzaine de savants qui accompagnaient d'Entrecasteaux, dont on vient de célébrer, le 9 décembre, le bicentenaire de l'arrivée à Esperance. A cette occasion, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur - d'Entrecasteaux était Provencal - a envoyé une délégation de 300 personnes, « la plus importante jamais venue de France », selon M. Alain Serleyx, président de la chambre régionale des comptes, et amoureux de longue date de l'Australie.

En présence du premier ministre de WA, M<sup>me</sup> Carmen Lawrence, de M. Jean-Claude Gaudin, président de région, et des maires de Marseille et d'Arles, les deux régions ont signé une charte de coopération et d'amitié, tandis que Draguignan se jumelait avec Albany, Toulon avec Fremantle (le port de



Perth, rendu célèbre par la Coupe de l'America), Arles avec Kalgoorlie, l'ancienne ville des chercheurs d'or, et Aix-en-Provence avec Subiaco, dans la banlieue de Perth.

Les Français ont même leur légende, le marin Vasse, qui a donné son nom à un village, une rivière, une route, et un vignoble, Vasse-Felix. Disparu lors d'un réembarquement difficile pendant l'expédition Baudin, il

aurait ensuite vécu avec les aborigènes. Mais, selon M. Marchant, il aurait été tout simplement emporté par des vagues furieuses. Il voit dans cette histoire un coup de la perle d'Albion : un des chefs de l'expédition menée de Napoléon contre la Grande-Bretagne, Hamelin, avait commandé le *Naturaliste*, et la « propagande » anglaise voulait montrer que les conditions à bord de la marine française étaient telles que Vasse avait préféré s'enfuir chez les sauvages.

Si le climat de Perth est plutôt méditerranéen - les agrumes et la vigne y prospèrent - l'Australie occidentale est un géant par rapport à la Provence, avec ses 2,5 millions de kilomètres carrés ; mais ses 1,6 million d'habitants (dont 1,2 pour Perth) se rapprochent de ceux de l'agglomération marseillaise. N'empêche, bien qu'apparaissant aux yeux des étrangers fort peu différente du reste du pays, la WA a ses caractéristiques propres caractérisées par la « tyrannie de la distance » (2). Perth est en effet plus éloignée de Sydney que de Singapour. Et, jusqu'aux derniers mois du XVIII<sup>e</sup> siècle, on ne savait pas avec certitude si l'Australie était composée d'un ou de deux îles. Il faut dire que l'immense désert qui fracture le continent est aussi difficile à franchir qu'un océan.

Il en résulte une profonde méfiance envers « l'Est » et le gouvernement fédéral de Canberra, qui voient eux, dans leur « Far West », la terre de la démesure. Près de la moitié du continent, des richesses minières sans compter, une vie politique obsédée par les préoccupations locales, et des scandales financiers à la pelle de l'État : c'est là que, dans le cadre de la « WA Inc » (Australie occidentale SA), avec le soutien, parfois intéressé, de politiciens travaillistes locaux, des chevaliers d'industrie comme Alan Bond ou Robert Holmes à Court ont fait d'immenses et rapides fortunes, avant de sombrer dans la crise.

« Les Australiens occidentaux souffrent d'un complexe d'infériorité qu'ils dissimulent par une faconde à la texane », explique M. Reg Withers, lord Maitre de Perth et ancien chef du groupe libéral au Parlement de Canberra, où il a gagné le surnom de « Toe-Cutter » (le coupeur d'orteils). Ce personnage rubicond, qui dit avoir des ancêtres huguenots, l'explique « par notre isolement, mais aussi par notre désir de faire porter le chapeau par nos propres problèmes ». En attendant, « Reg » rêve tout haut, et avec un brin d'humour, de devenir un « dictateur » pour remodeler sa ville « à la Hausmann ». Mais comment peut-on devenir un dictateur en Australie ?

PATRICE DE BEER

(1) Publié à Perth en 1982, traduit en 1988 par les éditions France Empire ; une nouvelle version est imminente.

(2) Titre d'un ouvrage de l'historien Geoffrey Blainey (1966).



## DIPLOMATIE

### Sortir Maastricht du borbier

Suite de la première page

Tout leur a été concédé, et le statut dérogatoire que leur proposent leurs partenaires est l'illustration criante de cette « Europe à la carte » dont ils disaient, il y a quelques jours encore, ne pas vouloir.

On a admis, en particulier, que le Danemark refuse l'objectif de la monnaie unique et qu'il ne participe pas à l'élaboration d'une politique de défense commune, deux des principales ambitions du traité de Maastricht. Grâce à l'ingéniosité d'un juriste français (M. Jean-Claude Pirié, qui dirige les services juridiques du conseil), ces dérogations seront formulées de façon à ne pas entraîner de modification du traité lui-même et donc à ne pas ouvrir dans tous les pays membres une nouvelle procédure de ratification.

#### Pas de troisième tour pour les Danois

Deux petits différends subsistent toutefois vendredi. L'un porte sur la durée de la validité des dérogations consenties au Danemark : les dirigeants danois les voudraient éternelles, leurs partenaires les concevant comme provisoires afin que ce statut spécifique puisse être réexaminé en 1996 (quand le traité de Maastricht lui-même fera l'objet d'une révision). L'autre différend, de pure forme, porte sur le caractère plus ou moins solennel à donner aux enga-

gements qui seront pris par le conseil européen envers le Danemark : les Danois voulaient les voir qualifiés de « décision » du conseil, tandis que d'autres, souhaitant leur donner moins d'importance, voulaient n'en faire qu'une simple « déclaration ».

Tout laissait à penser cependant samedi, en début de matinée, que ces dernières divergences allaient trouver leur solution. L'essentiel, en effet, avait été dit la veille en des termes que l'un des participants à la discussion a qualifiés de « francs et amicaux », à savoir que si les Danois continuaient à réclamer, et surtout que si les Britanniques continuaient à s'abriter derrière eux pour différer encore la ratification du traité par le Parlement de Westminster, les dix autres pays feraient l'Union européenne sans eux.

C'est ce que l'on pourrait appeler le « serment d'Edimbourg », qui ne figurera pas dans les textes mais qui a été fait vendredi par dix pays déclarant aux deux autres : nous continuerons sans vous s'il le faut ! Tout cela a été dit de façon très ferme, notamment par le chancelier Kohl, qui a insisté pour que la question des ratifications soit complètement réglée d'ici au 1<sup>er</sup> juillet 1993.

Entendant ce message, le premier ministre danois a d'ailleurs annoncé que si un compromis sur le statut dérogatoire était achevé à Edimbourg, les électeurs seraient

de nouveau appelés à se prononcer sur le traité fin avril-début mai. « Il n'y aura pas de troisième tour », a-t-il déclaré, d'autre part, à la presse danoise, comme pour avertir ses compatriotes que l'appartenance de leur pays à la Communauté était cette fois en jeu.

M. John Major pouvait donc espérer sortir du sommet d'Edimbourg avec un accord essentiel pour lui sur la question danoise. Il avait aussi engagé un accord sur la fameuse question de la « subsidiarité » dont on a tant parlé il y a quelques mois, et qui a été expédiée en très peu de temps vendredi par les dirigeants européens.

#### Le « paquet Delors 2 »

Le débat portait sur la programmation budgétaire de la Communauté au cours des années à venir, ce qu'on appelle le « paquet Delors 2 », était à peine engagé vendredi. Les Douze, suivant ainsi l'orientation suggérée par la Commission, raisonnent désormais sur une période de sept années (1993-1999). Lors du premier tour de table, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont contentés de répéter leur position traditionnelle quant à l'ampleur de l'effort supplémentaire à envisager, en s'attendant, chacun d'eux, sur les problèmes spécifiques qui leur tiennent à cœur.

M. François Mitterrand a ainsi rappelé l'importance qu'il attachait à ce que la politique agricole commune réformée soit pleinement financée. Le président de la République a également prononcé pour un renforcement substantiel des crédits communautaires affectés à la recherche, avec une mention particulière pour les besoins de la filière européenne de télévision à haute définition (TVHD). A propos de l'aide accordée aux régions les moins développées, il a invité ses collègues à ne pas oublier le cas difficile des zones « ultrapériphériques » de la Communauté, c'est-à-dire, pour la France, les DOM-TOM, qui sont des bénéficiaires traditionnels importants des fonds structurels.

Cependant, au-delà de ces shopping lists, comme l'a observé M. Carlos Solchaga, ministre espagnol des finances, les positions demeuraient très éloignées. Les dernières propositions de la présidence britannique, améliorées de manière homéopathique par rapport aux précédentes, ont été perçues comme une provocation par les quatre pays les moins prospères de la Communauté (Espagne, Grèce, Irlande et Portugal) qui réclament une progression significative de l'effort de solidarité en leur faveur.

#### Création d'un fonds d'investissement

Les Anglais continuent à suggérer que les plafonds des ressources propres de la CEE en 1999 soient fixés à 1,25 % du PIB, à comparer à 1,20 % en vigueur en 1992. La Commission, dont les propositions initiales, plus généreuses, ont été corrigées à la baisse, préconise un plafond de 1,30 %, ce qui est considéré comme le strict mini-

mum par les quatre pays les moins prospères. Nul doute pourtant qu'ils devront se résigner à moins pour que l'accord puisse se faire.

M. Mitterrand, sans préciser un montant, s'est dit prêt à se rallier à une position intermédiaire entre la proposition de la Commission et celle de la présidence anglaise. Plusieurs chefs de gouvernement sont sur cette ligne. Mais est-ce déjà le cas de M. Helmut Kohl, hier proche des thèses anglaises ? M. Jean Muscatelli, porte-parole de l'Elysée, l'a donné comme acquis, mais les déclarations de M. Dieter Vogel, porte-parole de la Chancellerie, ne l'ont pas confirmé et, vendredi, leur tonalité demeurait réservée. M. John Major, quant à lui, n'a pas amorcé le moindre mouvement pour se rapprocher des positions de ses partenaires.

La plupart des observateurs, en particulier dans l'entourage de M. Jacques Delors, pensent qu'il se battra pied à pied mais, au dernier moment, se résignera à bouger pour ne pas condamner le conseil européen à un échec lourd de conséquences, notamment pour le démarrage rapide des négociations en vue de l'élargissement de la Communauté aux pays candidats de l'Association européenne de libre-échange (ALE), démarrage auquel les Britanniques comme les Allemands sont attachés.

D'autre part, les chefs d'Etat et de gouvernement ont chaleureusement accueilli le projet d'une « initiative européenne de croissance ». L'idée est de créer un fonds européen d'investissement doté de 2 milliards d'euros (14 milliards de francs) qui accorderait sa garantie à des investissements, notamment à des projets d'infrastructures mis en œuvre par des entreprises privées. Selon M. Philippe Maystadt, ministre belge des finances, les experts pensent générer par les effets induits un flux supplémentaire d'investissements de 20 milliards d'euros (140 milliards de francs).

En outre, il serait décidé d'affecter 6 milliards d'euros (42 milliards de francs) - levés sur le marché soit par la Banque européenne d'investissement (BEI), soit par le biais d'un emprunt communautaire (les ministres des finances des Douze, réunis vendredi, préfèrent la BEI ; la Commission : l'emprunt) - à un programme de développement des grandes infrastructures européennes de transports et de télécommunications.

PHILIPPE LEMAITRE et CLAIRE TRÉAN

Le Parlement portugais a ratifié le traité de Maastricht. Le Parlement portugais a ratifié, jeudi 10 décembre, à une très large majorité, le traité de Maastricht. Deux cent députés du PSD (majorité libérale) et du PS (opposition) ont voté la ratification. Seuls les chrétiens de droite du Centre démocratique et social (CDS) et le Parti communiste ont voté contre (21 voix). Neuf députés n'ont pas participé au vote. Le Portugal est ainsi le huitième pays à ratifier le traité d'Union européenne.

Après le référendum du 6 décembre

### La Suisse renonce à la présidence de l'AELE

GENÈVE

de notre correspondant

Le conseil des ministres de l'AELE (Association européenne de libre-échange) s'est tenu à Genève les 10 et 11 décembre. Il avait principalement inscrit à son ordre du jour la coopération AELE - CEE et plus précisément l'examen du stade actuel du processus de ratification de l'accord instituant l'espace économique européen et des préparatifs en vue de l'entrée en vigueur de cet instrument, ce qui a pour effet d'exclure la participation de la Suisse aux discussions sur ce point.

Il a annoncé la couleur en déclarant que « la Suisse reste membre de l'AELE mais ne veut pas prouver de renouveau de la ratification de l'EEE. Il faut donc mettre en place des stratégies d'intendance pour que nos partenaires puissent accomplir normalement leur travail ». C'est en ce sens que la Suisse renonce à la présidence de l'AELE qu'elle devait assumer pour le premier semestre 1993. Elle sera remplacée par la Suède à la présidence de l'association pendant cette période.

Il découle aussi du « non » au référendum que « la Suisse ne pourra pas participer, en tout cas

pas à la qualité prévue (à raison de 27 %), au fonds de cohésion de la CEE ». Ce fonds, financé par les membres de l'AELE, est destiné à soutenir le développement des quatre pays défavorisés de la Communauté : Espagne, Grèce, Irlande et Portugal.

Cela signifie que la Confédération renonce à toute coopération avec l'AELE. Bien au contraire. Elle veut « garder toutes les portes ouvertes pour la construction européenne (...). Rien n'est irréversible. Si des temps de repli s'observent, si des situations de récession existent, il ne se sait pas pour l'instant ».

Vendredi, les ministres ont pris note « avec regret » de la décision helvétique, mais à deux reprises le siège de la Suisse devait demeurer vide : lors des discussions sur l'espace économique européen et de celles concernant la contribution des pays de l'AELE au financement du fonds en faveur des régions pauvres de l'Europe. Tandis que la Suède se substituait à la Suisse pour exercer la présidence de l'association pendant les six prochains mois, cette dernière en assumera la vice-présidence, en ayant à charge les relations avec les pays tiers, notamment ceux de l'Europe de l'Est.

ISABELLE VICHNIAC

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : en nommant des représentants de la gauche démocrate

### M. Clinton rééquilibre la composition de son équipe économique

Un coup au centre droit, un coup au centre gauche : après avoir distribué les premiers rôles économiques-financiers de son cabinet à des conservateurs, ou supposés tels, le président élu, M. Bill Clinton, a, vendredi 11 décembre, confié certaines responsabilités économiques et sociales à des représentants de la gauche démocrate.

WASHINGTON

de notre correspondant

Judi, le président élu avait voulu rassurer Wall Street, signaler que la lutte contre le déficit serait une de ses priorités et séduire le Congrès en nommant deux des témoins du Capitole, le sénateur Lloyd Bentsen et le représentant Leon Panetta, aux postes de secrétaire au Trésor et de directeur du budget (le Monde du 12 décembre). Vendredi, il a annoncé que M. Robert Reich, qu'il a présenté comme « son plus proche conseiller », serait secrétaire au travail et que M<sup>me</sup> Laura d'Andrea Tyson occuperait le poste de chef des conseillers économiques de la Maison Blanche. Tous deux appartiennent à ce qu'on pourrait appeler « la gauche » ou le « centre gauche » sur un échiquier politique américain qui se prête mal à cette classification (1).

Ce dosage équilibré dans la composition de son équipe vaut en général des commentaires de presse plutôt flatteurs à M. Clinton et semble bien correspondre à sa personnalité : partisan du changement en douceur, homme du centre qui sait se laisser séduire par l'innovation sociale. Ce dernier terrain est celui de M. Robert Reich (quarante-six ans), professeur à Harvard, compagnon de route de Bill Clinton depuis l'université, juriste de formation mais poursuivant depuis quinze ans une réflexion sur les faiblesses de l'économie américaine.

#### La concurrence déloyale des Européens

Professeur à l'université de Californie (UCLA), à Berkeley, M<sup>me</sup> Laura d'Andrea Tyson (quarante-cinq ans) est la première femme à occuper le poste de chef des conseillers économiques du président à la Maison Blanche. A vrai dire, la fonction paraît singulièrement diminuée par la nouvelle structure inventée par M. Clinton, ce Conseil national de l'économie, siégeant lui aussi à la Maison Blanche, et qui dirigera le banquier Robert Rubin. M<sup>me</sup> d'Andrea Tyson est une économiste dont les travaux, à l'heure de la difficile négociation en cours au sein du GATT, devraient intéresser les dirigeants européens et particulièrement français. Elle est sceptique sur les mérites automatiques de la libéralisation du commerce international ; elle estime qu'un pays développé a le droit de protéger certains « secteurs stratégiques » de sa base industrielle.

M<sup>me</sup> d'Andrea Tyson pense que les États-Unis seraient bien inspirés en musclant encore les armes à leur disposition pour défendre leurs intérêts menacés par une concurrence étrangère qu'ils estiment déloyale. Elle propose que le gouvernement attribue des « subventions de compensation » à ces industriels, au premier rang des-

quels elle place le secteur aéronautique civil américain qu'elle juge menacé par la concurrence du consortium européen Airbus Industries.

Comme M. Clinton, elle est partisan d'un renforcement de la fameuse section 301 de la législation de 1988 sur le commerce qui permet à des industriels américains de déclencher unilatéralement qu'ils sont victimes d'une concurrence déloyale étrangère et de solliciter l'appui du gouvernement pour y faire face. Autant de points de vue, particulièrement partagés par M. Bentsen, qui semblent annoncer un profil plus protectionniste de la part de la nouvelle administration dans l'éprouvante négociation au GATT. Pour se faire une idée plus précise de ses positions, il faudra encore attendre la nomination du représentant spécial du président dans les négociations commerciales internationales (le poste de M<sup>me</sup> Carla Hills). L'un de ces deux portefeuilles pourrait revenir à l'avocat Ron Brown, le président du vocar Brown.

#### Les nouvelles nominations

Secrétaire au travail : M. Robert Reich.  
Secrétaire à la santé : M<sup>me</sup> Donna Shalala.  
Directrice de l'Agence pour la protection de l'environnement : M<sup>me</sup> Carol Browner.  
Chef des conseillers économiques de la Maison Blanche : M<sup>me</sup> Laura d'Andrea Tyson.

A la tête de l'Agence pour la protection de l'environnement, M. Clinton a nommé une jeune juriste de Floride, spécialiste de ces questions. M<sup>me</sup> Carol Browner (trente-six ans), ancienne collaboratrice du sénateur et vice-président élu, M. Albert Gore, lui-même écologiste convaincu. Avec M<sup>me</sup> Hillary Clinton, l'épouse du tout petit comité qui procède à ces nominations. M. Gore paraît se confirmer de jour en jour. Selon certaines informations de presse, c'est lui qui aurait barré un autre économiste, M. Lawrence Summers, pour le poste, finalement attribué à M<sup>me</sup> d'Andrea Tyson. Motif : M. Summers, aujourd'hui employé à la Banque mondiale, manqué de convictions en matière de défense de l'environnement.

C'est encore une femme, une universitaire du Wisconsin, ancienne haut fonctionnaire et représentant la gauche démocrate, M<sup>me</sup> Donna Shalala (cinquante et un ans), qui a été désignée pour le poste de secrétaire à la santé. En choisissant ainsi plusieurs femmes, dont aucune n'est une « washingtonienne », M. Clinton est fidèle à sa promesse de former un cabinet qui soit « à l'image des États-Unis ».

ALAIN FRACHON

(1) M. Reich a fait part de ses réticences dans de nombreux ouvrages et notamment dans le dernier *The Work of Nations, Preparing Ourselves for the 21st Century Capitalism* et M<sup>me</sup> d'Andrea Tyson dans son étude *Trade Conflicts in High Technology Issues*, publiée par The Institute for International Economics.

#### EN BREF

o CAMBODGE : le prince Sihanouk affirme être en très mauvaise santé. - Le prince Norodom Sihanouk a indiqué, samedi 12 décembre, à Pékin qu'il était en très mauvaise santé, après avoir failli devenir aveugle, et qu'il ne pourrait pas rentrer au Cambodge avant janvier. « Mon cœur et mes poumons sont très usés et ne peuvent plus supporter sans danger la charge trop lourde de mon travail et de mes autres obligations étatiques, politiques et diplomatiques. Quant à mon âge, il est malade avec beaucoup de graisse qui l'entoure dangereusement », a-t-il écrit dans un message à ses « bien-aimés compatriotes ». Hospitalisé en octobre à Pékin, le prince, âgé de soixante-dix ans, est sous surveillance médicale. - (AFP)

o PÉROU : treize membres du Sentier lumineux condamnés à la réclusion à perpétuité. - Treize membres du Sentier lumineux ont été condamnés vendredi 11 décembre à la réclusion à perpétuité, a annoncé le Conseil suprême de justice militaire à Lima. Les accusés, dont trois femmes, appartenaient à la structure politico-militaire du

Sentier lumineux dans les départements de Arequipa (sud) et de Lambayeque (nord), où ils ont été jugés, a-t-on précisé de même source. Ils répondaient d'attentats commis ces dernières années et dans lesquels plusieurs personnes avaient trouvé la mort. Ces dernières décisions de justice portent à 83 le nombre de militants de l'organisation « maoïste » condamnés à la prison à vie depuis la modification par le président Fujimori de la loi sur le terrorisme. - (AFP)

o YÉMEN : les émeutes de la famine se sont poursuivies à Sanaa. - Au troisième jour des troubles au Yémen, treize personnes ont été blessées et trente-sept autres arrêtées, lors d'affrontements qui ont opposé, vendredi 11 décembre, à Sanaa des milliers de manifestants aux forces de l'ordre. Celles-ci ont fait usage d'armes automatiques pour disperser les manifestants, qui protestaient contre la détérioration de la situation économique, et qui ont attaqué à coups de pierres des vitrines de certains magasins. - (AFP)



### L'adoption du projet de budget par l'Assemblée nationale

## L'affaire du sang contaminé

## RENNES

C. I.

**GILLES PARIS**

## par Michel Colonna d'Istria

Le principe du soutien financier et réglementaire des pouvoirs publics (sans lequel le cinéma tricolore serait promis à une mort rapide, comme le sort de ses voisins l'a prouvé) n'est pas en cause. Mais ses mécanismes peuvent être améliorés, et pas seulement son «débit» financier. Il faut «mieux» d'argent pour le cinéma, pas seulement «plus». Car sinon, il pourrait mourir sous perfusion.

Le décalage entre gouvernants et gouvernés, sujets de tant de discours faciles, n'a rien d'un phénomène nouveau : il est quasiment structural, la politique ne procédant que par réajustements successifs, dans le meilleur des cas, avec une propension à réagir tardivement à la demande réelle et, parfois, il faut le reconnaître, confuse. La démocratie représentative facilite en principe le décryptage des aspirations du groupe et leur expression, mais

La réalité, car la mixité existe déjà dans l'économie moderne puisque tous les pays mènent des interventions publiques et les initiatives privées, même les plus audacieuses à l'apogée de leur prurit mégalomane, façon Reagan ou Thatcher. Le Japon et l'Allemagne n'échappent pas à la règle et n'en sont que des plus timides praticiens.

Certes, la teneur de la mixité varie selon les pays mais elle est toujours présente, après avoir fait la preuve de sa nécessité.

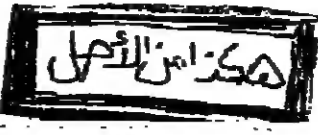
Les promesses potentielles de la mixité tiennent au rôle que celle-ci peut jouer pour contribuer à la solution du problème posé par le risque d'obsolescence des circuits politiques classiques. Alors que l'affirmation de l'autonomie

ANDRÉ LAURENS

- 1) Aux législateurs de 1988, Jacques Carat a refusé de me soutenir contre Georges Marchais qui s'en est largement prévalu dans la presse.
- 2) Maurice Hornu, candidat alors préféré par Jacques Carat, a ouvert tout juste le vote Marchais dès le premier tour.
- 3) Le retrait de mes délégations a été l'un des nombreux moyens de pression utilisés par les responsables politiques, à tous niveaux, pour m'isoler dans ma contestation de la fraude.
- 4) Le tract équivoque dans votre note, pour regretter l'attitude de Jacques Carat, n'a pas été distribué.
- 5) La nomination au Conseil d'Etat m'a été proposée par le premier ministre antérieurement à l'affaire Marchais et pour des motifs étrangers, que le Monde a d'ailleurs suggérés dans un article

*Moi et Nous, politique de la*  
ciété mixte, de Jean Saint-  
ours. Dunod, 158 pages,  
8 F





# POLITIQUE

## La préparation des élections législatives

### M. Chirac à la rencontre de la France profonde

M. Jacques Chirac, président du RPR, vient d'achever un voyage de trois jours en Charente-Maritime et dans les Pyrénées-Atlantiques, où il est allé soutenir, du 8 au 10 décembre, les candidats de son parti aux élections de mars 1993. Le samedi dernier il était en Alsace. Il se propose de se rendre, avant le premier tour du scrutin législatif, dans trente-huit départements.

Cent fois sur le métier... Une fois de plus, donc, M. Jacques Chirac repart en campagne. Les voix des électeurs, le président du RPR les arrache une à une en labourant inlassablement le terrain. Comme il l'avait fait pour la campagne des élections régionales et cantonales de mars, l'ancien premier ministre reprend son bâton de pèlerin pour aller de département en département prêcher les bienfaits de l'union de l'opposition. Il ne ménage ni sa peine ni ses poignées de main.

Jusqu'au 18 mars, date qui précède de trois jours les élections législatives, M. Chirac va avaler trente-huit départements. Et partout il sera « heureux » de se retrouver parmi les siens. Ici, c'est l'« air » qu'il affectionne, là ce sont les « gens » qui l'attacheront au lieu visité. Fort de la merveilleuse logistique fournie par la Mairie de Paris, il sillonne la France en tous sens, deux à trois jours par semaine, selon un rituel parfaitement établi qui ne laisse aucun interstice pour l'improvisation. Un vrai programme de chef d'Etat. A chaque étape il y aura des représentants de toute l'opposition parlementaire. « C'est très malin de la

part de Chirac, reconnaît, admirative et unioniste, une personnalité de l'UDF. Dans tous ses déplacements il a avec lui les appareils locaux des partis. »

Sans jamais se détourner du chemin qu'il trace, refusant de se livrer publiquement à des polémiques et chantant, toujours avec la même ferveur, la petite mélodie de l'union des frères ennemis, M. Chirac va méthodiquement à la rencontre de la France profonde pour mieux la regarder au fond des yeux. Air connu. Il préfère de très loin les travaux pratiques à la théorie politique.

Il se rend donc dans les départements où les problèmes entre le RPR et l'UDF ne sont pas insurmontables. Il y va, bien sûr, pour soutenir les candidats de son mouvement qui partent à l'assaut de sièges détenus par des députés socialistes. De préférence, il va donner un coup de main à ceux qui représentent la génération du renouvellement. Il fait son travail avec application. Et il n'oublie jamais de donner du « cher collègue » au moindre maire qui croise sa route. Il faut ce qu'il faut.

Il se rend donc dans les départements où les problèmes entre le RPR et l'UDF ne sont pas insurmontables. Il y va, bien sûr, pour soutenir les candidats de son mouvement qui partent à l'assaut de sièges détenus par des députés socialistes. De préférence, il va donner un coup de main à ceux qui représentent la génération du renouvellement. Il fait son travail avec application. Et il n'oublie jamais de donner du « cher collègue » au moindre maire qui croise sa route. Il faut ce qu'il faut.

A côté du Père Noël

Dans ces moments-là, au contact des élus locaux ou de la population des provinces, M. Chirac est au meilleur de sa forme. Si par hasard une Confiérence ou un Corrézien a le bon goût de se trouver sur son passage, le chef de liste à l'élection présidentielle bondit comme un cabri, les yeux rieurs comme ceux d'un gamin qui vient de faire une bonne farce ou qui s'apprête à la commettre.

A peine descendu de son avion à Pau, il accepte bien volontiers de

poser à côté du Père Noël au milieu d'une nuée de bambins. Cela peut aider, de croire au Père Noël ! A des apprentis qui s'inquiètent, à La Rochelle, de savoir comment il a « fait premier ministre », le maire de Paris raconte ses péripéties mémoires d'après baccalauréat et ses « quelques études pour devenir fonctionnaire ». C'est Chirac raconté aux enfants. Et même s'il dégage une chaleur un peu raide, M. Chirac parvient toujours à faire passer le courant. Surtout, peut-être, dans des situations difficiles comme lors d'une rencontre avec des « bénéficiaires » du RMI (revenu minimum d'insertion). A ceux de Béarn-Solidarité qui collectent du pain rassis, le trient, le font sécher, le broient et le vendent à des éleveurs locaux, il ne promet qu'une chose : « Pas question de remettre en cause le RMI. Ce qui était une évidence pour lui était une inéquité soulagée pour eux.

« L'esprit de réforme »

Au fil des discours, il reprend possession de termes dont le RPR estime, sans doute, avoir été dépossédé ces dernières années. Il parle de l'« identité » du pays, de ses « racines » et de son « histoire ». Il réclame du « temps », il exige de la « volonté » et il attend de l'« imagination ».

On l'aura compris, « l'exigence de vérité et l'esprit de réforme », qui constituent les « deux idées forces » du projet censé redonner espoir aux Français, vont bien au-delà des élections législatives de 1993. On pourrait reprocher au président du RPR d'avoir les yeux rivés sur la ligne d'une autre joute électorale ? A chaque halte, ses interlocuteurs, amis ou partenaires, ne s'adressent-ils pas à lui en évoquant celui qui est appelé à occuper les plus hautes responsabilités au sommet de l'Etat ? Sous les législatives perce déjà l'élection présidentielle.

OLIVIER BIFFAUD

M. Boucheron ne s'est pas présenté aux convocations de la justice

### « J'ai compris que mon avenir en France était terminé » déclare l'ancien maire d'Angoulême

Dans une lettre adressée au président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, le procureur général de la cour d'appel de Paris a demandé, vendredi 11 décembre, l'autorisation de mise en état d'arrestation de M. Jean-Michel Boucheron, député (non inscrit) de la Charente, qui n'a pas déféré mercredi à la convocation du juge Guy Joly. L'article 26 de la Constitution précise qu'un membre du Parlement ne peut, pendant la durée des sessions, être poursuivi ou arrêté qu'avec l'autorisation de l'Assemblée dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit. L'ancien maire (PS) d'Angoulême, qui vit en exil en Argentine, ne s'est pas présenté non plus, vendredi, devant le juge d'appel de Bordeaux, où il devait être entendu par le juge Annie Léotin.

M. Jean-Michel Boucheron, député (non inscrit) de la Charente, ancien maire socialiste d'Angoulême, qui est sous le coup de plusieurs inculpations, s'explique longuement, dans la *Charente libre* du jeudi 10 décembre, sur son « exil » en Argentine. Après l'échec d'une première tentative de conversion dans le recyclage des huiles usagées, il a compris, dit-il, « que [son] avenir en France était terminé ». « Ma vie est finie », ajoute-t-il. L'ancien maire d'Angoulême affirme avoir choisi l'Argentine au début de l'année 1992, parce que, dit-il, « en Europe ou aux Etats-Unis, j'étais sûr de retrouver la France sur ma route, donc mon histoire de député corrompu ».

Evocant les poursuites engagées contre lui, il observe : « J'aurais cinquante ans quand tout cela s'est passé (...). Qui voudra de moi ? Qui et que serai-je ? Devrai-je passer le reste de mes jours à rembourser, avec quoi, les amendes qui ne vont pas manquer de me tomber dessus ? (...) Je ne veux pas, je ne peux pas me faire à l'idée de vivre en citoyen déchu. » Reconnaisant avoir « fait des bêtises », le député persiste à trouver sa « mise au pilori injuste ».

M. Jacques Barrot, président du groupe contriste de l'Assemblée

### Mort de Louis Bazerque ancien maire de Toulouse

Louis Bazerque, ancien maire socialiste de Toulouse, est mort jeudi 10 décembre dans cette ville, à l'âge de quatre-vingts ans.

Né le 9 mai 1912 à Toulouse, licencié en droit, Louis Bazerque fut avant la seconde guerre mondiale tour à tour avocat stagiaire, clerc de notaire et huissier de justice. Résistant (il se verra décorer les médailles du combattant volontaire de la Résistance et de la France libre), il sera, de 1945 à 1961, avocat près le tribunal de grande instance de Toulouse. Elu conseiller municipal SFIO de Toulouse en 1953, il devient maire en 1958 en remplacement de Raymond Badiou, démissionnaire à la suite de son adhésion au PSA. Réélu l'année suivante, il le sera encore en 1963, mais sera battu en 1971 par M. Pierre Baudie, qui était son premier adjoint (indépendant). Entre-temps, Louis Bazerque a rompu avec les modérés qui figuraient jusqu'à lui sur sa liste ; mais les communistes, qui n'ont cessé de le combattre, ne se sont désistés en sa faveur au deuxième tour que sous la pression insistante de leur direction nationale.

Durant les treize années de son mandat, Louis Bazerque s'est consacré, avec énergie à la modernisation de sa ville, lançant notamment deux opérations de grande envergure (la ZUP du Mirail et la rénovation du quartier Saint-Georges) et mettant des études en chantier dans de nombreux domaines mais beaucoup de ses projets n'avaient pu être menés à terme. Toulouse lui doit toutefois la venue des deux écoles nationales d'aviation que sont Sup'Aéro et l'ENAC (Ecole nationale de l'aviation civile).

M. Wiltzer réélu député général des adhérents directs de l'UDF. - Au terme de sa convention nationale, réunie samedi 5 décembre au Sénat, le bureau exécutif national des adhérents directs de l'UDF a réélu à sa tête, à l'unanimité, M. Pierre-André Wiltzer, député UDF de l'Essonne et vice-président de l'UDF, à son poste de député général. Les quatre députés généraux adjoints, MM. Ernest Cartigny, André Fourcans, Marc Lafineur et Philippe Mestre, ont été également reconduits dans leurs fonctions. M. Wiltzer a manifesté la volonté des adhérents directs de « constituer, face à l'éparpillement excessif des forces politiques en France, l'union du regroupement en une seule et même force politique de tous ceux qui sont d'accord sur l'essentiel ».

## CARNET DU Monde

### Décès

- M. George Gaynes, son fils. Et la famille de Santa-Barbara (Californie). M. Gregory Gay, de Los Angeles, son frère, ont la douleur de faire part du décès de  
**Iya Lady ABDY,**  
née Iya de Gage,  
survenue à Cannes, le 24 novembre 1992, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.  
Les obsèques furent privées.

**Dominique BAGOUE,**  
chorégraphe,  
nous a quittés le 9 décembre 1992, dans sa quarante et unième année.

Ses parents,  
sa famille  
et ses amis,  
convient pour un dernier adieu à Montpellier le 14 décembre, à 16 heures, au château de Grammont ; à Angoulême, le 15 décembre, à 16 heures, en l'église Saint-Paul de « Ma campagne ».

- La Compagnie Bagouet, Centre chorégraphique national de Montpellier-Languedoc-Roussillon, fait part du décès de  
**Dominique BAGOUE,**  
survenue le mercredi 9 décembre 1992, à Montpellier.

S'associant à ses parents, sa famille et ses amis, la Compagnie Bagouet, vous accueillera au château de Grammont, le lundi 14 décembre, entre 16 heures et 18 heures, pour un dernier adieu.

(Le Monde du 11 décembre, si lire en page 15.)

### CARNET DU MONDE

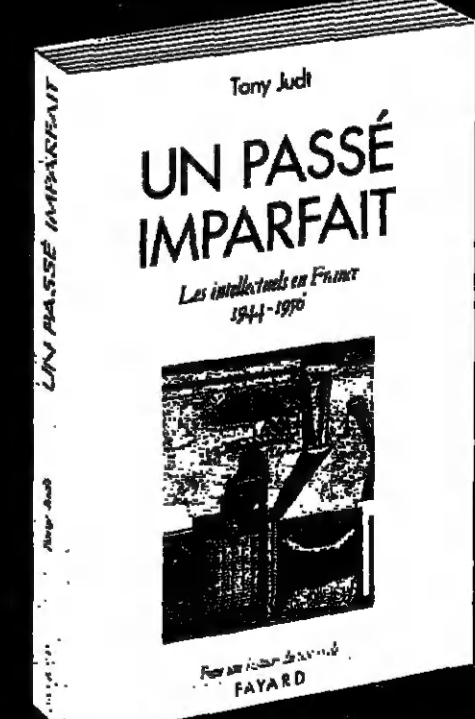
Renseignements :  
40-65-29-94 ou 40-65-29-96  
Tarif : la ligne H.T.  
Toutes rubriques ..... 86 F  
Abonnés et actionnaires ..... 86 F  
Communications diverses ..... 100 F  
Thèmes étudiants ..... 55 F  
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

**THESES**  
Tarif Etudiants  
55 F la ligne H.T.

Anniversaires  
- 14 décembre 1992-14 décembre 1992.  
**Maurice BARDEL**  
quittait les siens il y a dix ans.  
Le souvenir de ce qu'il fut et de son action reste vivace.  
Gilberte Bardel, son épouse,  
Et Claude Schaefer, sa fille.  
Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous consacrer leur numéro de référence.

Toute idée fausse finit dans le sang, mais il s'agit toujours du sang des autres.

Albert Camus



Superbement servi par une traduction toute en finesse... le livre passionnant de Tony Judt constitue une analyse où transparaît, jusque dans les excès de nos clercs, l'histoire des passions françaises... Assurément l'un des ouvrages récents les plus intelligents et les plus stimulants sur l'analyse de certaines de nos fièvres nationales du second demi-siècle.

Tony Judt trace un chemin terrifiant entre l'histoire des idées et la pathologie sociale... Cet essai est passionnant.

A lire de toute urgence. Oui, de toute urgence.

**L'Histoire**  
FAYARD



## SOCIÉTÉ

## SPORTS

## Au Sénat

## M. Charasse dépose un amendement autorisant la publicité pour le tabac lors du Grand Prix de France automobile

Ancien ministre du budget, M. Michel Charasse, sénateur (PS) du Puy-de-Dôme, a déposé, jeudi 10 décembre au Sénat, un amendement à l'article de la loi de 1987 portant diverses mesures d'ordre social (DMOS), destiné à autoriser en 1993 la publicité pour le tabac lors du Grand Prix de France automobile. Celui-ci a été retiré du calendrier par le conseil mondial de la

Fédération internationale du sport automobile (FISA) (le Monde du 12 décembre). L'amendement Charasse devait être discuté le 17 ou le 18 décembre.

Selon le sénateur du Puy-de-Dôme, il s'agit « de porter remède à une situation absurde : en l'absence de cette disposition, il est en effet impossible de permettre aux journalistes de rendre compte des compétitions de

véhicules à moteurs se déroulant en France ou à l'étranger sans risquer une incrimination pénale ».

L'opinion publique ne comprendrait pas que le Grand Prix de France soit annulé l'an prochain, ajoute M. Charasse, estimant que son amendement vise simplement à mettre un terme à diverses absurdités et à suspendre les poursuites jusqu'à l'adoption d'une réglementation européenne uniforme.

Interrogé vendredi 11 décembre sur France Inter, M. Charasse a expliqué, tout en affirmant qu'il n'avait pas l'intention de « démanteler » la loi Evry, que cette dernière avait été faite « un peu à la va-vite par des gens sans doute de bonne volonté, mais sous la pression d'un certain nombre de professeurs de médecine dont on connaît les grandes vertus et les grands talents dans l'affaire du sida, puisque tout le monde sait qu'ils ne se sont pas trompés ». « Est-ce qu'on va continuer longtemps à mépriser à ce point les intérêts nationaux de ce pays ? », s'est interrogé M. Charasse.

FOOTBALL : L'inscription d'un ancien dirigeant du club de Lille, M. Jacques Amyot, ancien directeur général de la Société anonyme d'économie mixte qui gère le club de football professionnel du Lille Olympique Sporting Club (LOSC), a annoncé, le vendredi 11 décembre, son inculpation pour faux, usage de faux, abus de confiance et facturation fictive. M. Amyot a été inculpé à la suite de l'instruction ouverte, en avril, à la demande du ministre de la Justice, M. Michel Vauzelle, contre neuf clubs de football français.

## Chantage

par Franck Nouchi

CERTAINS mauvais esprits pourraient penser que si M. Charasse vote ainsi au secours du Grand Prix de France de formule 1, c'est avant tout pour sauvegarder les intérêts du circuit de Magny-Cours, installé dans un département - la Nièvre - cher au cœur du président de la République et du premier ministre. Ce serait mal le connaître. M. Charasse, depuis l'adoption en 1990 de la loi Evry, ne perd jamais une occasion de fustiger un texte dont on a peine à croire qu'il a été élaboré par un gouvernement dont, pourtant, il faisait partie. Qu'on se

souviens, en particulier, de l'acharnement qu'il mit, en 1991, à défendre la promotion de la cigarette Chevignon. Il faut se rendre à cette évidence toute simple : l'intérêt national passe, selon M. Charasse, par l'autorisation de la publicité pour le tabac et l'organisation du Grand Prix de France à Magny-Cours. Et non par la mise en œuvre d'une véritable politique de santé publique visant, entre autres objectifs, à tenter de prévenir quelques-uns des soixante-cinq mille décès imputables chaque année en France au tabac. S'il ne s'agissait d'un enjeu majeur,

cette affaire serait à ranger au rayon des polémiques subalternes. Mais il n'en est rien. L'attitude de la FISA, relayée plus ou moins habilement par des personnalités sportives et politiques, consiste somme toute à exercer, sur l'opinion publique et sur le Parlement, un chantage : sans les millions de dollars des grands manufacturiers du tabac, vous n'aurez pas de Grand Prix. En agissant ainsi, ils avouent que le sport qu'ils prétendent défendre est devenu l'otage des grandes marques de cigarettes.

## JUSTICE

## Le procès d'une enquête

Suite de la première page

Au début, ce ne fut qu'une impression, qui évoluait progressivement. Jusqu'au moment où, vendredi 11 décembre, Didier Gentil lui-même en fit la constatation (le Monde du 12 décembre). « La cour voit qu'il serait innocent », murmurait le principal accusé en parlant de Roman. Puis il ajoutait : « J'ai des doutes sur la vérité, mais je n'arrive pas à les expliquer. J'aimerais que le docteur Glezier soit là ».

Une fois de plus, la voix chaude du président Fournier l'a rassuré : « Le psychiatre ne peut pas parler à votre place, M. Gentil. » Dans le silence, Gentil a essayé de continuer. Est-ce un hasard si son bégaiement semblait avoir disparu ?

« J'ai des doutes sur ma mère, sur mon père, sur les relations humaines quand j'étais petit. Je veux savoir si je suis vraiment Gentil Didier ou si je suis un autre (...), explique-t-il. Les vols, tout ça, je les ai toujours rejétés sur les autres. Je ne voudrais pas faire de la prison pour quelque chose que je ne crois pas réel. Je sais que j'ai volé, mais je ne vois pas la mesure, le jet de pierre, le camouflage. Je les rejette sur Roman et je ne sais pas pourquoi. C'est dur d'expliquer ce à des gens (...). Je voudrais savoir. Je voudrais aussi demander pardon à Richard Roman et à sa famille et pardon à la famille (de Céline). »

Gentil se cherchait publiquement dans une démarche manifestement douloureuse. Dans son discours confus, émergeaient quelques phrases répétées plusieurs fois sous des formes différentes : « Pour moi, je gardais toujours ce souvenir que Roman était là. Je me suis demandé si je n'aurais pas rêvé. Il y a peut-être une hypothèse. Roman était dans ma tête, mais pas sur les lieux. » Ce n'était pas vraiment un aveu, mais c'en était peut-être un, car Gentil répétait à tout propos, au cours de l'audience : « Je le dis avec mes mots. »

## Le rôle de l'avocat général

Les débats allaient se terminer quand Gentil, à lui-même apporté une participation certainement décisive à ce doute qui progressait depuis quelques jours. Un doute que la famille de Céline avait bien perçu, mais auquel elle avait refusé de croire. Pendant quatre ans, des gendarmes, des magistrats et la presse avaient plongé cette famille dans une conviction que quelques jours de débats, si intéressés soient-ils, ne pouvaient suffire à effacer. Les cris qui ont suivi le discours de Gentil et les propos de l'avocat général, qui ne cachait pas son intention de renoncer à l'accusation, montraient bien à quel point cette famille s'estimait trompée.

Et elle l'a bien été. Mais pas par la cour d'assises, car c'est au contraire le fonctionnement rigoureux de cette juridiction qui a permis que, devant cette famille, soient dénoncés les auteurs d'une construction intellec-

tuelle n'ayant rien à voir avec la justice. L'avocat général, Michel Legrand, a tenu là un rôle important. Car, si la cour pouvait constater les erreurs, les excès ou d'autres comportements peut-être plus graves encore, seul l'avocat général pouvait les stigmatiser.

Il a eu des mots sévères pour une enquête bâclée. « On s'est précipité sans mesure, de manière délibérée, sur un homme », a-t-il dit le magistrat, après avoir, au cours des débats, fustigé tour à tour les méthodes de travail de la gendarmerie de La Motte-du-Caire et le comportement de M. Paul Weisbuch, alors procureur de la République du Digne.

Celui-ci avait organisé une reconstitution pendant la garde à vue, et le film vidéo fut l'une des premières pièces ayant installé le doute. Ce document n'apportait rien et faisait même apparaître certaines contradictions. L'absence de son avait été jugée intolérable par l'avocat général, mais vendredi il lui fut répondu, sèchement, par un sous-officier de gendarmerie : « Nous avons pour habitude de ne jamais procéder à l'enregistrement du son. »

C'est aussi l'audience de la cour d'assises qui a permis de constater publiquement que huit témoins avaient modifié les horaires de passage de Roman pour mieux l'accabler. Un autre témoin soutenait que les gendarmes avaient fait pression sur lui pour qu'il modifie l'heure où il avait vu passer Roman. Confronté vendredi 11 avec ce témoin, le chef Ramette a contesté formellement avoir effectué une quelconque pression. D'ailleurs, il ne prend pas d'initiative. C'est le chef d'enquête qui décide des convocations, et il n'y est pour rien s'il est le seul témoin sur les horaires qui a été convoqué deux fois.

L'adjudant Commandant a eu le même discours. Certes, il a téléphoné au témoin. Mais il ne l'a pas menacé. « J'ai seulement insisté, explique-t-il, sur l'importance de son témoignage. » Le témoin a maintenu sa position, son épouse aussi. C'est donc leur parole contre celle des gendarmes. Comme M. Fournier aimait à le rappeler dès qu'une observation était présentée par un avocat, « la cour apprécie ». Sur le fond de l'affaire, l'avocat général a déjà donné à l'audience quelques éléments de son réquisitoire bien avant que Gentil ne fasse part de ses doutes à la cour. « Il y a énormément de témoins, mais finalement c'est toujours vous que l'on voit », avait observé le magistrat. Il constatait : « On peut prendre les annales criminelles de ce pays : les vols collectifs d'un enfant sont rarissimes. »

Les demi-aveux de Gentil, qui renonce à accabler Roman, suppriment la plus grande partie des charges. Reste cependant les aveux que Roman lui-même a faits, et l'audience avait failli basculer quand un psychiatre avait déclaré, il y a quelques jours, que Roman lui avait brièvement confié sa culpabilité. Mais tous ces aveux, même celui adressé

au psychiatre, ont été faits en garde à vue, et, si certains détails sont troublants, ils révèlent aussi par leur nature que, volontairement ou non, ils peuvent avoir été induits par les enquêteurs.

D'ailleurs, l'un des cinq juges chargés successivement de l'instruction, M. Bonnet, n'y a pas cru, et il avait rendu une ordonnance de non-lieu qui fut ensuite infirmée par la chambre d'accusation d'Albi-en-Provence.

Les jurés, qui prennent force notes, devront, si aucun nouvel incident ne survient, se prononcer le mercredi 16 décembre, après avoir entendu le réquisitoire et les plaidoiries. Mais d'ores et déjà, et quelle que soit la décision, le procès permet d'opposer la scrupuleuse audience de la cour d'assises à une enquête discutée, suivie d'une longue instruction au cours de laquelle plusieurs éléments auraient dû apparaître. Evoquant le rôle de contrôle des chambres d'accusation, un avocat déclarait vendredi : « Les verrous n'ont pas fonctionné. »

MAURICE PEYROT

## Quatrième inculpation dans l'affaire Botton

## Le PDG de deux sociétés de publicité de l'Eure est écroué

LYON

de notre bureau régional

Après une garde à vue de quarante-huit heures auprès d'une équipe du SRP de Lyon dépechée en Normandie, M. Dominique Marchand, quarante ans, PDG de BMS et MPS, deux entreprises de publicité, d'étude et de conseil en marketing sises au Vaudreuil, dans l'Eure, a fait, vendredi 11 décembre, l'objet d'un mandat d'amener délivré par M. Philippe Courroye, juge d'instruction à Lyon, chargé du dossier Pierre Botton.

## Factures douteuses

Présenté au magistrat en début de soirée, alors que celui-ci venait de siéger aux assises du Rhône, le chef d'entreprise a été inculpé d'abus de biens sociaux et de recel, de faux en écritures de commerce et de banque, et usage. Dans l'attente d'un débat contradictoire - qui devra avoir lieu dans les cinq jours à venir - pour statuer sur l'éventuelle délivrance d'un mandat de dépôt, M. Marchand a été, peu avant 20 heures, provisoirement incarcéré à la prison de Lyon.

Après Pierre Botton, Marc Bathier, écroué, et Charles Giscard d'Estaing, placé sous contrôle judiciaire, M. Marchand est donc le quatrième inculpé du dossier. La distance séparant la région lyonnaise de la Normandie ne doit pas forcément laisser penser que cet acte de procédure correspond à un développement géographique

immédiat de l'affaire. M. Marchand avait été le directeur de la SA Boisson, société spécialisée dans l'agencement de pharmacies, après la prise de contrôle de cette dernière par Pierre Botton.

De surcroît, entre mars 1991 et janvier 1992, les noms des deux entreprises de M. Marchand apparaissent sur plusieurs factures douteuses - dont une de 372 000 F - imputées à Boisson SA pour des « travaux de publicité » ou des « prestations de communication ». Il semble enfin que Pierre Botton a lui-même perçu, en 1991 et 1992, des sommes importantes, dont le total dépassait 1 million de francs, provenant des sociétés BMS et MPS.

ROBERT BELLERET

Un responsable d'ETA condamné à dix ans de prison. - Jose Maria Arregui-Erostabar, alias « Fitti », un Espagnol considéré comme le responsable de la formation des commandos et artificiers de l'organisation basque ETA, a été condamné à dix ans de prison pour détention d'explosifs et association de malfaiteurs, jeudi 10 décembre, par la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris. « Fitti » avait réussi à échapper aux gendarmes de Saint-Pée-sur-Nivelle (Pyrénées-Atlantiques), le 19 décembre 1987, alors qu'il conduisait une camionnette chargée d'explosifs. Ces faits lui avaient valu une condamnation par défaut à dix ans de prison, le 9 décembre 1988, que le tribunal de Paris vient de confirmer en présence, cette fois, de l'intéressé.

## MÉDECINE

Éliminant tout risque de contamination virale

## Le premier facteur antihémophilique produit par génie génétique est autorisé dans trois pays

Destiné au traitement de l'hémophilie A, un nouveau facteur coagulant, produit non pas à partir du plasma humain mais par génie génétique, vient d'être autorisé par la Food and Drug Administration (FDA) américaine ainsi que par les autorités sanitaires canadiennes et suédoises. En juin dernier, la firme américaine Baxter, qui fabrique ce nouveau médicament, a déposé une demande d'autorisation de mise sur le marché auprès du Comité des spécialités pharmaceutiques (CSP) de la Communauté européenne.

L'annonce la plus significative dans l'histoire du traitement de l'hémophilie depuis la mise au point dans les années 60 du premier concentré hypophysé de facteur antihémophilique : c'est ainsi que la société Baxter a annoncé, vendredi 11 décembre, son nouveau facteur VIII, obtenu par recombinaison génétique. Après dix ans de recherche, les chercheurs de la division Baxter Hyland et du Genetec Institute ont isolé le gène humain

responsable de la protéine coagulante indispensable aux hémophiles. Ils ont ensuite inséré ce gène dans l'ADN d'une cellule spécifique de mammifère, qui a été mise en culture et a ainsi produit des « quantités substantielles » de facteur VIII.

Les produits sanguins coagulants étaient jusqu'à présent fabriqués par fractionnement industriel du plasma humain. Dans un premier temps, afin de réduire le risque de contamination virale, ils furent soumis à une technique de chauffage. Cette méthode fut rapidement abandonnée, car le risque de transmission des virus des hépatites non A-non B (ou C) et B persistait. Elle fut alors remplacée par la méthode d'inactivation solvant-détergent. Selon la direction générale de la santé, plus de 60 % des hémophiles traités dans les pays industrialisés sont actuellement traités par des produits solvant-détergent et aucune transmission n'a été documentée. Le nouveau facteur VIII, le Recombinate, assure un niveau de pureté et de sécurité sans précédent. Baxter assure que depuis 1987 - date des premiers essais cliniques - « aucun cas de transmission virale ou d'effets secondaires notables n'a été relevé ».

## Un arrêt de la Cour de cassation

## Les transsexuels pourront modifier leur état civil

La Cour de cassation, réunie en assemblée plénière le vendredi 11 décembre, a reconnu aux transsexuels le droit de modifier leur état civil. Cet arrêt marque un revirement de la jurisprudence suprême, qui, depuis 1975, s'était refusée à accorder cette possibilité à treize personnes désireuses de changer de sexe.

Deux transsexuels, René, trente-cinq ans, et Marc, vingt-quatre ans, s'étaient pourvus en cassation contre deux arrêts de la cour d'appel d'Albi-en-Provence qui leur déniaient le droit de demander la modification de la mention relative au sexe sur leur acte de naissance, au nom de l'indisponibilité de l'état des

personnes (nul ne peut volontairement modifier l'état qui est le sien du fait de la loi ou de la nature). La Cour de cassation leur a donc donné raison, en précisant : « Lorsque, à la suite d'un traitement médico-chirurgical subi dans un but thérapeutique, une personne présentant le syndrome du transsexualisme ne possède plus tous les caractères de son sexe d'origine et a pris une apparence physique le rapprochant de l'autre sexe, le principe du respect dû à la vie privée justifie que son état civil indique désormais le sexe dont elle a l'apparence. » Cette décision intervient après un arrêt de la cour européenne des droits de l'homme en date du 25 mars (le

Monde du 28 mars), qui avait condamné la France à verser une indemnité de 100 000 F à M. Norbert B..., à qui elle refusait un changement d'état civil depuis 1978 (le Monde du 2 octobre 1991).

Après des années de bataille juridique, la France s'aligne ainsi sur d'autres pays européens tels que le Suède, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark, la Turquie, la Finlande et l'Espagne. Mais l'arrêt de la Cour de cassation vaut surtout par les conséquences qu'il implique. En théorie, rien ne s'oppose plus, désormais, aux mariages des transsexuels et à la possibilité pour eux d'engager des procédures d'adoption.

## BIBLIOGRAPHIE

## Une vie d'exclu

La route est longue et le parcours hérissé d'obstacles pour ces « purs du changement de sexe », ni hommes ni travestis, les « transsexuels (le)s » auxquels Jane Hervé et Jeanne Lagier consacrent un ouvrage poignant et dérangeant. Le regard est celui de l'entomologiste, citant ses références scientifiques. La réalité s'écrit à la fois au fil des pages. C'est à une vie d'exclu que s'expose celui - ou celle - qui veut devenir femme - ou homme. La société n'est pas tendre pour ces fauteurs de trouble qui osent toucher au mystère et modifier les données de la vie. Ils ambitionnent « à s'interroger sur ce que représentent le sexe et le genre dans la société ». Transgression entre toutes ! Telle est la conviction des deux auteurs, respectivement écrivain et journaliste, qui militent pour une loi garantissant aux transsexuels les droits de l'homme - dont celui au respect de la vie privée.

Le mythe de Tirésias qui changeait de sexe comme de chemise remonte à des millénaires. On ne naît pas femme, on le devient, dirait Simone de Beauvoir. Encore faut-il définir le sujet transsexuel, qui n'est pas hermaphrodite, trop souvent confondu dans les fantasmes aux travestis friands d'exhibitionnisme, ou rejeté dans les rangs des « anormaux » et des malades mentaux.

Philippe, auparavant Pauline, Rachel autrefois Léonard... Les transsexuels témoignent dans le livre d'événements tout autre individualité des plus jeunes, puis à la puberté. Ils vivent « un extraordinaire déchirement entre le corps et l'esprit ». Entre les chromosomes et le « sexe psychique » règne l'hostilité : « Là est le syndrome », résumait les auteurs. Genre féminin (ou inversement) : le petit enfant en la présence. Mais comment l'adulte qu'il va devenir réussira-t-il à nommer son désir de transformation, enfin à l'imposer ?

La conviction totale d'appartenir à l'autre sexe lui donne sa force. C'est donc « pour vivre normalement » qu'il entame son combat. Choissant son sexe, modifiant son corps « au point de non-retour » par apport d'hormones et chirurgie, le transsexuel aspire à être un homme (ou une femme), « ordinaire ». Il apprécie le conformisme des règles, après six ou dix ans de lutte solitaire pour libérer sa « vraie » personnalité.

L'endocrinologue, le psychiatre et le chirurgien sont les interlocuteurs obligés pour obtenir le sésame du passage. A eux de distinguer les « vrais » des « faux », parmi les candidats. C'est un rôle délicat, aux contours plus ou moins réglementés selon les pays. Ayant obtenu l'opération tant souhaitée, remboursée par la Sécurité sociale, le transsexuel va-t-il vivre heureux ? La famille et l'entourage s'en trouvent bouleversés, prompts à rejeter le transsexuel. L'administration rechigne à entériner son changement d'état civil. « Monsieur dit Madame » n'est pas la meilleure carte pour trouver un logement, ou obtenir un emploi. Quand, enfin, le magistrat du tribunal d'instance autorise la nouvelle identité, le transsexuel a toutes les chances de se retrouver au chômage.

La vie sexuelle, au talent, exige de nouvelles recherches. Pas de procréation, pas de plaisir. Les transsexuels, pionniers du « sexe cérébral », seraient des gens sans trop de besoins. Ces « aventuriers provocateurs » - ne visent-ils pas « une révolution capitale contre la bipolarité sexuelle et l'ordre » ?

DANIELLE ROUARD

► Les transsexuels (le)s, de Jane Hervé et Jeanne Lagier. Editions Jacques Bortol, 269 p., 120 F.



## OBJECTIVE

**Le premier facteur antihémophilique  
produit par génie génétique  
est autorisé dans trois pays**

# Trois soleils pour trois vies

Faire l'éloge de Jacques Soustelle sans occulter les zones d'ombre d'un destin lumineux était une entreprise hasardeuse. M. Jean-François Deniau s'en est tiré sans dommage. En parcourant le carrière hors du commun de son prédécesseur sous la Coupole, il n'a pas gommé les errances à travers le monde du "soldat perdu" des années 60, des années d'exil, mais il a su à son tour tourner la page à l'exemple du général de Gaulle - naguère déifié, puis déifié... - et de l'Académie, qui l'a élu en 1983. «Trois solètes pour trois vies» : ainsi a-t-il jalonné les passions successives du normalien sourd-mu, de l'ethnologue, de l'homme

d'action. Le Mexique, la Résistance, l'Algérie. Avec la révélation d'un détail peu connu, sinon inédit : comment en 1965 Soustelle a fait échouer un attentat préparé dans des conditions où le général n'avait aucune chance d'en réchapper. Une bombe à télécommande devait le pulvériser lorsqu'il s'inclinerait sur la tombe de Clemenceau.

**Pas de réconciliation, bien sûr, mais une admiration demeurée intacte.**

Au fait, quand il décrit un itinéraire tumultueux, quand il exalte la vie dangereuse, M. Deniau sait de quoi il retourne. Il sait de quoi parle l'artisan du Marché commun.

l'homme politique qui fut (et reste) parlementaire et six fois ministre ou sous-ministre, ambassadeur à Nouakchott et chargé des missions les plus ardues. Le grand public n'a pas oublié sans doute le « paléatin des causes étouffées », le volontaire des opérations à haut risque qui l'ont conduit en Erythrée, au Cameroun, chez les Mikistos d'Amérique centrale, en Angola, en Afghanistan et maintes fois au Liban, au Kurdistan et à Sarajevo. Quand trouve-t-il le loisir de naviguer, lui qui a toujours chéri la mer ?

J.-M. D.

## Le discours du récipiendaire

**MESSIEURS**

**C**OMME l'exige la tradition, ainsi commence ce discours. (Tradition d'autant mieux respectée que, pendant trois cents cinquante ans, il n'y avait vraiment pas de raison de débiter autrement). Et si, aujourd'hui, en constatant que votre compagnie dans sa sagesse a décidé de n'être plus exclusivement masculine, et pas seulement à titre exceptionnel; en me faisant, à l'occasion, un peu de place, vous faites courtoisie : si, par inadvertance, il me arrivait de dire en m'adressant à vous, pour la première fois, au pluriel et dans cet ordre : « *Mesdames, messieurs* », alors il ne pourrait s'agir que d'une erreur. Dans mon existence, ce ne serait pas la première que j'aurais commise. Ni, je l'espère, la dernière.

Le vie de Jacques Soustelle est dit si enflée en réflexions et en combats si diverse par ses domaines, si animée de pensées et d'actions ; elle a connu tant d'heures et de malheurs, de gloire et de condamnations, tant de forêts et de déserts, mais aussi de palais et de tribunes, d'avénues du pouvoir et de traversées obscures par un nombre de fois du club des comploteurs, perdrait-elle tout son intérêt ?

En ce moment même que nous voyons, mince et hâlé, silhouette à vingt ans, se frayer un chemin dans la jungle tropicale à la frontière du Mexique et du Guatemala en bottes, culotte de cheval, pistolet sur la hanche, à la recherche d'un monde rayé et hui-reflets qui, dans un silence hostile, traversent Alger pour prendre ses fonctions de gouverneur général ? Puis retrouver Alger un an plus tard dans le délire enthousiaste et quasi amoureux d'une foule couchée devant sa voiture pour le recevoir, puis le même ministre de l'Intérieur, le responsable d'un grand groupe parlementaire, le président du conseil pressenti qui répond aux questions des journalistes sur le perron de l'Elysée, et l'exilé qui sous le modeste pseudonyme de Jo ou chez moi moins discret de Sénèque, pendant plus de cinq ans, va errer clandestinement dans le monde, revenir à la banlieue de Bruxelles.

### *Un début éblouissant*

**Q**UOI ! Est-ce le même, le gaulliste sourcilieux des premiers jours dans la première ligne, au commandement 40, et l'ancien à la plume adroite, le « soldat perdu » des années 60 ? Le froid spécialiste qui a dirigé les services secrets, qu'on disait aussi fâché que son célèbre surnom, ou le hugenot passionné (un faux-froid, oserais-je dire), emporté par le chaleur de ses sentiments autant que par la fièvre de ses convictions ? Un grand écart, n'est-ce pas ? Qui est passé en une vie, en durant sa vie, de l'histoire des autres comme objet d'étude à la volonté de changer l'Histoire, la nôtre !

Quand vous m'avez fait le très grand honneur, dont je vous remercie, de m'appeler à lui succéder, mon émotion a été d'autant plus vive que j'ai eu conscience de la responsabilité que j'allais m'approprier. C'est pendant le jour où il m'apparaissait de faire son éloge. Ce jour, c'est maintenant.

Un épistolier très célèbre n'aurait écrit il y a près de deux mille ans dans une lettre aux Romains qu'il y avait deux hommes en lui, chacun depuis se plaît à se reconnaître double, même si, en ce qui concerne Jacques Soustelle, deux hommes seulement, c'est un peu réducteur. Tout respectueux, le savant spécialiste des Aztèques, l'ethnologue a suscité des réserves graves, il y a quarante ans, je rendais visite à l'ambassadeur André François-Poncet, dont j'avais été le très jeune collaborateur en Allemagne. L'ambassadeur essayait son habit d'académicien, je l'interroge sur son discours - dont il devait prononcer le lendemain - et il me dit : « Je viens de faire la plus facile, je viens de gagner Verdun. » Eh bien ! mesdames, messieurs, je commencerai par la plus facile. Partons de l'ethnologie.

Jacques Soustelle est d'abord l'exemple d'une extraordinaire capacité intellectuelle en même temps que l'illustration des vertus de la République. Issu d'un milieu très modeste, dans toutes les notices biographiques qu'il aura à remplir, il ne manquera pas d'inscrire avec fierté à la rubrique

profession du père : *avoué*. Ses professeurs représentent tout de suite l'élève particulièrement appliqué, l'élève qui a fait l'école de l'époque, décidément de le « pousser ». Record qui, je crois, n'a jamais été battu, il entre à l'Ecole normale supérieure à l'âge de dix-sept ans et premier de sa promotion. Il en sort à vingt ans agrégé de philosophie et de nouvelles lettres, sans promotion. Ce début éblouissant lui promet la carrière universitaire la mieux assurée. On lui offre de commencer par enseigner au lycée de Montauban. Deux ou trois jours, il en sort à regret, mais, à sa déception, où l'avancement n'est pas exactement inversement proportionnel à la distance kilométrique par rapport au V<sup>e</sup> arrondissement de Paris, il serait monté de Montauban à Avers, d'Avers à Andréas à Nîort, de Nîort à Lamoignon, de Lamoignon à Montmorency, de Montmorency à Paris, de Paris à la Sorbonne, de la Sorbonne à l'Académie de France, peut-être à l'Académie des sciences morales et politiques et, qui sait, pourquoi pas, à l'Académie française ? Il vient de se marier, sa femme est à la Sorbonne, elle travaille, mais elle n'a pas le main. Tout paraît réglé, inscrit. Tout va chanter.

L'agrégation de philosophie comportait l'obligation d'un certificat de licence de caractère scientifique. Jacques Soustelle s'en inquiète, car, s'il a l'esprit le mieux organisé pour l'analyse des «données humaines», il est totalement inapte aux mathématiques. Le directeur de l'École normale lui signale que le professeur Rivet vient d'obtenir de l'éducation nationale, tout il a des amis, la reconnaissance de l'ethnologie comme une science et la création d'un certificat universitaire correspondant. C'est ce document accessoire qui, sans doute, décida du sort d'une vie. Jacques Soustelle est présenté au professeur Rivet. La rénovation du Musée d'ethnographie est bien sûr entravée de difficultés matérielles de toutes sortes. Jacques et Georgette Soustelle se mettent à titre bénévole à la disposition du professeur. Outre une amitié qui jamais ne se démentira naît la vocation résolue d'un chercheur exceptionnel. Paul Rivet est un homme d'exception, un homme d'universitaire si brillant sur des sentiers inconnus : il lui a promis, s'il était premier à l'agrégation de philosophie, une bourse pour le Mexique. Jacques Soustelle est premier. Il refuse Montauban. Il part à vingt ans pour le Mexique, où il sera payé «comme un général de brigade». L'homme qui a fourni l'argent de la bourse est Jean Marx, discret responsable à la direction des «œuvres» au Quai d'Orsay, personnellement grand public, mais qui sait tout ce que c'est que la matière diplomatique et non diplomatique. Un agent ? Pour Jacques Soustelle celui du destin.

Tout, comme toujours, se joue à vingt ans. La vie d'un homme est marquée par le secoué de ce qu'il a vu, fait, entendu, senti, goûté au début de sa vie. Quand la jeunesse est passée, les idées se cristallisent, les préjugés se sont vraiment éveillés et qu'il a murmuré comme l'héroïne de *la Tempête* : « Brave new world... ». En arrivant au Mexique Jacques Soustelle a la même attitude. Il veut tout voir, tout apprendre à enquêter, essayer de comprendre, passer de la statistique à l'analyse, de l'interrogatoire à la synthèse, découvrir, vérifier, autrement dit appliquer la méthode scientifique à l'homme et à l'homme en société. Quelle école pour qui souffre à peine de l'école ! Et quelle aventure chez ces indiens des terres lointaines, dans ces pays où le gouvernement révolutionnaire a décidé d'« intégrer » ! Ainsi se forment les traits que nous allons retrouver au long d'une vie : une rare intelligence classificatrice et une idée et, jaillissant même, d'un mot.

## Mexique, terre indienne

**S**ON premier livre n'est pas seulement une étude ethnologique, *Mexique, terre indienne* est un chef-d'œuvre publié en 1936 dans une collection qui n'est pas scientifique, où on trouve les œuvres d'Alain Gerbault et d'Henri de Monfreid, qui sont assez loin d'être des universitaires. Chaque observation frappe par sa justesse, psychologique, sociologique, et jusqu'aux détails du voyage et du décor. Voilà pour la science. Le style est d'un récit d'aventures, fourmillant de trou-

vailles, de bonheurs d'expression, de jublations d'auteur. Voici pour la littérature. Les personnages appartiennent à la comédie picaresque modernisée, faux explorateurs pour hebdomadaires en mal de sensationnel, ivrognes allègres, muletiers borges, initiés sages, petits chefs tyranniques et corrompus, et encore et toujours le peuple indien décrit avec tant de minutie et une immense sympathie.

La dernière phrase du premier chapitre d'un livre de fiction, nous l'a vu, est facile à écrire. Celui-ci s'ouvre par une sorte de coup de trompette : « Comme tout le monde, j'ai détesté Veracruz. » Il se ferme sur un roulement de tambours dont je rappelle que l'auteur avait à peine vingt-cinq ans, ne connaissait pas l'Algérie et ne savait rien de ce que serait le monde et sa propre vie dans les cinquante ans à venir... : « Qu'on soit ici où là, on est toujours en guerre, celle de la nature ou des hommes, ou les deux. Choisir son combat, c'est plus difficile. Mais j'en sais qui nous attendent de l'autre côté de la mer. On entra dans l'hôtel : les sabots des chevaux claquèrent une dernière fois sur les dalles... »

Live politique enfin, je le dis en anticipant sur l'autre partie de ce discours. Dans sa préface, Paul Rivet félicite l'auteur d'avoir su, à côté du savant qui se livre à l'histoire naturelle, être aussi un homme qui s'amuse et s'émeut. Surtout il le remercie d'avoir rétabli la vérité « sur l'un des deux pays les plus calamiteux du monde, le Mexique et la Russie ». Soustelle prend parti pour la révolution mexicaine et décrit avec admiration le mouvement des instituteurs ruraux cherchant à intégrer les peuples indiens dans la vie nationale. Il se livre à une belle tirade sur lui les trois ennemis de ce peuple : le grand propriétaire foncier, le prêtre et le chef politique local.

## Sous les ruines des cités mortes

**L**e Mexique, encore tout bruisant du soulèvement de ses paysans de blanc vêtus et des cavalcades de ses généraux métis fusilleux et fusillés, n'a pas encore évolué vers un système de gouvernement appelé électionnel, le Parti révolutionnaire institutionnel, que l'on pourrait même comme une sorte de version latino-américaine de la Nomenklatura. Jacques Soustelle sera peut-être déçu, par la suite, dans certains de ses espoirs ou regrettera des formules trop catégoriques contre « l'insolence impunie des privilèges », ou changera d'adversaire, donc d'ami... Parfois, dans ses bibliographies, il oubliera cette première œuvre. Dommage.

Mais jamais il ne restreindra la fidélité de son engagement envers le Mexique tel qu'il est, comme il est, avec ses forêts et ses déserts, ses mythes et ses horreurs, ses cultures et sa violence, mais le seul pays de tout le continent américain où un programme politique s'engageait à « l'intégration » ! Oui, tout se joue à vingt ans. Il semble que celui que vous avez été jeune homme, frère plus que jumeau, reste avec vous comme un modèle ou un remords, pour vous accompagner jusqu'à la fin de vos jours.

L'œuvre ethnographique de Jacques Soustelle comporte ensuite la publication de deux thèses plus austères – dont le meilleur, ou le plus littéraire, avait été utilisé dans *Mexique, terre indienne* – sur la culture matérielle des Indiens Lacandons et à la sociologie et la linguistique de la famille Otomi-Pame. Pour démontrer aux collègues qu'on est un scientifique respectable faut-il encore respecter les règles du genre, et il y a dans le genre d'écrits consacrés à ces quasi colonies d'autochtones du Mexique. Toutefois, plus ou moins, sont passés par là. Certains y sont restés. Jacques Soustelle, lui, va faire de ses premières études sur le terrain une extraordinaire réserve d'exemples et de réflexions, où il puisera toute sa sagesse quand il aura découvert sous les ruines des cités mortes.

Sa contribution la plus importante à l'ethnologie, publiée en 1940, est sans conteste : *la Pensée cosmologique des anciens Mexicains*. Pas plus de quatre-vingts pages. Mais la démonstration d'une culture couvrant les différents domaines de l'histoire, de la sociologie, de la linguistique.

tique, de la pictographie... Une capacité de synthèse saisissante englobant la description de la naissance du monde et la théorie aztèque de la succession des civilisations marquées chacune par un soleil différent, terminées chacune par une catastrophe qui lui est propre, l'humanité dévorée par les jaguars ou enfouie sous les tremblements de terre... Chaque mot et chaque chose, chaque être, et l'espace et le temps, et tous les éléments, sont liés comme l'âme l'est au corps pour que l'ensemble « tienne ». Comme tiennent ces chefs-d'œuvre assemblés sans un seul coin des charpentiers compagnons du Devoir.

Ainsi se correspondent intimement points cardinaux, couleurs, séjours mythiques, vents, astres, oiseaux, dieux, et les années du roseau ou du silex. Comme ils correspondent aussi inductiblement avec ces mots souverains qui régnent sur ces peuples : feu, eau, terre, air, lumière, jeunesse, lumière, nuit, échecquerie, guerre, mort, naissance, déclin. Et aussi féminité, lumière, chaleur, feu. Et le mystère de l'origine et de la fin. Tout se tient, tout vit ensemble et tombe ensemble. Parce que ceux qui craignent le plus les anciens du monde ont maintient inexplicablement réunis, vous ici écoutant, moi parlant, et ces pierres et cette coupole, et tout ces assemblages de molécules que le hasard ou la nécessité ont formés et qui parlent sous nos pieds, et ces hommes qui sont si inexplicables et incompréhensibles. Et cet instant précis dans le temps et tous les temps et le ciel et la terre et toutes nos vies. Pour maintenir cette ligature du monde, comme les dieux ont besoin du sang des hommes et de leur cœur, comme ces chauds qu'arrache le cœur d'obscurité vers le plus haut marche des temples.

Nous sommes en juin 1940, le monde, la figure humaine me semble donc tout à fait nouveau. Un autre siècle qui bouillonne, un autre monde qui se réveille, lèvera notre civilisation, répandra la mort et la terreur et transformera la vie de Jacques Soustelle en lui donnant une autre dimension. Il faudra attendre 1955, quinze ans plus tard, pour qu'avec la *Vie quotidienne des Aztèques* il découvre de nouveau un livre sur le Mexique, dont le succès considérable fera connaître au grand public cette civilisation, largement ignorée des Français, mais qui, pour lui, valait bien celles des Grecs et des Latins. Mais il faudra surtout attendre 1967 pour un nouveau grand ouvrage, les *Quatre Soleils*, écrit en exil, semblant ouvrir une expérience nouvelle de connaissance mexicaine depuis ses enquêtes de 1932, toute sa culture ethnologique, historique et sociologique, sur ce thème des mondes qui s'effondrent.

## L'Histoire n'a pas de sens

**T**OUT soit être condamné à s'éteindre. Le mythicien méditant rejoint l'écrituriste la plus moderne. Rien n'est stable et sûr. Naître, en langue aztèque signifiait aussi descendre. Bien sûr, on peut être tenté de rapprocher de cette exaltation de la pensée indienne la notion d'écoulement des choses. Inégalement malheureuses, comme Jacques Soustelle vient de vivre lui-même depuis plusieurs années. Peu importe. Le regard qu'il porte sur les civilisations d'Amérique centrale, sur la civilisation maya, sur l'écoulement de l'histoire humaine elle-même, restera au-delà des modes et des événements. On y trouve une sorte de fureur inspirée contre la prévision, l'instabilité, l'écoulement des civilisations, continents ou les époques. Autrement dit, contre la tentation de donner un sens à l'Histoire. Sont ainsi condamnées, dans la même fourmée, et Karl Marx et le Père Teilhard de Chardin ; et, à leur tour, les deux, dans la même fourmée, à un sens, mais Teilhard n'a pas de sens.

Une civilisation n'est pas plus ou moins avancée que l'autre. Nos maîtres de l'école sociologique française sont sévèrement jugés pour leur goût de la théorie universelle, de l'explication généralisée, d'une sorte de sacralisation nouvelle du dogme laïc de l'évolution. Comme sont refusés par avance tous les intellectuels qui, ayant l'habitude de prendre en note les hommes et les faits, s'autorisent à leur donner des notes. L'importance des techniques et de l'économie est parfaitement mise en valeur, mais aussi remise à sa place (et dire qu'il n'y a pas que Marx est déjà antimarxiste). La notion de « primitif » est bien sûr rejetée. Si, ayant reçu

au Musée de l'homme la même formation que Soustelle quelques années plus tard, je suis moins sévère, c'est parce que je considère que la mentalité dite « prélogique » est seulement un peu plus logique que la nôtre, qu'elle est aussi présente avec ses tabous et ses totems sur les rives de la Seine que dans les montagnes de Nouvelle-Guinée. Nous aurons toujours à apprendre de peuples qui ne possèdent pas dans leur langue ces mots trop illusoire : merci, monnaie, avenir.

L'œuvre de Jacques Soustelle, de nouveau, se lit à la fois comme un roman, un roman et comme un pamphlet. Son écriture s'apparente à ces vastes fresques que les grands peintres mexicains qui furent ses amis surent composer à la gloire de leurs trois cultures, héritées de homes de paysans, de fustils de guérilleros et des chapeaux basés de forme de revocats américains. Son écriture est une sorte de témoignage passionné, politique et sociologique, technique et passion se confondent pour se résumer dans ce cri du cœur que pousse l'auteur en faveur d'Israël qui a, sur contre deux mille ans d'histoire, imposé à l'histoire une pensée aussi neuve que celle qui s'exprimait dans un livre. Mais qui se précipiterait à jamais Hagai qui a osé proclamer a *Welt Geschichte, Welt Gerichte* », justifiant ainsi les aberrations de toutes les dictatures de ce siècle, les camps, les goulags et les tribulations... L'Histoire n'a pas de fin, elle se poursuit. Elle a droit. Il a seulement l'aventure des hommes sous des soleils changeants.

C'est clair, le soleil qui brille en 1967 n'est pas celui qui pleut à Jacques Soustelle. Nous voici dans la politique.

Votre compagne, après tout, n'y a jamais été vraiment étrangère. Quand le cardinal de Richelieu veut faire enregistrer l'acte qui la fonde par le Parlement de Paris, les magistrats refusent pendant deux ans ! Leur discours est à peu près le suivant :

« Comment ? On nous dit que quarante personnalités ayant brillé par leur excellence en tous domaines vont se coopter et qu'elles se réuniront une fois par semaine pour s'occuper de grammaire ! La ruse est trop grossière. Il ne faut pas que le pouvoir nous prenne pour des niais ou des inéconscients. Il est évident que ces académiciens vont comploter et qu'ils n'auront de cesse, sous prétexte d'accords des participants, de vouloir régenter l'homme et la société. Les lois, c'est notre domaine à nous, Parlement de Paris. Non ? »

Il fallut toute la ténacité du cardinal et du roi pour violer une résistance aussi bien argumentée. L'édit créant l'Académie française ne fut finalement enregistré qu'après l'adjonction de réserves imposées par le Parlement, dont l'interdiction formelle de faire quoi que ce soit d'autre qu'un dictionnaire ! Mais, après tout, la crainte de ces messieurs était peut-être justifiée. Se pencher de l'expression de la pensée n'est pas indifférent à la pensée elle-même. Le bon langage peut-il être dissocié totalement des bonnes mœurs ? La compréhension entre les citoyens, des lois fondamentales de la cité ? Ils avaient raison de se méfier : cinq chocs d'Etat, je dis bien cinq, s'élevèrent ou ont siégé à l'Académie française. Quant aux premiers ministres de la République, ils ont été, de l'Etat d'us à toutes les époques, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième siècle, sous tous les régimes, monarchie, empire ou républiques, j'en ai compté dix-huit ! Pour les ministres, je n'ose pas dire les simples ministres, sans affirmer qu'ils s'appellent légion comme le démon de l'écriture, leur foule est si grande que je renonce à la dénombrer pour éviter de donner de notre pays l'image trop idéale d'une sorte de République parfaite que l'histoire ne fait pas. Remarquons en tant que philosophe que le mûrissement serait la garantie de l'accès aux plus hautes responsabilités publiques. Ne confondons pas, hélas ! les allées du pouvoir et celles des jardins de l'Académie.

(...) Dans cette avant-guerre bourdonnante des drames à venir, les grandes idéologies qui se heurtent peuvent laisser difficilement indifférents les témoins de l'esprit. L'époque exige la prise de position, et le ton de l'époque, la prise à partie. D'un côté l'Action française tient, si j'ose dire, le haut du pavé intellectuel.

**Lire la suite page 10**



La

plusôt combattre comme représentant l'opposition au gaullisme, il reprend contact avec Moudès Franco, nouveau président du conseil, et celui-ci le désigne comme gouverneur général de l'Algérie. C'est le ministre de l'intérieur, promu depuis aux plus hautes destinées, et dont le nom est connu de tous, qui lui annonce sa nomination avant de rédiger au nom du gouvernement l'instruction célèbre : « L'Algérie, c'est la France ».

De l'autre, André Gide, au sortir des meetings du Front populaire où il leva le poing, déclare : « Je ne suis pas un partisan systématique du désordre, mais précisément, je n'aime pas que l'on dise que personne ne bouge alors que personne n'est encore à sa place ». Jacques Soustelle, comme tout un grand nombre de militants du parti du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes avant que Munich ne provoque une scission. On retrouvera le professeur Rieu, beaucoup plus tard, aux côtés de Jacques Soustelle dans le combat en faveur de l'Algérie française. Mais les hostilités et les rancunes vont aussi engendrer de grands recensements, coupant en deux les familles, les promotions, les corps, et finalement le pays.

Un combat militant qui va durer dix ans ne peut être passé totalement sous silence. Dix ans de dévouement au chef, de tâches obscures, parfois d'intrigues, d'actualités dévorante et désolée, de périodes d'abandonnement ou d'isolement. Souffrance en tant qu'homme, Lorraine et intellectuel reconnu est le lecteur du *Journal* à l'heure où il écrit sur le gauchisme entre gauchistes et communistes : « Il n'y a plus de choix qu'entre les séparatistes et nous », c'est lui qui la lance. Elle lui vaut même un éditorial de condamnation particulièrement sévère dans un grand quotidien du matin. Traversée du monde, de la France à l'étranger, les mirages. Le pouvoir, et non pas l'attitude de le voir. L'action personnelle, en pleine lumière, et non pas celle, grise, de l'influence auprès des autres. Un mirage va luire pour Jacques Soustelle. Il a quarante

terrain, ni dans les faits ni dans les esprits. J'ai déjà dit son arrivée sans chaleur à Alger, son nom, son nom à celui de Mendes France, donc à des réformes qu'il refuse. Quant aux partisans du FLN, pour des motifs différents, ils sont aussi hostiles aux réformes comme à tout ce qui pourrait atténuer les motifs de lutte et freiner la marche vers l'indépendance. Les militaires, eux, craignent des renforts militaires. Il veut changer l'administration, il veut révoquer l'école, il veut transformer les conditions de vie et les mentalités. Il fait venir discrètement des troupes du Maroc, et surtout des officiers qui, dans ce protectorat à l'école de Lysy-sur-Mer, ont l'intelligence évidente de ce qu'il faut faire. Il veut modifier l'ordre de bataille. Il exige des hélicoptères. Il essaie de séduire les notables, il parlemente avec les parlementaires.

Il n'a pas abandonné ses convictions : offrir à un peuple d'être français à part entière, peut-on rêver proposition plus juste et plus noble ? L'instruction publique qui a formé, la démocratie qu'il a défendue, dans un mot la République et toutes ses valeurs ne sont-elles pas de son côté ? Dans le camp opposé, il voit s'agiter les agents de l'étranger, les sbires de Nasser, les terroristes prosoviétiques, qu'il dénonce, comme il condamne la trahison de notre presse, le complot contre la France ! Et il envoie à Paris noter sur note d'une clarté et d'une vigueur remarquables, où il ferme lui-même

***Tournons la page***

**C**OMME tous les grands cerveaux. Sous-belle à un penchant excessif pour la complexité et les constructions de l'esprit. Mais de la parole et de l'écrit, est-ce passé à l'acte ? Qu'il ait été présent aux discussions sur divers projets d'attention qui ont suivi l'échec de celui du Petit-Clairent, sans doute. Dans les milieux de l'action clandestine qu'il fréquentait, il n'est pas certain qu'il ait été le plus couronné. Les tracts de l'époque disent Jacques Soustelle en tête des organisateurs, le colonel Argoud et le capitaine Curutchet le citent à maintes reprises dans leurs Mémoires. Mais qu'il ait approuvé personnellement, il s'en est toujours défendu. Ses amis, d'ailleurs, ne l'ont pas vu. Mais d'autres ne le pousse d'ailleurs pas au. Même s'il devient une figure symbolique de l'anti-naïfisme.

En 1965, un ouvrage accoutumé de Jacques Soustelle s'intitule *La page n'est pas tournée*. Mais la même année, je peux en apporter la révélation, c'est pourtant lui qui va faire échouer un attentat préparé par le général de Gaulle dans le but de couler l'aviation française en cas de rééchec. La technique utilisée au mont Farou était perfectionnée. La bombe à télécommande doit exploser lors d'un voyage en Vendée, où il ne pourra manquer de se trouver un avion de ligne. Mais Soustelle fait prévenir les services de sécurité alors que ceux-ci ne connaissent pas encore le principe du voyage ! Dieu sait s'il n'aimait pas qu'on lui oppose à propos de l'Algérie ou de la décolonisation, qu'il était « irréversible » et le mouvement de l'Histoire. En 1965, tout le général n'est pas dans le sens de l'Histoire, ni contre. En fait : n'a aucun sens. C'est seulement de la vengeance. Soustelle sauve la vie de Gaulle.

En 1968, il on dira, avec le talent d'écrivain qui est le sien : « Il reste l'homme des orages. Jamais il ne redeviendrait plus lui-même que s'il lui faut défer la fronde d'un peuple ou la révolte des légions. Alors, cuirassé dans l'orgueil, dans la conscience de sa supériorité, il tranche, décide, menace, séduit, fascine l'Europe, les grands moments terribles et délicieux entre lesquels se traîne la médiocrité des siècles, des obligations et des habitudes. » Ce portrait-là, nous pouvons le garder.

Certains auraient aimé aller plus loin et assister à une réconciliation spectaculaire. Non. L'embrassade n'était dans le style ni de l'un ni de l'autre, et la scène n'aurait grand succès des deux. Ils n'en avaient pas besoin. Le silence de tant d'années est d'une qualité plus haute. Chacun est retourné dans son chagrin, avec chacun sa place, différente, dans l'Histoire. Tournaons la page, ce qui ne veut pas dire : oubliions-la.

## Le soleil peut aussi brûler

Je n'ai pas essayé d'analyser une œuvre. Il y a ici, parmi vous, bien plus compétent que moi, les plus grandes autorités en philosophie, en histoire, en psychologie, en ethnologie, en biologie, en géologie, en philosophie, en littérature. Je n'ai pas essayé de raconter une vie ou une époque. Il y a ici, parmi vous, des écrivains illustres de Louvain, d'Alger, de Paris, qui ont vécu directement ces grands événements de notre histoire. Non, j'ai seulement cherché à raconter, à expliquer, à vous faire comprendre ce que j'ai vu, ce que j'ai senti, ce que j'ai aimé, mais aussi ce que les autres ont aimé, ce que nous pouvons apprendre. À l'approche de l'érudition et, plus l'avancée, émotion. En lisant, ce qui restera un mystère Soutelle. En trouvant cela bien. Parce qu'il n'y a pas, sans cendre ombre portée du mystère, de la nature humaine, et que l'incompréhensible, l'insaisissable, sont les derniers moments de notre liberté.

Chacun de nous, à vingt ans, et parfois un peu tard, a rêvé d'être roi. De défendre le pouvoir suprême, et de se sentir nécessaire et utile à l'humanité. C'est un instinct naturel et tellement et surtout naturellement. Ce moment où un être humain croit s'identifier à la volonté d'un peuple et à la permanence d'une nation, est-il de soleil plus clair et plus chaud ? Pour Jacques Soustelle, il aura brillé une fois, trop fort. Le soleil peut aussi brûler.

Je suis trop familier de la dix-huitième  
urate du Coran pour me hâter de juger,  
s convictions personnelles comme la tra-  
sion familiale m'ont conduit à un autre  
mbat, celui du droit des peuples à dispo-  
d'eux-mêmes. Mais je tiens à saluer ici  
fondement en la personne de Jacques  
ustelle cette logique de croire, puis d'ex-  
ce que l'on croit, puis de conformer  
notes à ses paroles, qui a marqué sa vie,  
que qui est le signe même de l'esprit  
main, du vrai courage politique et; pour  
s tous, finalement, notre seule étoile.

Je sais qu'il n'y a pas d'audace sans responsabilité, pas de liberté sans discipline. Soit. Israël, le premier ministre israélien, à la Chambre des communes, mène tous les Parlements et de la démocratie, ça fait un jour un jeune député : « Vous priez dit, monsieur, voter avec votre parti comme un honnête homme, et non pas avec votre conscience comme un aventurier. »

### **Anthologie du refus**

**JACQUES SOUSTELLE** apprend l'armistice de juin 40 au Mexique, où l'armée française l'a nommé attaché militaire adjoint, ce qui veut dire notamment chargé du renseignement. Son réflexe à l'égard de l'appel du général de Gaulle est immédiat. Sans connaître ce militaire qui vient de prendre le micro à Londres, il se met sans réserve à ses ordres, son camp ne pouvant être que celui de la résistance au nazisme et de la poursuite de la lutte contre l'occupation étrangère. Ils ne sont pas nombreux ces Français de l'exil 40 qui se sont mis à la disposition de Londres.

Les patriotes sont partagés. Les autres, les puissants, les célèbres, les raisonnables, sont à Vichy, ou à Washington, ou simplement attendent. Dans le livre si intéressant et si passionné qu'il a consacré à cette période, *Envers et contre tout*, Jacques Soustelle raconte comment il essaie de rallier à la cause gaulliste l'une de nos ambassades à l'étranger. Seul un jeune secrétaire accepte. L'ambassadeur refuse et, quand Jacques Soustelle lui donne l'adresse de son modeste collaborateur, l'ambassadeur s'exclame : « Pour lui c'est facile, il n'a rien d'autre. »

Jacques Soustelle accomplit des missions en Amérique, centrale où le général lui a demandé d'activer ses réseaux, et il sort la diplomatie gaulliste naissante qu'on hésite à qualifier de parallèle tant elle diverge par rapport aux lignes habituelles. *Envers et contre tout* se lit de nouveau comme un roman d'aventures, même si l'on fait référence des événements et témoignages aussi nombreux qu'incontestables. C'est la vertu de l'écrivain de rendre encore plus passionnants des événements qui le sont déjà bien assez. Jacques Soustelle est un écrivain.

Deux thèmes donnent une unité profonde à ces récits qui font partie de notre histoire. D'abord, sans être Churchill, à un point un très petit nombre d'hommes peut modifier le cours d'événements de portée mondiale. Le ralliement à la France des territoires de l'AEF est un exemple frappant de la victoire et la défaite. Ensuite, il y a un commandant, un administrateur qui est en vacances, un capitaine qui a plus de caractère qu'un colonel, un sous-officier qui prend le pouvoir au milieu de la nuit, un officier qui commande sur troupes ! Parfois la victoire est le résultat de camp deux ou trois fois en question. Parfois la même nuit. Parfois même la chance n'est pas au rendez-vous comme à Dakar.

## Le mirage du pouvoir

**T**RÈS peu d'hommes, disais-je, et qui ont en commun le patriotisme et le courage, mais surtout cet instinct quasi animal qui, un moment, les pousse à dire non. Et c'est de cet instant est une sorte d'anthologie du refus. Comment ne pas penser au rôle que Soustelle voudra jouer lui aussi en disant non, quasi seul, mais vingt ans plus tard, mais dans une autre cause, mais contre de Gaulle... Et comment ne pas songer qu'il entend contribuer déjà à sa propre épitaphe, quand on lit sous sa plume : « Celui qui triomphe n'a plus forcément raison » et le vaincu n'est pas condamné par sa

Le livre continue par le récit des premières missions en France de ceux qu'il appelle les soutiers de la gloire, de l'organisation de l'action clandestine, des combats pour la reconnaissance internationale, des complots d'Alger et d'ailleurs. Jacques Soustelle a beaucoup vu, beaucoup entendu, beaucoup aidé. Avec la discrétion qui convient à ses fonctions de chargé de mission, de chef de cabinet adjoint, de responsable de l'information, ce qui, en temps de guerre, le met assez près du cœur des secrets. En 1943, à Alger, le général de Gaulle le nomme directeur général des services spéciaux, sans doute parce qu'il le juge suit apte à exercer l'autorité à la fois sur les agents venus de Londres et sur ceux qui avaient défendu Vichy. Voici consacré

Il a trente et un ans. Certains qui sont parmi vous ont reçu de lui leurs instructions. A la Libération, il sera tout jeune encore dans le premier cercle de l'entourage gaulliste au pouvoir, commissaire de la République à Bordeaux, député, ministre de l'information puis des colonies. Pouvoir. Le général s'en va, et Jacques Soussourel devient seulement le premier des mil-

Le général a toujours souhaité avoir auprès de lui « un *normalien sachant écrire* ». Jacques Soustelle a été celui-là et, dans l'attente d'un plus grand rôle, il a beaucoup plu à Un certain nombre de sachants écrivains, Georges Pompidou, premier ministre puis, à l'Elysée, le successeur de de Gaulle. La destin parait offrir sa chance à Jacques Soustelle. Fin 1952, lors d'une de ces crises gouvernementales qui marquent la IV<sup>e</sup> République, le président Vincent Auriol appelle Jacques Soustelle en consultation comme tous les responsables des grands mouvements politiques. Mais il n'ira plus loin, il ne prendra officiellement aucun rôle, il sera le conseiller et formera le mouvement.

**L'ordre d'abord**

**S'**il ne réussit pas à supprimer la rébellion, il la limite. Et, surtout, il lance un mot qui peut apporter une perspective nouvelle : l'intégration. Seulement un mot, mais pour lui magique. Celui-là même que les modestes instituteurs ruraux mexicains essayaient de faire prévaloir contre les habitudes et les puissances. Mais la tâche est sans doute encore plus difficile de l'autre côté de la Méditerranée que dans les sierras et forêts d'outre-Atlantique. La

### Un poste ambigu

**JACQUES SOUSTELLE** a un défaut, qui est celui de son mode d'insistance : il persiste, parfois, la capacité d'insolence de ses contemporains, et notamment des gouvernants français. Ou plutôt, dans le système politique de la IV<sup>e</sup> République finissante, leur capacité à décider. Dans le lohi-bôlu et la confusion, les mots sans cesse se bousculent. L'Algérie française va continuer à vivre, à se défendre, à mourir. Au bout d'un an, Jacques Soustelle rentre à Paris, mais une manifestation va cette fois illuminer son retour. Il a donné à ce pays le meilleur de lui-même, sa volonté, son esprit et, sans aucun doute, sa vie. Une partie de ce pays l'a senti et il se rend. Il rentre avec passion *Aimée et souffrante* *Algerie*.

Deormais il est l'homme d'une cause, à laquelle il attache son nom pour le meilleur et pour le pire. Il reprend son siège de député, et, dans une note destinée à la presse, souligne sa position exceptionnelle au centre de l'échiquier politique en indiquant que, dans tout grand cabinet à venir, il devrait avoir un grand ministère. Quand il rejoindra Alger quelques jours après le 13 mai, la presse locale titre : « Enfin nous avons un chef ! » Et parfois les cris de Vive Soustelle vont couvrir ceux de Vive de Gaulle.

Dans le gouvernement nouveau, il n'y aura qu'un pôle ambigu. On se méfie de lui. Il joue, semble-t-il, sur le fait que les États-Unis préféreraient voir le pétrole du Sahara rester dans des mains françaises que tomber dans le domaine arabe. C'est une illusion. Il ne voit pas, et c'est une erreur, à quel point il est inutile à Paris au sommet de l'Etat et à l'armée nationale. Il ne peut redonner à la France son rang et confirmer son statut de puissance si difficilement arraché à nos allies en 1945. Il a les dépouilles pour lui. Cela n'a jamais été une garantie pour le gouvernement, il va l'être du jour où il sera gaullois. Il n'a rien dit de beaucoup de choses diverses à beaucoup d'interlocuteurs : il n'a jamais, malgré la demande expresse de Soustelle, prononcé le mot *intégration*. Jacques Soustelle choisit l'exil et la lutte pour l'Algérie française,

dit écrit. Que l'un de ses livres commence ainsi : « Citoyen : si j'ai été vrai que la patrie, j'aurais écrit un mauvais régime et exco des louanges adresses au monarque, on sait ce qu'on doit penser de notre présent régime », voilà de l'encenser Vauvenargues, de l'encenser la République, je cite, comme on le voit, une dictature, une tyrannie », Jacques Soustelle est aussi un pamphlétaire et, après tout, vous l'avez bien dit : il faut être d'Auguste Barbier. Mais qu'il déclare à propos du soutien populaire au régime de Gaulle « si les plebiscites suffisaient à régler la politique, alors il n'y aurait jamais eu de république » ?

— Ça, c'est aller plus loin, trop loin. Littérature de combat. Et chacun sait que dans une guerre, la première victime est tou-

Après les drames de la guerre d'indépendance, ceux de l'indépendance. A propos d'Oran ou d'Alger, les comparaisons lui viennent sont Oradour et le ghetto de Varsovie. Il écrit au grand chancelier de l'ordre en renvoyant ses décorations et demandant à être radié de la Légion d'honneur : « Ce dernier mot n'a plus de sens quand la France officielle se déshonore ».



C'est un moment émouvant où la tête la plus froide et la mieux contrôlée peut se décider à s'aborder aux responsabilités, à ne pas peut-être de laisser un nom, le sien, à l'histoire. Jacques Soustelle racontera plus tard son amertume à l'égard de Gaulle, lui, selon lui, le laisse s'engager pour ceux le tromper et le forcer à l'échec, et pas seulement par refus de céder aux séductions et poisons du régime. Il cite : « *Par Soustelle* », précise-t-il. Dans l'hiver 1953-1954, une figure est née. En 1958, ce sera la fin de la 4<sup>e</sup> République. En 1960, la cassure. Le nouveau soleil de Jacques Soustelle s'apleuve l'Algérie française.

Si l'on demandait aux Français de res-  
susciter en quelques heures une répu-  
blique sur le ruisseau de Jacques Soustelle, il-  
les raient : « Les Aztèques, de Gaulle, l'Al-  
gérie ». Trois soleils pour trois vies. Pen-  
sant, près de dix ans, Jacques Soustelle a  
été un un des hommes les plus influents  
dans les milieux méso-américains. Pendant près  
de vingt ans, un gaulliste de chaque ins-  
tance. Pendant dix ans, son nom sera lié à  
l'histoire d'Algérie française, et c'est cette  
histoire qu'il faut garder, non pas celle  
qu'elle est la plus fidèle, mais celle qu'elle  
est la dernière. Et qu'elle est aussi une  
image de l'un de nos grands malheureux  
héros. En France, le malheur indresse.  
On rencontre de Jacques Soustelle avec  
l'Algérie va pourant d'abord se nouer dans

**« L'Algérie, c'est la France »**

IDÉE ne venait certainement pas du général. Soustelle, après le froid du début 1953, et l'avenir politique étant bloqué, cherche un emploi à la mesure de son talent, de son expérience et de son désir d'indépendance. Il a quarante-deux ans. Par une relation d'ami, il apprend qu'à l'époque il avait







## La réponse de M. Alain Peyrefitte

[illegible]



















BILLET

L'acier allemand en péril

Première d'ampleur dans le monde de l'acier : le groupe allemand Klockner a demandé, vendredi 11 décembre, la mise en règlement judiciaire pour trois de ses principales sociétés sidérurgiques, les sociétés Klockner Stahl, Klockner Edelstahl et Obergesellschaft Klockner-Werke AG.

De fait, si la mise en règlement judiciaire, si partant les volumes produits et les prix négociés sont plus bas, l'acier européen qui est le premier à l'exportation. Et ce n'est pas vraiment étonnant. Sur le Vieux Continent, le marché sidérurgique a atteint un niveau de déclin sans précédent. Qu'un producteur allemand de surcroît soit le premier affecté n'est guère plus surprenant. Depuis quelque temps, l'industrie sidérurgique allemande présente des signes de faiblesse. Traditionnellement, période de forte croissance de la sidérurgie d'acier (1988, 1989 et 1990 ont été des années d'acier élevée), ces vulnérabilités se révèlent aujourd'hui.

Moins évidente que la plupart des autres sidérurgies européennes, l'industrie allemande n'est restée jusqu'à présent étonnée d'un petit nombre d'acier de taille moyenne. Ce n'est que récemment que les sidérurgies allemandes ont commencé à se sentir menacées. Elle a pris la sidérurgie allemande d'économies d'échelle ailleurs, en Europe par le regroupement de la production d'acier sous les couleurs d'un seul acier.

L'érosion plus générale de la compétitivité industrielle, des coûts salariaux élevés trop élevés (le Monde-L'Économie du 11 novembre) ont fait le reste. Plus grand nombre de maîtres de forge allemands, les sidérurgies ont été à la limite du supportable, en fin de printemps dernier (le Monde du 2 mai). M. Günther Cromme, un des patrons de la sidérurgie outre-Rhin. Le président de Krupp West, alors, il a mené la fusion de la sidérurgie avec Hoesch.

Numéro quatre allemand de l'acier, ayant sous sa direction le total des engagements de sidérurgie de 2,7 milliards de marks, soit près de 11 milliards de francs, Klockner-Werke a été comme ses concurrents durement touché par les importations à bas prix venant d'ex-pays de l'Est. Le groupe perdrait l'équivalent de 1 million de marks par jour. La Deutsche Bank, son principal actionnaire, a renoncé à colmater. Le plan de redressement qui va être négocié avec les créanciers prévoit la liquidation pure et simple de 60 % du montant de la dette. Les 40 % restants seront payés sur les profits tirés des activités non sidérurgiques de Klockner. 1 700 emplois dans le groupe dans la Ruhr devraient être supprimés.

CAROLINE MONNOT

La SNCF modernise son logo. La SNCF va adopter à partir de la fin de l'année la nouvelle identité visuelle, qui modernise le logo actuel datant de 1985. Il demeure le même principe, mais l'ajout de deux signes qui affirment la modernité, l'efficacité et la communication de la SNCF. Une flèche rouge et le sigle pour lui donner « plus de dynamisme et projeter la SNCF vers l'avenir ». Une barre d'appui grise permettra d'y associer les noms des différentes activités, directions ou régions. L'opération devrait coûter 1 milliard de francs dans un premier temps, sans compter l'application progressive du nouveau logo sur le matériel.

« Guerre des médias » à l'Est

Le gouvernement hongrois a suspendu le président de la télévision

La controverse sur l'indépendance des médias du service public hongrois a conduit le gouvernement hongrois à suspendre, mercredi 9 décembre, le président de la télévision, M. Elemér Hankiss.

BUDAPEST

de notre correspondant

Couramment baptisé la « guerre des médias », le conflit entre le contrôle de la radio et de la télévision d'Etat empêche la vie politique hongroise, depuis la chute du régime communiste. Le gouvernement conservateur de Budapest est convaincu que son impopularité croissante résulte d'un « complot » médiatique, orchestré, selon lui, par d'anciens journalistes communistes. L'opposition, elle, a le pouvoir de vouloir faire main basse sur les médias du service public à dix-huit mois des élections.

Ce débat virulent, qui oppose les responsables politiques, empêche depuis plus de deux ans l'adoption d'une nouvelle loi sur les médias, ce qui gêne le paysage audiovisuel magyar. Il s'agit d'une classe politique fragile de controverses idéologiques et aux frustrations diverses d'une partie de la population. Malgré ses nombreuses tentatives, le gouvernement

n'avait pu, jusqu'à présent, obtenir le départ des dirigeants de la radio et de la télévision. MM. Csaba Gombor et Elemér Hankiss, en raison du veto du président de la République, M. Árpád Göncz, membre du principal parti d'opposition. Pour suspendre le président de la télévision, le gouvernement s'est donc appuyé sur une loi récente qui lui accorde le droit de nommer et de révoquer les salariés du service public. Contestant le bien-fondé juridique de cette décision, M. Hankiss a jugé que le « pouvoir cherche à imposer sa volonté plus par la voie légale que par la force politique ».

Double offensive

La mise à l'écart de M. Hankiss, remplacé par le ministre de la télévision, M. Csaba Gombor, marque une double offensive. Nommés par consensus après les élections législatives du printemps 1990, MM. Hankiss et Gombor, tous deux sociologues, sont vite devenus les bêtes noires du gouvernement. Cette décision représente le début d'une bataille de l'acier. Le Forum démocratique (MDF), le parti de l'opposition, M. József Antall, dont l'influence grandit grâce à la démolition d'un de ses députés, M. Elemér Hankiss.

Le limogage du président de la télévision a été attendu depuis la double offensive du gouvernement, la semaine dernière. Il a été infligé à M. Hankiss, en l'absence de « malversation financière », sans toutefois fournir de preuves de cette accusation. Il a ensuite placé le budget de la radio et de la télévision sous le contrôle direct du premier ministre, privant ainsi les dirigeants des chaînes de toute autonomie financière.

La « sacrifice » de M. Hankiss constitue un enjeu crucial pour le gouvernement, malmené dans les sondages et de plus en plus contesté au sein du MDF. M. Árpád Göncz veut marquer des points sur un terrain symbolique pour déstabiliser les critiques de l'acier de son parti, avant le congrès de janvier qui s'annonce.

En attendant, la tempête politique s'est accentuée. Dans un communiqué cinglant, l'Alliance des démocrates libres, le principal parti d'opposition, souligne que le « contrôle de la télévision n'a pas empêché l'ancien régime de s'effondrer. Il est regrettable que le gouvernement actuel n'ait pas pu en tirer la leçon ».

YVES-MICHEL RIOLS

Infractions à la réglementation audiovisuelle

Le CSA reproche à France 2 des dépassements publicitaires

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) vient de protester contre des dépassements publicitaires constatés sur France 2. Selon un communiqué rendu public jeudi 10 décembre, « plusieurs infractions à la réglementation relative à la publicité et au parrainage telle qu'elle est fixée par le cahier des charges » ont été constatées par France 2.

Ces infractions concernent notamment des dépassements de volume de publicité autorisée « heure donnée ». En clair, France 2 a franchi le cap qui lui est légalement imparti de douze minutes maximum de publicité par heure.

Des dépassements publicitaires ont été constatés sur France 2. Selon un communiqué rendu public jeudi 10 décembre, « plusieurs infractions à la réglementation relative à la publicité et au parrainage telle qu'elle est fixée par le cahier des charges » ont été constatées par France 2.

Ni le CSA ni France 2 ne souhaitent donner d'autres précisions sur ces « explications ».

Compte tenu de l'impossibilité juridique de sanctionner France 2, les chaînes de service

public, l'intervention du CSA au conseil d'administration est la plus forte « sanction » dont dispose l'organisme de régulation de l'audiovisuel. Rappelons qu'en 1988 l'AFB avait condamné à 100 millions de francs d'amende par seconde de dépassement des maxima publicitaires.

M. Jean-Noël Jeanneney a également intervenu par écrit auprès du président de France Télévision pour rappeler les chaînes de service public au respect de leurs obligations.

Il s'agit de Pierre Brunson, ancien ministre en chef adjoint de l'audiovisuel et de France-Soleil. Le journaliste Pierre Brunson, soixante-quatre ans, est décédé subitement mercredi 9 décembre.

La Lettre de l'audiovisuel et des médias, qu'il avait fondé en 1990 à Centre-Press puis avait rejoint à l'Équipe. Après un passage par les relations publiques, il s'occupait de la rubrique radio-télévision de l'audiovisuel d'en devenir rédacteur en chef adjoint, puis directeur adjoint chargé des questions de la radio-télévision, une tâche qu'il a exercée sous la direction de Philippe Bruneau.

Des propositions aux pouvoirs publics

Les banques souhaitent de l'aide pour faire face à la crise de l'immobilier

A peine entré en fonctions, le nouveau président de l'Association française des banques (AFB), M. Michel Freyche, monte un créneau contre les pouvoirs publics dans un domaine où l'inquiétude des banquiers ne cesse de croître : celui de l'immobilier. Les banquiers français ont donc « fait des propositions » au gouvernement. Ils ont été écoutés « d'une oreille attentive et compréhensive », a souligné M. Freyche, qui résume « tout effort des banques », a poursuivi le président de l'AFB en « appelant aux banques d'assurances, et aussi aux impôts dans l'immobilier » à la recherche de solutions.

Ces propositions pourraient porter notamment un assouplissement des conditions de refinancement des établissements financiers auprès de la Banque de France. Autre possibilité : la création d'un Codevif sur le mode de l'actuel Codevif, qui permettrait de refinancer les prêts consentis aux promoteurs et autres investisseurs. Au ministère des finances, on garde pour l'instant le silence sur les propositions que l'on prépare. Le ministre des finances, M. Michel Sapin, a confirmé jeudi 10 décembre que les pouvoirs publics s'apprêtent à prendre un certain nombre de mesures, notamment fiscales, pour soutenir l'immobilier. Ces mesures devraient être prises dans les prochains jours, ce qui leur permettra d'être dans le cadre de la loi de finances.

Le développement régional

Sade (Alsace) et Champex (Champagne) fusionneraient

Le projet de création d'une société de développement régional (SDR) a été lancé en France en regroupant la SDR d'Alsace (la Sade), celle de Champagne (Champex) et celle de Lorraine (Lorex) semble être compromis. Lorex semble sans doute être liquidé.

Du coup, le principe d'un rapprochement sémantique entre la Sade et Champex se précise. Il y a même un projet de loi pour Champex qui a besoin de fonds propres supplémentaires afin de compléter les obligations en matière de développement régional à partir du 1er janvier 1993. La fusion avec la Sade, le mieux capitalisée, pourrait donc être accélérée.

Une déclaration de cent soixante pays

La Conférence internationale sur la nutrition associe les gouvernements à la lutte contre la faim

La Conférence internationale sur la nutrition, qui s'est tenue à Rome du 5 au 11 décembre, vient d'achever l'adoption d'une « Déclaration mondiale » sur la nutrition, signée par cent soixante pays. Pour la première fois, ce « sommet » mondial était conjointement organisé par l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Plusieurs responsables politiques étaient présents, représentés par les ministres de la Santé et de l'Agriculture des différents Etats.

« La faim et la malnutrition sont inacceptables dans un monde qui dispose de la fois des ressources et des connaissances voulues pour les éliminer », rappelle la « Déclaration » qui ajoute : « Nous reconnaissons qu'il existe dans l'ensemble du monde un problème de nutrition pour tous ; le principal problème est celui des conditions d'accès à une nourriture qui soit par elle-même et par son mode de production également durable, qui demandera inévitablement des années d'effort et de connaissance pour être mise en œuvre ». Les orientations des gouvernements afin qu'ils définissent, d'ici à 1994,

des plans nationaux d'action contre la faim. Les chiffres fournis il y a déjà plusieurs années par la FAO ont été rappelés (le Monde du 20 octobre) : 750 millions de personnes souffrent aujourd'hui de malnutrition dans le monde - 250 millions en 1970 - et plus de 1 milliard d'êtres humains souffrent de carences en micronutriments (iode, fer, vitamines A, C, etc.) qui entraînent de nombreux cas de cécité, d'arrêt cardiaque, voire de mort (40 000 enfants de moins de cinq ans meurent ainsi chaque jour).

Intervenant à la suite des déclarations du pape qui avait approuvé, samedi 12 décembre, l'intervention militaire en Somalie, l'expert en agriculture de la FAO, M. Peter Newhouse, a mis en garde la communauté internationale : « La famine ne s'achèvera pas en Somalie avec le fin de la guerre civile, a-t-il précisé, il faut un plan d'urgence durable, qui demandera inévitablement des années d'effort et de connaissance pour être mise en œuvre ».

O. P.

Après l'annonce de 830 suppressions d'emplois supplémentaires

Manifestation contre la « liquidation » de la sidérurgie en Lorraine

METZ

de notre correspondant

Plus d'un millier de sidérurgistes et de mineurs de fer se sont manifestés, vendredi 11 décembre à Metz, pour protester contre les nouvelles réductions d'effectifs à Usinor-Sacilor. Ce groupe vient d'annoncer 830 suppressions d'emplois supplémentaires dans la filiale Unimetal, spécialisée dans la production de produits longs (rails, poutrelles) de la région de Metz. Cette nouvelle réduction double quasiment le nombre de postes devant être supprimés en 1993 par rapport aux prévisions de la direction présentes il y a un an (le Monde du 19 novembre 1991).

Pour dénoncer cette situation, des sidérurgistes, des mineurs, des syndicats, l'ensemble des Lorrains de la production d'acier à partir de minerai de fer, c'est-à-dire la filière fonte, près d'un millier de

manifestants ont manifesté devant la préfecture de la région à l'appel de l'inter-syndicale CFDT, CGTE et Sidestam CGC. La dégradation du climat général de l'industrie à leur rencontre, a été constatée qu'un tir de grenades lacrymogènes a dispersé les manifestants. Les sidérurgistes ont été conduits au siège d'Unimetal à Metz, dont ils ont occupé les vitres.

La forte tension sociale régnant depuis plusieurs jours en Lorraine et l'énervement des manifestants résultent de l'annonce des réductions d'emplois supplémentaires, mais aussi du report de la visite de M. Francis Mer, PDG d'Usinor-Sacilor, qui devait venir en Lorraine les cadres lorrains de son groupe. « C'est une maladresse supplémentaire », affirment les syndicalistes, « qui les somment de venir agiles ».

JEAN-LOUIS THYS

Renault confirme la suppression de 2 249 emplois en 1993

La direction du groupe Renault a confirmé, jeudi 10 décembre, la suppression en 1993 de 2 249 emplois (sur un effectif total de 60 000 salariés) en plus des 1 100 suppressions déjà annoncées (le Monde du 9 décembre). Cette nouvelle compression d'effectifs concerne principalement les sites de Flins (Yvelines) et de 557 départs, Le Mans (Sarthe) 407, Sandouville (Seine-Maritime) 332, Cléon (Seine-Maritime) 255, le site de Boulogne (Hauts-de-Seine) 224, et de Lorient (Morbihan) 205.

La direction Renault prévoit de réaliser ces suppressions d'emplois

grâce au départ naturel de 400 salariés et à la mise en préretraite de 1 849 salariés. Compte tenu de la possibilité de faire partir 300 personnes en préretraite à mi-temps - ce qui correspondrait à la suppression de 150 postes - il resterait 500 emplois à supprimer par les mesures d'aide au départ. En plus de ce plan social, la direction étudie la possibilité de mettre 600 salariés supplémentaires en préretraite progressive, mesure qui serait alors compensée par l'embauche de 300 jeunes.

Première grève à la DATAR

Pour la première fois depuis la création de cet organisme en 1963, une grève aura lieu à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), service qui dépend du premier ministre, le jeudi 17 décembre. Ce mouvement coïncidera avec la réunion du conseil national d'aménagement du territoire. Lancée à l'initiative d'un collectif du personnel, la grève a pour objet de s'opposer au démantèlement de la DATAR. Le 15 février, le conseil national d'aménagement du territoire se réunira à la DATAR. Le 29-30 novembre, il s'agissait d'une délocalisation précipitée suite d'un éventuel deuxième démantèlement et d'une dépense inutile de 30 millions de francs, indique le collectif, qui ajoute : « Ce démantèlement inadmissible serait contraire à l'engagement explicite en janvier 1992 de M. Michel Delebarre, ministre d'Etat toujours en exercice, d'achever tout démantèlement provisoire ».

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE  
Renseignements :  
46-62-72-67



## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 7 AU 11 DÉCEMBRE 1992

## PARIS

## Navigation à vue

INDICE CAC 40

-1,29%

Le temps s'est mis à la Bourse de Paris après deux semaines gagnantes. A la fin de la semaine, l'indice CAC 40 a perdu 1,29 % (17 441,02 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en arrière par la baisse de l'indice DAX 100, qui a perdu 1,29 % (1 788,61 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Comme le gouvernement a annoncé la mise en œuvre de la loi de décentralisation, l'attention s'est portée sur la déception de la Banque d'Alsace-Lorraine, qui a annoncé la mise en œuvre de la loi de décentralisation. L'indice a été tiré en arrière par la baisse de l'indice DAX 100, qui a perdu 1,29 % (1 788,61 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été tirées en arrière par la baisse de l'indice DAX 100, qui a perdu 1,29 % (1 788,61 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en arrière par la baisse de l'indice DAX 100, qui a perdu 1,29 % (1 788,61 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

## Rhône-Poulenc, Pernod, LVMH

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été tirées en arrière par la baisse de l'indice DAX 100, qui a perdu 1,29 % (1 788,61 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en arrière par la baisse de l'indice DAX 100, qui a perdu 1,29 % (1 788,61 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été tirées en arrière par la baisse de l'indice DAX 100, qui a perdu 1,29 % (1 788,61 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en arrière par la baisse de l'indice DAX 100, qui a perdu 1,29 % (1 788,61 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été tirées en arrière par la baisse de l'indice DAX 100, qui a perdu 1,29 % (1 788,61 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en arrière par la baisse de l'indice DAX 100, qui a perdu 1,29 % (1 788,61 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été tirées en arrière par la baisse de l'indice DAX 100, qui a perdu 1,29 % (1 788,61 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en arrière par la baisse de l'indice DAX 100, qui a perdu 1,29 % (1 788,61 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été tirées en arrière par la baisse de l'indice DAX 100, qui a perdu 1,29 % (1 788,61 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en arrière par la baisse de l'indice DAX 100, qui a perdu 1,29 % (1 788,61 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

## NEW-YORK

## Progression

INDICE DOW JONES

+0,47%

Après avoir progressé au cours de la semaine, l'indice DOW Jones a progressé de 0,47 % (3 304,08 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en avant par la hausse de l'indice S&P 500, qui a progressé de 0,47 % (1 336,58 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de New York ont été tirées en avant par la hausse de l'indice S&P 500, qui a progressé de 0,47 % (1 336,58 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en avant par la hausse de l'indice S&P 500, qui a progressé de 0,47 % (1 336,58 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de New York ont été tirées en avant par la hausse de l'indice S&P 500, qui a progressé de 0,47 % (1 336,58 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en avant par la hausse de l'indice S&P 500, qui a progressé de 0,47 % (1 336,58 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de New York ont été tirées en avant par la hausse de l'indice S&P 500, qui a progressé de 0,47 % (1 336,58 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en avant par la hausse de l'indice S&P 500, qui a progressé de 0,47 % (1 336,58 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de New York ont été tirées en avant par la hausse de l'indice S&P 500, qui a progressé de 0,47 % (1 336,58 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en avant par la hausse de l'indice S&P 500, qui a progressé de 0,47 % (1 336,58 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de New York ont été tirées en avant par la hausse de l'indice S&P 500, qui a progressé de 0,47 % (1 336,58 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en avant par la hausse de l'indice S&P 500, qui a progressé de 0,47 % (1 336,58 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

## TOKYO

## Irrégulière

INDICE NIKKEI

+0,84%

Après avoir progressé au cours de la semaine, l'indice Nikkei a progressé de 0,84 % (17 441,02 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en avant par la hausse de l'indice TOPIX, qui a progressé de 0,84 % (1 325,15 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de Tokyo ont été tirées en avant par la hausse de l'indice TOPIX, qui a progressé de 0,84 % (1 325,15 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en avant par la hausse de l'indice TOPIX, qui a progressé de 0,84 % (1 325,15 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de Tokyo ont été tirées en avant par la hausse de l'indice TOPIX, qui a progressé de 0,84 % (1 325,15 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en avant par la hausse de l'indice TOPIX, qui a progressé de 0,84 % (1 325,15 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de Tokyo ont été tirées en avant par la hausse de l'indice TOPIX, qui a progressé de 0,84 % (1 325,15 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en avant par la hausse de l'indice TOPIX, qui a progressé de 0,84 % (1 325,15 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de Tokyo ont été tirées en avant par la hausse de l'indice TOPIX, qui a progressé de 0,84 % (1 325,15 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en avant par la hausse de l'indice TOPIX, qui a progressé de 0,84 % (1 325,15 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

Les valeurs de la Bourse de Tokyo ont été tirées en avant par la hausse de l'indice TOPIX, qui a progressé de 0,84 % (1 325,15 points) par rapport à son niveau de début de semaine. L'indice a été tiré en avant par la hausse de l'indice TOPIX, qui a progressé de 0,84 % (1 325,15 points) par rapport à son niveau de début de semaine.

## Agroalimentaire

	11-12-92	DM.
Bouygues	2870	- 5
BNP	948	- 20
Ernst & Young	388	+ 13
Franchises Bel	3230	- 28
LVMH	3485	- 224
Pernod-Ricard	3874	- 7,3
Remy-Cointreau	158	+ 2
Saint-Louis	1120	- 10

## Assurances

	11-12-92	DM.
AGF	480	+ 8
AXA	980	- 10
GAN	281,5	+ 4,5
Groupe Victor	748	- 16
SCOR SA	340	- 19
UAP	424	+ 2,5

## Bâtiment et matériaux

	11-12-92	DM.
Bouygues	2870	- 5
Cheminot	287	+ 42,50
Colas	602	- 10
Eurochem	28,10	+ 0,16
Foracem	885	- 30
FTI Europe	330	+ 11,80
Imtech	127	- 7
Jean Lefebvre	772	- 2
Lafarge	224	+ 0,3
Parif	189,20	+ 0,20
Saint-Gobain	507	- 25
SGE	174	+ 0,80
Spie-Batignolles	284,90	+ 0,90

## Chimie

	11-12-92	DM.
Alc. Liquide	764	+ 7
Elf	1050	- 10
Geacem	356	- 16
Industrie Minérale	80	- 80
Michelin	179	- 2,8
Plastic Omnium	787	- 16
Rhône-Poulenc	385	- 18
Roussel-Uclaf	385	- 18
Synthelabo	1148	- 18

## Consommation non alimentaire

	11-12-92	DM.
BIC	900	- 12,9
Christian Dior	230	- 14,6
Clarks	488	- 4,9
DMC	282	- 10
EBF	748	- 20
Essilor	385	- 10
Groupe André	811	- 6
L'Oréal	988	- 28
Moulinex	87,8	+ 0,05
Salomon	1570	- 87
SEB	348	- 4,3
Sonnet-Albert	1078	- 80
Vest Saint Laurent	470	- 124,8
Zodiac	1328	- 7

## Crédit et banques

	11-12-92	DM.
Com. bancaire	384,9	+ 12,9
BNP	383,6	+ 4,3
Catellum	904	- 21
CDE	215	- 4
CCF	208,9	+ 1,4
CLF	318	- 2,4
Crédit Lyonnais	419,5	+ 3,9
Crédit national	1055	+ 18
Société générale	570	- 10
SONAC	819	- 1
UBF Local	168	- 8,2
UIC	415	- 4,4
Vie Banque	232	+ 7

## Electricité et électronique

	11-12-92	DM.
Alcatel-Alsthom	888	- 1
BOE	338	+ 31
Interdigital	371	- 9
Labinal	588	+ 15
Legrand	388	- 188
Métra	188,1	- 8,7
Métra-Ges	488	- 12,9
Radisson	248	- 12,9
Regis	2400	+ 119
Schneider	844	- 9
Socotec	155,5	+ 4,5
Thomson	122,2	+ 1,9

## Distribution

	11-12-92	DM.
Alcatel-Alsthom	1470	- 10
BOE	338	+ 31
Interdigital	371	- 9
Labinal	588	+ 15
Legrand	388	- 188
Métra	188,1	- 8,7
Métra-Ges	488	- 12,9
Radisson	248	- 12,9
Regis	2400	+ 119
Schneider	844	- 9
Socotec	155,5	+ 4,5
Thomson	122,2	+ 1,9

## Immobilière et foncier

	11-12-92	DM.
Alcatel-Alsthom	888	- 1
BOE	338	+ 31
Interdigital	371	- 9
Labinal	588	+ 15
Legrand	388	- 188
Métra	188,1	- 8,7
Métra-Ges	488	- 12,9
Radisson	248	- 12,9
Regis	2400	+ 119
Schneider	844	- 9
Socotec	155,5	+ 4,5
Thomson	122,2	+ 1,9

## Métallurgie, mécanique

	11-12-92	DM.
Alcatel-Alsthom	888	- 1
BOE	338	+ 31
Interdigital	371	- 9
Labinal	588	+ 15
Legrand	388	- 188
Métra	188,1	- 8,7
Métra-Ges	488	- 12,9
Radisson	248	- 12,9
Regis	2400	+ 119
Schneider	844	- 9
Socotec	155,5	+ 4,5
Thomson	122,2	+ 1,9

## Mines d'or, diamants

	11-12-92	DM.
Alcatel-Alsthom	888	- 1
BOE	338	+ 31
Interdigital	371	- 9
Labinal	588	+ 15
Legrand	388	- 188
Métra	188,1	- 8,7
Métra-Ges	488	- 12,9
Radisson	248	- 12,9
Regis	2400	+ 119
Schneider	844	- 9
Socotec	155,5	+ 4,5
Thomson	122,2	+ 1,9

## Pétrole

	11-12-92	DM.
Alcatel-Alsthom	888	- 1
BOE	338	+ 31
Interdigital	371	- 9
Labinal	588	+ 15
Legrand	388	- 188
Métra	188,1	- 8,7
Métra-Ges	488	- 12,9
Radisson	248	- 12,9
Regis	2400	+ 119
Schneider	844	- 9
Socotec	155,5	+ 4,5
Thomson	122,2	+ 1,9

## Sicomi on ex-sicomi

	11-12-92	DM.
Alcatel-Alsthom	888	- 1
BOE	338	+ 31
Interdigital	371	- 9
Labinal	588	+ 15
Legrand	388	- 188
Métra	188,1	- 8,7
Métra-Ges	488	- 12,9
Radisson	248	- 12,9
Regis	2400	+ 119
Schneider	844	- 9
Socotec	155,5	+ 4,5
Thomson	122,2	+ 1,9

## Investissement et portefeuille

	11-12-92	DM.
Alcatel-Alsthom	888	- 1
BOE	338	+ 31
Interdigital	371	- 9
Labinal	588	+ 15
Legrand	388	- 188
Métra	188,1	- 8,7
Métra-Ges	488	- 12,9
Radisson	248	- 12,9
Regis	2400	+ 119
Schneider	844	- 9
Socotec	155,5	+ 4,5
Thomson	122,2	+ 1,9

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU 11 DÉCEMBRE 1992

	11-12-92	DM.
Alcatel-Alsthom	888	- 1
BOE	338	+ 31
Interdigital	371	- 9
Labinal	588	+ 15
Legrand	388	- 188
Métra	188,1	- 8,7
Métra-Ges	488	- 12,9
Radisson	248	- 12,9
Regis	2400	+ 119
Schneider	844	- 9
Socotec	155,5	+ 4,5
Thomson	122,2	+ 1,9

## LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COTATION (en %) AU 11 DÉCEMBRE 1992

	11-12-92	DM.
Alcatel-Alsthom	888	- 1
BOE	338	+ 31
Interdigital	371	- 9
Labinal	588	+ 15
Legrand	388	- 188
Métra	188,1	- 8,7
Métra-Ges	488	- 12,9
Radisson	248	- 12,9
Regis	2400	+ 119
Schneider	844	- 9
Socotec	155,5	+ 4,5
Thomson	122,2	+ 1,9

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en millions de francs)

	4-12-92	7-12-92	8-12-92	9-12-92	10-12-92
RM	2 031 087	1 407 424	1 474 100	1 477 115	1 477 115
Comptant	21 133 145	11 846 298	18 670 914	14 177 839	24 075 943
Actions	340 489	155 282	155 282	148 334	131 589
Total	23 504 711	13 989 534	20 949 771	16 803 787	28 983 112

## INDICES QUOTIDIENS (base 100, 31 décembre 1991)

	7-12-92	8-12-92	9-12-92	10-12-92	11-12-92
France	101,8	101,8	101,8	101,8	101,8
Etrangères	87,7	87,7	87,7	87,7	87,7

## INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	7-12-92	8-12-92	9-12-92	10-12-92	11-12-92
Indice gén.	471,3	470,8	467,4	472,5	464,6
Indice CAC 40	1 788,61	1 785,88	1 791,1	1 791,1	1 788,61

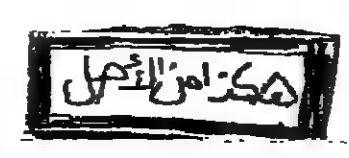
## MATIF

	11-12-92	DM.
Alcatel-Alsthom	888	- 1
BOE	338	+ 31
Interdigital	371	- 9
Labinal	588	+ 15
Legrand	388	- 188
Métra	188,1	- 8,7
Métra-Ges	488	- 12,9
Radisson	248	- 12,9
Regis	2400	+ 119
Schneider	844	- 9
Socotec	155,5	+ 4,5
Thomson	122	









# Le Monde

Tandis que la situation des réfugiés s'aggrave dans le sud du Tadjikistan

## L'armée russe abandonne Douchanbe aux communistes

Les bandes armées pro-communistes du Tadjikistan ont parachevé leur prise de contrôle militaire et politique de la capitale, Douchanbe, le 10 décembre. Les forces de la coalition de démocrates et islamistes qui avaient envahi la partie du pouvoir le printemps dernier perd ainsi sa dernière place forte, et les partisans n'ont plus d'autre refuge que les montagnes.

MOSCOU

La division russe qui s'était engagée à de multiples reprises à protéger la capitale n'est pas intervenue, il semblerait même qu'elle ait donné un coup de pouce au dénouement en attaquant les positions tenues par les défenseurs de la ville. Selon la *Komsomolskaya Pravda*, le commandement de la 201<sup>e</sup> division a depuis fait savoir que les troupes avaient pris position à l'extérieur de la capitale, empêchant ainsi toute éventuelle contre-attaque des islamistes.

L'attitude du commandement militaire russe a une justification formelle : la colonne d'une trentaine de blindés qui s'est emparée de Douchanbe est le commandement de la 201<sup>e</sup> division, sous le commandement de l'admiral Koudjaev, chef d'un corps de main armée. Le dernier, au moment des drames tadjiks, les lieux d'opérations ne sont pas observés au même niveau qu'auparavant. Et c'est à travers la voie au nouveau ministre de l'Intérieur, Salimov, que les fonctions de la police ont été confiées à une personne qui ignore que ce corps est sous le commandement des troupes du gouvernement russe en place, par le Parlement réuni à Khodjont - n'est qu'un homme de main du principal chef du mouvement, le colonel Koudjaev (le *Monde* du 6 décembre). Ce dernier a toujours affirmé sa volonté d'exterminer les ennemis (on lui a fait pas de prisonniers) et sa préférence pour le terrain marqué par une série de

C'est dans une large mesure qui explique la tragédie dans l'extrême sud du pays, où plus de 100 000 réfugiés - les HCR - auxquels se joignent des combattants en fuite, ont été désemparés de passer en Afghanistan. Quant aux troupes russes stationnées à la frontière tadjik-afghane - front de la CEI - elles ont affirmé apporter une aide humanitaire aux réfugiés, une situation d'extrême détresse. Certains sont déjà morts de froid, selon des représentants venus sur place du Comité international de la Croix-Rouge, qui ont attiré l'attention internationale sur ce drame.

La barre d'interposition promise depuis par Moscou à la République soviétique voisine du Tadjikistan n'a toujours pas été mise en place. A vrai dire, elle n'a plus vraiment d'objet - à empêcher toute tentative de passage en cause du nouvel ordre «légal». Que les démocrates en principe se soient à Moscou n'ait rien fait de sérieux pour s'opposer au triomphe d'un régime qui ont juré de nettoyer le Tadjikistan de «l'ordre démocratique» doit étonner : la coalition «péril islamiste», fut-il largement imaginaire, prime apparemment tout, d'autant que s'y ajoutent des ressentiments datant de la guerre d'Afghanistan.

L'attitude des voisins, tout particulièrement d'un Ouzbékistan dirigé de manière de plus en plus crispée par l'ex-premier ministre du parti islam Karimov, est une autre, la *Nezavisimaya Gazeta*, c'est d'Ouzbékistan qui sont venus les blindés qui ont pris Douchanbe, et l'aide aux forces pro-communistes pourrait avoir pris des formes encore plus directes : le président Karimov vient de signer un décret accordant des récompenses (maisons ou appartements), aux citoyens ouzbeks ayant participé à des combats locaux sur la frontière tadjik-afghane.

JAN KRAUZE

De «Caractères» à «Jamais sans mon livre»

## Bernard Rapp étonné... et satisfait

«Cent... moins deux». Pour sa quatre-vingt-dixième, le 18 décembre, «Caractères» s'autodéfinit le plus étrangement possible, après un florilège de ses meilleurs moments. Le 2, puis sur France 3, depuis le 14 septembre 1990, le magazine littéraire de Bernard Rapp ne figurera plus dans la grille de janvier, qui sera présentée par M. Hervé Bourges.

Fin d'un suspense. D'un faux suspense, en réalité, puisque Bernard Rapp, absent de France au moment des «éclats», comme il dit pudiquement, sur la «suppression» de «Caractères», négociait depuis déjà plusieurs semaines avec Pascal Joseph, directeur général adjoint chargé de l'antenne de France 3, et Raymond Vouillemoz - qui assume les fonctions de directeur des programmes de France 3 - la sur la décision. On lui avait demandé de produire et présenter son émission à la place de «A nos amours». L'animateur de «Caractères» a fermement refusé. Il a, en revanche, lui-même proposé un nouveau magazine sur la littérature.

«Larmes de crocodile»

Si l'audience de «Caractères» (1,7 en moyenne pour les quatre dernières émissions), et plus exactement sa part de marché (4,1 %), face à une forte concurrence de autres chaînes a évolué, c'est la sur la décision de Bernard Rapp d'annuler la série des émissions de jour les martyrs de la littérature, et ne cherche pas de bonne émission. «Surtout pas d'Arta, comme l'ont fait certains : ce serait une absurdité». Le journaliste se sent même, en un sens, responsable de la fin de «Caractères». «J'aurais pu, dit-il, continuer à proposer cette émission que j'ai eu tant de plaisir et de fierté à animer : sur le papier, le dimanche à 18 heures, c'est effectivement un meilleur jour, une meilleure heure. Mais je sais aussi que je vais rencontrer un public très différent du mien et de celui de fidèles de «Caractères». Un public plus jeune, et plus familier.

Il était difficile, dans ces conditions, de poursuivre l'expérience, estime-t-il. «Et puis, quel bénéfice à l'Antenne 2, coproduit de l'émission, la maison de «Caractères» s'enorgueillit de l'existence de ses vertes : de professions libérales, de traducteurs, d'écrivains. Le tout mené dans une grande sérénité, sans tambours, concours ni opérations spéciales. «Sans véritable mouvement d'opinion, non plus», tient à rappeler Bernard Rapp, extrêmement surpris de l'ampleur prise par les réactions aux rumeurs du début de la semaine.

De François Geindre et Roger Tropéano, chargés de la section au PS, à Jacques Toubon, député RPR, à maire du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à Pierre d'Arvor, producteur de «Ex Libris», à Pierre-André Boutang, directeur délégué d'Arta, les réactions ont été vives.

De François Geindre et Roger Tropéano, chargés de la section au PS, à Jacques Toubon, député RPR, à maire du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à Pierre d'Arvor, producteur de «Ex Libris», à Pierre-André Boutang, directeur délégué d'Arta, les réactions ont été vives.

De François Geindre et Roger Tropéano, chargés de la section au PS, à Jacques Toubon, député RPR, à maire du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à Pierre d'Arvor, producteur de «Ex Libris», à Pierre-André Boutang, directeur délégué d'Arta, les réactions ont été vives.

De François Geindre et Roger Tropéano, chargés de la section au PS, à Jacques Toubon, député RPR, à maire du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à Pierre d'Arvor, producteur de «Ex Libris», à Pierre-André Boutang, directeur délégué d'Arta, les réactions ont été vives.

De François Geindre et Roger Tropéano, chargés de la section au PS, à Jacques Toubon, député RPR, à maire du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à Pierre d'Arvor, producteur de «Ex Libris», à Pierre-André Boutang, directeur délégué d'Arta, les réactions ont été vives.

De François Geindre et Roger Tropéano, chargés de la section au PS, à Jacques Toubon, député RPR, à maire du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à Pierre d'Arvor, producteur de «Ex Libris», à Pierre-André Boutang, directeur délégué d'Arta, les réactions ont été vives.

De François Geindre et Roger Tropéano, chargés de la section au PS, à Jacques Toubon, député RPR, à maire du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à Pierre d'Arvor, producteur de «Ex Libris», à Pierre-André Boutang, directeur délégué d'Arta, les réactions ont été vives.

De François Geindre et Roger Tropéano, chargés de la section au PS, à Jacques Toubon, député RPR, à maire du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à Pierre d'Arvor, producteur de «Ex Libris», à Pierre-André Boutang, directeur délégué d'Arta, les réactions ont été vives.

De François Geindre et Roger Tropéano, chargés de la section au PS, à Jacques Toubon, député RPR, à maire du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à Pierre d'Arvor, producteur de «Ex Libris», à Pierre-André Boutang, directeur délégué d'Arta, les réactions ont été vives.

De François Geindre et Roger Tropéano, chargés de la section au PS, à Jacques Toubon, député RPR, à maire du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à Pierre d'Arvor, producteur de «Ex Libris», à Pierre-André Boutang, directeur délégué d'Arta, les réactions ont été vives.

## En dépit de l'opposition du Congrès M. Boris Eltsine maintient son projet de référendum et son soutien à M. Egor Gaïdar

MOSCOU  
Profitez-en ! Alors que commencent laborieusement les négociations entre M. Boris Eltsine et M. Rousslan Khasboulatov, le président du Congrès, en vue de trouver une éventuelle solution de compromis qui les oppose, les députés s'en vont à leur tour, vendredi 11 décembre, pour jeter de l'huile sur le feu.

Si, la veille, ils avaient rejeté la proposition de M. Boris Eltsine visant à demander au peuple de trancher, par référendum, entre le président et le Congrès, ils sont allés plus loin en adoptant un amendement à la Constitution interdisant purement et simplement tout référendum portant sur «la dissolution ou la cessation anticipée des organes suprêmes du pouvoir exécutif, législatif ou judiciaire».

En fait, sur toute question politique importante. Les députés ont aussi rejeté l'ordre du jour de leurs travaux, dont on ne sait jusqu'à quand ils vont se poursuivre, l'annulation des amendements adoptés par le Congrès à l'égard de la Libye, de la Serbie et du Kosovo, et de la création d'une commission chargée de faire un rapport sur la manière dont les médias russes ont couvert les événements des dernières semaines. Ils ont aussi adopté une proposition de M. Sergueï Bourine, un des responsables du Front de salut national (alliance de forces nationalistes, communistes et nationalistes), d'ouvrir une enquête sur l'attitude, au cours de ces semaines, des médias de Moscou et de Saint-Petersbourg, accusés d'avoir favorisé les manifestations de soutien au président Eltsine. Les députés ne sont pas allés jusqu'à accepter la proposition de l'un d'entre eux demandant qu'ils soient désormais élus à vie.

Concession du président : M. Gaïdar sera, dans un premier temps, maintenu pour quelques mois seulement.

Les représentants des députés devraient trouver bien mince, voire ridicule, à moins qu'elle ne s'accomplisse au sacrifice de quelques ministres. M. Boris Eltsine est-il disposé à aller plus loin et à retirer sa proposition de référendum ? Vendredi 11, l'agence Interfax répondait par l'affirmative, en se fondant sur des déclarations du président lors d'une rencontre avec une délégation parlementaire, mais une heure plus tard le point de vue de la présidence était différent. Selon un responsable des députés radicaux, la fraction parlementaire qui regroupe les partisans les plus convaincus de M. Boris Eltsine, ce dernier leur aurait confié qu'il était simplement prêt à reculer de janvier à avril la date du référendum et éventuellement à modifier la formulation de la question.

Le sort de M. Guennadi Boutouline, pressé par l'opposition à sa candidature comme l'ancien ministre de la Défense, est l'objet du marchandage. Samedi matin, M. Viatcheslav Kostikov, a annoncé que M. Eltsine «avait de signer un document relevant de ses fonctions» le chef des conseillers présidentiels. La veille, M. Eltsine avait déjà paru disposé à le sacrifier : «Il a été assez passif depuis le début du Congrès, il n'a pu rien faire... C'est une personne intelligente, je le respecte, mais il arrive qu'un souffre de fatigue psychologique».

Puis, énumérant, M. Arkadi Volski, un des responsables du mouvement «centriste» Union civique, a pour sa part critiqué la question qui pourrait être posée lors du référendum proposé par Boris Eltsine : «Demandez de choisir entre le président et le Congrès c'est comme si on demandait à un enfant de choisir entre son père et sa mère», s'est-il écrié.

JOSE-ALAIN FRALON

ALGERIE : assassinat d'un sous-officier de gendarmerie. - Un sous-officier de gendarmerie a été tué lors d'un attentat à la bombe, samedi 11 décembre, à Ben-Zerga, à l'est d'Alger, par des inconnus qui ont réussi à prendre la fuite. C'est le premier attentat commis contre un membre des forces de l'ordre depuis l'entrée en vigueur, samedi 5 décembre, du couvre-feu dans la capitale et six départements limitrophes. - (AFP)

Le pays anglo-saxon exprime leur solidarité avec la Libye. - Le Conseil des ministres de l'Union du Maghreb arabe (UMA), réuni, jeudi 10 décembre, à Rabat, a demandé à la Libye, a exprimé sa solidarité avec Tripoli et appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à révoquer les sanctions qu'il lui a imposées. - un communiqué, il

M.-C. D.

### SOMMAIRE

<b>DATES</b>	
Il y a 100 ans, le début du grand échange sino-soviétique.....	2
<b>ÉTRANGER</b>	
L'opération militaire en Somalie.....	2
La guerre dans l'ex-Yugoslavie.....	3
La guerre européenne d'Edenbourg.....	4
Etats-Unis : les nominations de l'équipe économique de Bill Clinton.....	6
<b>POLITIQUE</b>	
Les travaux parlementaires.....	6
M. Chirac et la préparation des élections législatives.....	7
Livres politiques : «La médiocratie dans la complexité», par André Laurens.....	7
<b>SOCIÉTÉ</b>	
M. Eltsine dépose un amendement à la Constitution pour le tabac.....	8
Le Grand Prix de France.....	8
Le premier ministre hémophilique produit par génie génétique est attendu dans trois mois.....	8
La Cour de cassation autorise la transsexualité à modifier le statut civil.....	8
Le voyage de M. Sébastien Roy en Pologne.....	8

### HEURES LOCALES

La culture, une arme pour le développement.....	7
Congrès des députés.....	7
Moyennes : une charte pour une démocratie «qualité».....	7
Régions : la préparation à la métro.....	7
En Alsace, les policiers sont.....	7
Paris, le jardin des mystères : la capitale au spectacle.....	7
France : Montreuil en panne.....	7
Le développement : le quart Torcy qui pleure ; Encombrantes.....	7

### Services

Abonnements.....	2
Cartes.....	7
Météorologie.....	16
Mots croisés.....	13
Télévision.....	16
Spectacles.....	14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de «Le Monde» du 13 décembre 1992 a été tiré à 473 718 exemplaires.

### Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie

ROME  
Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.

Le Vatican exprime des réserves sur l'opération militaire en Somalie.



# LA CULTURE, UNE ARME POUR L'AMÉNAGEMENT

*Au moment où l'économie marque le pas  
la dynamique de la décentralisation passe peut-être par l'investissement créatif*

**E**N fin de compte, le processus de décentralisation, quel qu'il soit, qui concerne les transferts de compétences que la collectivité doit assumer correspondantes, aura été fortement, peut-être exagérément, imprégné de références économiques, voire d'économisme. Et ces collectivités locales n'ont eu à la bouche que les mots budgets, investissements, infrastructures, masses de plan, performances, impôts, emprunts, dotations, milliards affectés par un décret. Comme il y aura à l'avenir encore à déployer, à préserver et à répartir le moment est venu de se demander si ces mots des libéraux ne sont pas, plus subtils de croissance et de développement. Dans ces conditions, quelle place peut tenir désormais le vaste et si seul secteur de la culture dans la décentralisation ?

Un abbaye à restaurer à Palmpol, la production de la soie au mar des Cévennes, une politique de la lecture publique ou du théâtre de rue en Auvergne, l'organisation d'un circuit des édifices baroques en Maurienne, la création d'un réseau d'eco-musées dans les hautes lieux des luttes sociales du Nord ou l'aide à la création d'un théâtre dans un collège rural de l'Est : voilà genre-ol des interactions avec ce qu'il est convenu d'appeler le développement économique, en termes de créations d'emplois durables ou de flux financiers ? Les investissements culturels sont-ils de même nature qu'une autoroute, un centre de formation professionnelle ?

## ■ Le mythe de l'économie »

Toutes les régions, tous les départements et toutes les villes affectent peu ou prou une politique culturelle. Les premières y ont consacré en 1990, 23 % de leur budget, les seconds 2,5 %, et les communes de plus de 10 000 habitants, 9,8 %. L'Etat pour sa part, en la personne de l'actuel ministre de la Culture, Jack Lang, n'a pas eu dans ce domaine une attitude particulièrement ouverte, et les aménables mais franches « explications » entre Gaston Defferre et le locataire du bureau du Palais-Royal, Jacques Chirac, ont couru d'un président de la République, sont restées célèbres dans les annales de la mise en œuvre de la décentralisation.

Malgré un effort nouveau en faveur des régions, les dépenses pour Paris et l'Ile-de-France excéderont encore la moi-



tié du budget national en 1993. Encore une fois, les données ne tiennent-elles pas compte de la poursuite des grands travaux dans la capitale. Toutes ces questions font l'objet de débats qui se sont amplifiés et multipliés au cours des derniers mois. Elles ont été au centre de manifestations organisées par le conseil régional de Franche-Comté, par le Conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERP), ainsi que par le conseil économique et social de la région. Elles ont même pu être à la remorque de l'économique », a déclaré René Rizzardo, directeur de l'Observatoire des politiques régionales. « Il ne faut pas tout mélanger au mythe de l'économique, car si l'économie est productive, elle est aussi performante. La culture, elle, n'est pas productive. » A écouter les nombreux intervenants lors de ces débats, la culture n'est pas seulement une panacée, capable de lutter contre les exclusions sociales, essentielle pour l'implantation de nouvelles entreprises,

Selon Jean-Pierre Duport, délégué à l'aménagement du territoire (DATAR) « dans la compétition des territoires, la culture est une arme essentielle pour

**attirer le «limb»**. Des villes réinventent leur «look» culturel ou architectural, telles Saint-Etienne, Givors, Limoges, Valenciennes ou Nantes.

« L'investissement de l'image conduit à un changement d'identité », indique Hélène Mathieu, déléguée au développement — ses formations au ministère de l'éducation nationale — de la culture. Depuis la création de sa direction, il y a deux ans, la jeune femme mène une mission de diffusion de la culture sur l'ensemble du territoire. Les dix départements ruraux comme les métropoles urbaines, et, dans une moindre mesure, les bassins de vie départementaux ou régionaux, se montent de plus en plus nombreux de nouveaux équipements culturels. Ces collectivités sont encouragées, par exemple, à signer des chartes de coopération, sous forme de contrats, signés pour trois ou quatre ans avec l'administration d'Hélène Mathieu, pour mener une politique concertée en matière d'un large public.

En concentrant la majorité de ses efforts auprès des directions régionales à l'action culturelle (DRAC), Hélène Mathieu s'efforce avant tout de soutenir l'action des agents du ministère en région, qui

devenus les interlocuteurs directs des élus locaux. « Je la déléguée ne dédaigne pas l'art du lobbying auprès des autres directions de son ministère afin d'obtenir un peu plus de crédit pour la musique ici ou une aide à la création artistique ailleurs. Niala m'a affirmé avoir répondu : « Malgré mon statut de ministre, je ne considère l'économie ni la culture, il faut faire autre chose, la dernière ne s'appréhende pas à partir du ratio de productivité. C'est une affaire de désir, de plaisir, de séduction. C'est l'air qui rend une société respirable. La loi ne peut se substituer au CAC 40 ».

Yves-Marie Lehmann, premier vice-président du conseil régional de Franche-Comté, en dit pas moins tout lorsqu'il nous dit : « Nous, nous voulons vérifier avant tout, dans une période de crise économique et morale, l'art et la manière de faire leur place dans la cité, en contribuant à son développement harmonieux. Ouvrir le chantier de la décentralisation culturelle, en faire un programme pour une prochaine législature.

**François Grosrichard**  
■ **Martina Valo**

## Retards

**D**ans l'aérogare de Montpellier, le désert, le message résonne : « Le départ du Paris ». Les habitués de la ligne se consolent : la cafétéria, des générateurs distribués. Une coutume qui l'attente moins longue à passagers

Sur la quasi 10 la gare de Rouen, les voyageurs abonnés aux départs des Parisiens scrutent le tunnel. Une fois encore le rapide à supplément de 2 h 47, qui doit conduire vers la capitale, est absent au rendez-vous. Une fois encore les devront patienter pour connaître les causes d'un retard qui pourrait avoir des effets de ricochet.

Les scènes de ce genre se reproduisaient, chaque jour, un peu partout dans l'Hexagone. Elles faisaient partie de l'existence de tous ceux qui ont cru en la décentralisation, qui ont cru qu'ils pouvaient se rendre facilement de leur résidence de province à la capitale. Des enseignants ou des cadres d'entreprise qui ont pensé qu'à la fin du vingtième siècle il était encore possible de faire l'école aux horaires d'Air Inter ou de la SNCF.

nier, ce qui le s'annonce.  
 Ces hommes, en ces  
 fermes, doivent, comme les  
 laboureurs, être ensemencés  
 comme des aînés, qu'ils se  
 plantent d'énormes arbres  
 sur les pièces d'ont ils tirent sur  
 une vingtaine d'années.  
 A eux de leur vie  
 avec ceux d'une nouvelle,  
 le monde. A cause de ce mot, ils  
 plus en plus fréquent dans le  
 mouvement du service public, ils  
 devront se lever à des savants  
 calculs pour organiser leurs rendez-vous à Paris ou réserver  
 leurs billets pour des destinations  
 lointaines.  
 Pour eux, à l'heure où les  
 gouvernements encouragent  
 des touristes à visiter les sites  
 à l'équilibre du pays, il leur faut  
 des idées que ces hommes  
 achètent sans se compte. Ils ne  
 sont toujours pas en France, mais  
 traversent l'Europe, une ville plus  
 difficile à attendre dans les  
 prévues.

**Serge Bolloch**

## PARIS

# LE JARDIN DES MYSTÈRES

**Dialogue de l'eau et de la nature, le parc André-Citroën dans le quinzième arrondissement, s'offre aux rêveurs**

L'OUVERTURE d'un nouveau parc à Paris est un événement considérable, par sa rareté, mais aussi parce l'habitant de la capitale a bien intégré les grands travaux de l'équipe d'Hausmann, au dix-neuvième siècle, qu'il n' imagine plus guère d'autre vocabulaire possible. Le parc de La Villette avait donné une nouvelle jennesse au genre, même métaphysiques, abstraits, prétentieux qui entouré sa naissance ont révélé heureusement un parti, somme bonhomme, de folies, de ces ours à surprises.

Le parc André-Citroën, 13 hectares virginisés de hautes usines, à l'ouest de Paris, en Seine. Une

plus loin  
découverte du monde  
des jardins, après un  
habitude, mais une  
peut-être, la pérennité  
incipies qui régissent le  
et par voie de consé-  
le croisement, de la cin-  
nature. Une affaire tour-  
cadine et conflictuelle, à  
ce, va va le voir, qu'un  
nouveau se inter-  
le parc André-Ci-

blassez le naturel, il  
au galop», c'est sur tout  
maine maxime que se  
nstituées, un fil au siè-  
deux ~~de la~~ des jar-  
parcs, et aujourd'hui  
sages, puisqu'enfin le  
l'homme, paysan ou

reconnu sur  
toire, qui serait  
maillés à futures  
ultaire a été  
sim-  
variables,  
des siècles  
rardinier ou du  
côté, la nature,  
et spontanée,  
le plus pré-  
tendu pré-  
d'un mon-  
elle on interdit  
e fuite on  
ux contraintes  
ertes à la dis-  
de exten-  
sions qui  
ction d'arbres

ponctuée d'architectures hautement pittoresques qui, un siècle d'écart, donne raison à Racine : « Il ne faudrait que s'écarter de naturel pour jeter l'extraordinaire. »

Lorsque le jury du parc André-Citroën, j'ai choisi, en 1985, une **maison** pour ce nouvel **« espace »**, le vilain mot qui transforme en **maison** cuite l'exhalation délicate de **l'oxygène** quotidien, - il devait **« être »** perturbé par **la** **« nature »** : chasser, ne pas chasser ? Il **devait** être également embarrassé par l'apparition, dans l'univers **des** jardins, qui ne se **« sentent »** pas perturbés par **la** **« nature »** : le rythme des saisons, les tensions presque aussi conflictuelles que **celles** de l'architecture et, qu'il y a peu, nous résumait un jeune paysagiste, visiblement **« de** parti pris, à savoir et en substance : il y a, d'un **« côté »**, les chichis et, de l'autre, ceux qui savent travailler sur l'espace.

**Frédéric Edelman**  
*Lire la suite page 34*



LYONNAISE  
DES EAUX  
DUMEZ

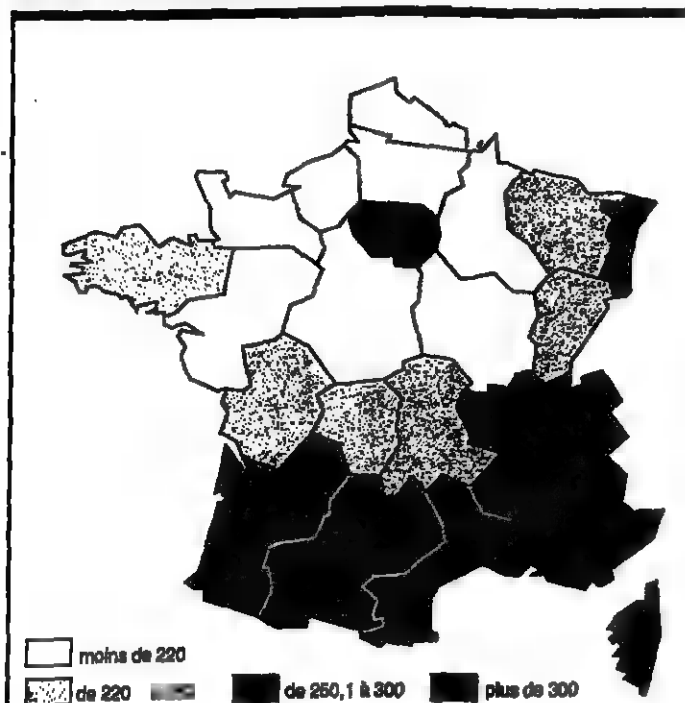
*Un groupe mondial  
de construction et de services  
pour l'environnement.*

**110001**



# REPÈRES

## STATISTIQUES



### Des médecins au soleil

En 1991, le nombre de médecins en exercice était de 52 096. La carte présente la densité de ces praticiens pour 100 000 habitants. Elle fait apparaître une meilleure dotation du sud de la France et surtout de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. (Source : INSEE.)

## CONGRÈS DES VILLES MOYENNES

### UNE CHARTE POUR UNE DÉMARCHE « QUALITÉ »

Pour assurer leur développement, les cités de 20 000 à 100 000 habitants mettent en avant leurs conditions de vie

CONSTITUÉE EN 1981 pour rassembler les élus des villes de 20 000 à 100 000 habitants, la Fédération des maires des villes moyennes (FMVM) a organisé ces deux derniers jours un congrès. Cette association s'est donnée pour mission d'affirmer les spécificités de ces cités, de renforcer leur rôle et de leur faire valoir leur capacité à agir en faveur d'un développement économique, social et culturel de qualité.

Le thème « qualité » a été le maître mot du colloque organisé les 26 et 27 novembre par la fédération à Aurillac (Cantal), à l'invitation du maire, René Souchon (PS). « Nous nous défendons une certaine idée du développement, en association avec les grandes capitales régionales ou avec le monde rural, souligne le président de la fédération, Jean Auroux (PS), maire de Narbonne.

Perspective appuyée par Jean-Louis Guigon, directeur de la DATAR, qui, de la région parisienne, fut un relais avec les congressistes par visioconférence. M. Guigon mit en avant six axes pour favoriser la dynamique des villes moyennes.

#### Tirer parti des « délocalisations »

Il estime qu'elles doivent être des lieux d'expression, de progrès, de « réforme du quotidien », mais aussi des partenaires pour les entreprises afin de favoriser le développement économique. Il souhaite que les villes-centres puissent tirer parti des « délocalisations », profiter de l'intercommunalité, amplifier leur rôle d'accueil, cultiver leurs différences et leur environnement. Ces thèmes ont été illustrés par les initia-

tives, abondamment commentées lors du colloque, de « villes diverses » : Dole, Annecy, Roanne, Le Puy, Niort, Albi et Saint-Brieuc. Des exemples qui ont conduit le président Auroux à proposer la création d'une « charte de qualité » qui devrait donner l'aval du congrès de la FMVM. « Affirmer que les villes moyennes jouent l'atout de la qualité, c'est passer un cap. Ce n'est pas le rôle des citoyens au niveau des relations sociales, du développement économique, de la formation et de l'environnement », a expliqué Jean Auroux.

Le président de la Fédération estime que, « demain, les espaces de dialogue dans les villes moyennes seront aussi importants que les espaces de verdure ». Il propose la création d'une charte et d'un « label » de qualité qui doivent permettre aux villes moyennes d'affirmer mieux encore cette démarche. Cependant, pour M. Auroux, il

de notre correspondant à Aurillac  
Bernard Catus

## AGENDA

- Consolidation des comptes. - La Maison des collectivités locales, société de conseil dirigée par Christian Jumeau, a organisé, avec la participation d'un consultant, Michel Klopfer, une journée d'études sur la consolidation des comptes. Les intervenants rappelleront notamment les dispositions de l'article 13 de la loi sur la décentralisation, entrée en vigueur le 1er janvier 1993.
- Renseignements au (16-1) 45-35-00-00.
- L'aménagement d'une grande vitrine. - L'association « Les vitrines européennes TGV », présidée par André Billardon, député PS et du municipal du Cher (Sologne-et-Loire), organise un colloque sur le thème « La grande vitrine et l'équilibre du territoire européen », les jeudi 21 et vendredi 22 janvier, à Nancy. Au cours de ces journées, l'association organisera une étude d'impact sur le BIPE (Bureau International de la Prévision économique) et ce sujet. A l'occasion d'un précédent colloque, le 10 octobre 1990, ont été publiés 100 pages de rendements sur les villes moyennes.
- Renseignements au (16) 83-17-42-34.

## CONTACTS

- Contribuables locaux. - Une association de représentants de contribuables locaux a été créée à Yverres (Essonne). Venue de Carpentras (Vaucluse), Briançon (Hautes-Alpes), Font-Romeu (Pyrénées-Orientales), Conflans-sur-Seine (Marne), de Sevelles et de Haute-Savoie, elle a pour but de défendre les intérêts des contribuables locaux et de lutter contre les augmentations d'impôts engendrées par le surendettement. Ils protestent contre la « tutelle financière exercée par les banques » sur les collectivités locales.
- Renseignements, Jean-Pierre Lucot, (16-1) 69-48-93-03.
- Nouveaux investissements pour les SEM. - Jean Raymond (PS), maire de Carpentras (Haute-Garonne), membre du Conseil éco-

nomique et social et auteur d'un rapport sur la décentralisation, vient d'être élu président de la Fédération nationale des sociétés d'économie mixte (FNESEM). Il remplace Bernard Carton (PS), député du Nord.

M. Raymond a annoncé la création d'un groupe de travail devant élaborer un code de déontologie des SEM, afin de favoriser la transparence entre les collectivités et les collectivités qui participent à leur capital ou leur gèrent des emprunts. Depuis 1983, les SEM sont contrôlées par des commissaires aux comptes. Mais, souvent, le lien qui existe entre les collectivités et leur collectivité-mère reste opaque. Pour favoriser une vision comptable plus synthétique, la loi du 6 février sur l'administration territoriale de la République impose que les communes annexent à leur budget l'ensemble des comptes des satellites. Le projet de loi contre la corruption renforce le contrôle sur les SEM en imposant qu'un bilan annuel de leur activité soit transmis aux assemblées délibérantes.

## TEXTES

- Les relations Etat-DDS. - Le Journal officiel a publié, le 4 décembre, une loi relative à la mise à la disposition des départements des services de l'équipement et de la prise en charge des dépenses de ces services. Ce texte clarifie les relations financières du département et des directions départementales de l'équipement (DDE), mais il ne manifeste aucune volonté décentralisatrice. Il est issu d'un compromis de l'Assemblée nationale et du gouvernement (Le Monde daté 27-28 mars). Les directions départementales des services de l'équipement demeurent des services de l'Etat. Les garanties statutaires du personnel sont édictées par le décret de l'Etat. Ce texte présente toutefois une avancée dans la mesure où il met fin à une décennie de prestations croisées, complexes et transitoires. L'Etat et le département ont désormais des relations de client à fournisseur. Préfet et président de conseil général définissent, par le biais

de conventions conclues pour trois ans, le volume de prestations devant être offertes par les collectivités. La quantité de prestations doit être déterminée par le conseil général. Les opérations de maintenance et de dépenses auxquelles donnent lieu ces activités industrielles et commerciales. Les départements qui ne signent pas de conventions sont soumis à une convention forfaitaire minimale. Cette disposition pénalise les collectivités qui souhaitent faire jouer la concurrence dans le secteur privé. Elle permet de maintenir un taux d'investissement minimal dans les services de l'Etat. Les départements qui veulent s'affranchir des services de l'Etat peuvent le faire dans un délai de dix ans.

Les communes peuvent demander que soit établi un projet d'organisation des services. Le personnel qui travaille actuellement pour le compte du département est placé sous l'autorité fonctionnelle de l'Etat. En cas de disposition, le président du conseil général doit obtenir de l'Etat la garantie pour la durée des commandes, sans toutefois qu'il devienne le véritable « patron » des agents concernés.

■ Un local pour les conseils départementaux. - Le Journal officiel a publié le 3 décembre un décret sur les conditions de mise à disposition de locaux pour les conseils de l'opposition municipale. Ce texte précise la loi du 8 février 1992, qui, dans son II, tente de renforcer la démocratie locale, en assurant notamment de meilleures conditions de travail aux élus minoritaires. La loi précise que, dans les communes de plus de 3 500 habitants, les conseillers n'appartenant pas à la majorité peuvent disposer sans frais d'un local commun, s'ils en font la demande. Les modalités d'aménagement et d'entretien de ce local sont fixées par accord entre les conseils municipaux et le maire. En cas de désaccord, c'est le maire qui décide. Dans les communes de plus de 10 000 habitants, la mise à disposition du local peut être permanente, mais temporaire.

## COMMUNICATIONS

### APPEL DE CANDIDATURES

Le Département du Bas-Rhin - Conseil Général - entend poursuivre la mise en œuvre d'actions coordonnées de communication tant internes qu'externes.

Les actions menées jusqu'à présent, et notamment la poursuite de la publication du magazine départemental, des opérations de communication destinées aux personnels, la mise en œuvre de nouveaux programmes dans le domaine social, dans le domaine des transports et de la sécurité, de l'environnement et de l'éducation, du sport et de la culture, doivent être accompagnées d'une politique de promotion tant de l'image institutionnelle que des actions du département, avec une priorité donnée à l'emploi et à la formation.

C'est la raison pour laquelle le département souhaite s'attacher pour une nouvelle période d'un an, éventuellement reconduite deux fois pour une durée égale, la collaboration d'une agence de communication chargée de la mise en œuvre d'une politique globale.

La présente annonce constitue un appel de candidatures pour le lancement d'un appel d'offres relatif au sens du code des marchés publics.

Les organismes intéressés sont priés d'adresser, pour le 15 janvier 1993 au plus tard, les caractéristiques de leur agence, de leur chiffre d'affaires, de leurs références au service des collectivités locales, de leurs références dans le domaine de l'édition, de la diffusion, de leurs expériences dans le domaine de politique de gestion et de ressources humaines ainsi que de leurs possibilités d'assistance de proximité.

Ce même dossier de candidatures devra être accompagné d'une note de réflexion de trois à cinq pages sur leur appréhension de la communication d'un département européen frontalier comptant près d'un million d'habitants.

Sur la base de ces candidatures, le Conseil Général retiendra un certain nombre - en principe six - de candidats pour une consultation plus approfondie suivie d'une audition pour laquelle les résultats d'enquêtes récentes seront remis.

Les candidatures sont à adresser à :

Monsieur le Président du Conseil Général du Bas-Rhin  
Direction des Services Généraux - Communication -  
Hôtel du Département  
Place du Quartier-Blanc  
67070 STRASBOURG Cedex

## FINANCES

### LA FIN DES ANNÉES FASTES

Les élus locaux devront choisir entre investissements et endettement

Les années de vaches grasses (1986-1991) ont cédé la place à des années de vaches maigres (1992-1996). Tel est le diagnostic posé par Pierre Richard, président du Crédit local de France, jeudi 10 décembre, au cours des troisièmes Rencontres financières organisées par l'établissement qu'il dirige. Le premier banquier des communes, des départements et des régions n'a pas dissimulé un pessimisme. La reprise économique, qui pourrait intervenir en 1994 ou 1995, n'exercera son plein effet que sur les collectivités locales qu'en 1996.

« Ne faisons pas de sinistres », a cependant conseillé M. Richard, en indiquant que les collectivités locales étaient plutôt « mieux loties » que les entreprises économiques. Pendant la décennie de la décentralisation, elles se sont « amusées », et leur situation financière est saine. En effet, de 1981 à 1990, les dépenses ont augmenté plus vite que les dépenses de gestion, sous l'effet, notamment, de la fiscalité locale. Plus les élus ont su maîtriser les dépenses de fonctionnement. Enfin, l'évolution de la dotation globale fonctionnelle

(DGF), principal concours financier, a été égale puis supérieure à celle du budget de l'Etat.

Les années 1991 et 1992 peuvent être considérées comme des « années de bascule ». En 1991 apparaissent des signes avant-coureurs, mais que la hausse des droits de mutation, conséquence de la morosité du marché immobilier. En 1992, on enregistre une inversion de tendances, un « effet de ciseaux ». Pour la première fois depuis dix ans, les recettes courantes progressent moins vite (+ 5,3 %) que les dépenses (+ 6,6 %).

L'épargne disponible pour financer l'équipement est réduite. Le montant de l'emprunt fiscal attendu va, cette fois, jouer au détriment des collectivités locales. Pour 1993 et 1994, les années de renouveau, les années de 1992, caractérisées par une faible croissance économique. Quant aux intérêts, ils ne devraient pas diminuer dans l'immédiat.

#### L'avis des citoyens consommateurs

Face à ces perspectives, quels scénarios possibles ? Une augmentation des taux d'imposition, l'effacement de la dette, ou l'augmentation de la contribution des citoyens consommateurs. Si les collectivités maintiennent leur capacité d'investissement, elles doivent augmenter la fiscalité. Si elles refusent d'augmenter la pression fiscale, elles doivent jouer sur l'emprunt. Il ne leur reste peut-être qu'à attendre que les contribuables des communes, des départements, des régions et, aujourd'hui, des groupements à fiscalité unique soient prêts à accepter de nouveaux sacrifices. Les différents prélèvements fiscaux peuvent-ils s'additionner les uns aux

autres, en toute indépendance, et indéfiniment ? De plus, la « maîtrise des dépenses de fonctionnement », tant prônée par les banquiers, est-elle désormais possible sans une « maîtrise de la qualité du service public » ? Quant au choix de l'emprunt, n'équivaut-il pas à un impôt à retardement ?

Le CLF souhaite exclure une réduction de l'équipement, « cet indicateur de l'optimisme des collectivités économiques ». Les collectivités locales sont les principaux investisseurs publics en France, puisqu'elles construisent les trois quarts des équipements civils, à l'exception de l'activité des travaux publics. Cette situation va-t-elle durer ? Les budgets de l'année 1992 montraient que l'investissement public avait reculé pour les communes. L'Association des maires des grandes villes de France explique, par exemple, que les élus ont dû amener à supprimer ou à reporter certaines dépenses d'investissement de prestige.

Pourtant, les activités traditionnelles d'investissement des collectivités, la voirie ou les bâtiments sont « difficilement compressibles ». De plus, « nos concitoyens souhaitent toujours plus d'équipement en matière de loisirs. Enfin, la protection de l'environnement devient une priorité ». Mais les élus doivent-ils céder systématiquement à la pression des citoyens-consommateurs ?

R. R.

TOULOUSE SE PRÉPARE  
À ACCUEILLIR SON MAIRE

ALSACE  
LES POLLUEURS  
SONT LES PAYEURS

« P »



RÉGIONS

MIDI-PYRÉNÉES

TOULOUSE SE PRÉPARE  
A ACCUEILLIR SON MÉTRO

Avant l'inauguration prévue le 1<sup>er</sup> juillet 1993, quelques invités privilégiés viennent de traverser la ville dans les rames du VAL

NAGUÈRE le terrain était plat, aux limites de la zone d'habitation du Mirail, un ensemble d'immeubles construits dans les années 1960. Là, dans ce lieu appelé Basso-Combo et promis à un aménagement concerté, des immeubles publics et deux ou trois entreprises pionnières qui voisinaient encore avec des champs de maïs du village.

En l'absence de la station à l'extrémité d'une station-garage de métro, les habitants du Mirail ont signé la conquête du sud-ouest de l'agglomération. Le pari est lancé d'attirer sur le site des entreprises qui ne peuvent se passer de moyens de transport. Déjà, la Caisse régionale d'assurances-maladie, qui vient d'inaugurer ses locaux, a ouvert le voie. Le paysage a changé. La station du Véhicule automatique léger (VAL), construite en viaduc, presque comme un totem, vertèbre désormais toute la zone.

La première ligne du métro toulousain commence ici son parcours au vu de tout le monde, portée par des arches de béton, percées de bouilliers d'aluminium. Elle dessert un arc de cercle parfait au-dessus du parking de l'hypermarché, avant de plonger doucement dans les entrailles de la ville à proximité des premières résidences du Mirail. Mais qu'un choix, le résultat d'un compromis entre

les riverains qui, lors des enquêtes d'impact, ne voulaient pas entendre parler d'un passage du VAL. Mais il faut accepter le silence.

Ce métro, qui a surpris les deux usagers utilisateurs privilégiés six mois avant les travaux toulousains par sa rapidité et ses accélérations rapides, refait surface à hauteur de la nouvelle ville de Toulouse. Un obstacle qu'il franchit au viaduc, pour à nouveau s'enterrer juste après. Plus question de l'ancien tramway en centre-ville avec des stations obligées, au Capitole, à proximité de la mairie de Toulouse, ou encore par Matabiau, pour assurer le lien avec les lignes SNCF.

Deux taupes géantes : Brennus et Clémence

Il s'agit alors la dernière partie de son parcours citadin, grimpant au sous-sol la colline de Jolimont, pour finalement ressortir à son terminal nord-est, qui semble suspendre sa course dans l'espace sur un bûti qui s'apparente pas d'un effet de la ligne. Cette première ligne emprunte donc sur une distance de kilomètres mille mètres de viaduc, trois mille mètres de souterrain et six mille de tunnel.

Voilà plus d'un an que le plus spectaculaire des travaux, ajoutant aux difficultés de la circulation, a été lancé. Le chantier du métro

« Toulouse », se plaît à dire le maire, Dominique Baudis (CDS). Une épreuve que les Toulousains ont cependant acceptée avec une certaine philosophie, plus intriguée – et peut-être fière – que dérangée par les impressionnantes machines requises pour creuser le sous-sol de la ville. Dès l'automne 1989, deux équipes géantes ont travaillé jour et nuit pour creuser le tunnel du centre ancien. Elles avaient pour noms Brennus et Clémence. Lors du passage dans le canal du Midi, dans des sols de mauvaise qualité, les ingénieurs durent pourtant congeler le terrain afin que les travaux ne poursuivent sans trop de risques.

C'est à l'été 1992 que furent entrepris les travaux d'embellissement des stations. Une tâche qui se poursuivra jusqu'à avril 1993 et qui a sollicité la concours d'artistes locaux renommés. Jean-Paul Chambaz, dont la fresque géante s'étend déjà sur un mur de la station Mermoz. Dimitri Orsac a été chargé pour sa part de la décoration de la station Bagatelle. Il y a fait le choix de la lumière, jouant sur les effets de miroir et les franges de couleurs qui créent l'espace.

Cette vaste opération de modernisation par Métropole transport développement (1) permet, par-delà la diversité des matériaux utilisés, une personnalisation de chacune des stations, pour favoriser la rencontre de l'art contemporain et des

du métro. Bien que séduits par le projet, certains artistes demeurent sceptiques sur le futur du métro. Ils préfèrent parler tout simplement d'éléments de décoration traités anti-tags pour la mise en service de la première ligne prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 1993.

Pour intégrer les stations dans les différents plans de la ville, de multiples opérations d'accompagnement ont été programmées : aménagement de places, de chemins piétons, des terminus bus avec des lignes SNCF... La majeure partie de ces travaux doit débuter au mois de janvier.

Le devis initial respecté

Ainsi arrive à son terme un projet qui a coûté à la ville de Toulouse 10 milliards de francs, mais qui fut réellement relancé à l'occasion des élections municipales de 1983. Dominique Baudis, candidat alors à la succession de son père Pierre, préconisait la création d'un métro léger au grand train des socialistes qui ne justifiait, en ce temps-là, que par le tramway, dont le dernier cesse de circuler à Toulouse en 1957. En octobre 1984, Laurent Fabius, premier ministre, promet 300 millions de francs pour la construction de la première ligne de ce qu'on appelait alors un transport en commun à haut débit. L'une des plus fortes sommes allouées par l'État pour un projet de cette nature.

En 1985, le conseil municipal se prononce pour le VAL. Puis, après le Syndicat des transports en commun, l'instance de l'agglomération, le niveau de l'agglomération, troque son président, le socialiste Léon Beckhoutte, par ailleurs président du conseil général de la

Haute-Garonne, pour un proche de Dominique Baudis. Tour de passe-passe qui permet aux socialistes du conseil général de passer la main au maire de Toulouse de faire passer son projet.

Après de longues études de faisabilité, les travaux ont finalement débuté en avril 1988. L'argent de l'État et le travail de transport, payée par les entreprises, ont permis de construire la première ligne du VAL, avec un appel aux contribuables. Le devis initial, 3 milliards 315 millions de francs hors taxes, a été respecté à l'exception près. Le gouvernement a déjà fait savoir qu'il était disposé à renouveler ces contributions mais en précisant le montant, pour la construction de deux autres lignes afin de réaliser un réseau complet de transports au site propre à l'horizon 2000. Il le choix du VAL ne fait aucun doute pour la ligne B qui relie le quartier des Minimes au nord de Toulouse, jusqu'au complexe scientifique de Rangueil, au sud de la ville, rien n'est encore prévu pour la ligne C qui pourrait bien emprunter la direction de Colomiers.

Mais, qu'ils soient socialistes ou partisans de Dominique Baudis, les élus semblent tous d'accord sur un point : l'agglomération est le cadre obligé de son nouveau projet.

de notre correspondant à Toulouse  
Gérard Vallès

(1) Métropole transport développement est une société anonyme au capital de 10 millions de francs, dans laquelle participent la Caisse des dépôts et consignations, Matra, des établissements régionaux et un syndicat de transports en commun, SYNTAT. C'est ce syndicat, précédemment en charge de la ligne de bus, qui exploitera le nouveau réseau métro-bus à partir de juillet 1993.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

HORODATEURS : PAS DE TARIFS A DEUX VITESSES

Le maire de Toulon condamné à supprimer les abonnements

Le tribunal administratif de Nice a décidé récemment l'annulation de deux arrêtés d'un arrêté pris par le maire de Toulon, le 20 juin 1991, et instituant des abonnements mensuels et trimestriels en zone de stationnement de longue durée. Il s'agit là de décider d'un conflit opposant la municipalité à l'Association des Toulonnais de la haute ville (ATHV) créée en mars 1988, une association après le retrait en place des premiers horodateurs dans les rues de la cité.

Pour les responsables de l'association, « les tarifs à deux vitesses soumettaient l'automobiliste à la loi du hasard » en vertu d'une « atteinte à l'égalité des citoyens devant la charge publique ». Forte de trois mille membres, l'ATHV appuie aussi son action sur l'atteinte à la qualité de la vie et à l'épanouissement économique du centre-ville. Elle conteste le choix de la municipalité de François Trucy (UDF-PR) de confier la gestion des redevances à une société privée et d'appliquer des tarifs différents selon les zones de stationnement.

Dès sa création, l'association a préconisé une grève du paiement des procès-verbaux. Une position largement suivie le 17 février 1989, le tribunal de police de Toulon a déclaré illégal l'arrêté municipal relatif aux horodateurs et a ordonné 72 mandats venant. Le parquet ayant fait appel, ce jugement a été infirmé le 21 juin 1990, mais l'ATHV introduit un recours devant le tribunal administratif de Nice qui, le 26 mars 1991, rend des conclusions

confirmées par le tribunal de police de Toulon et aboutissant à la relaxe de 101 prévenus poursuivis pour le non-paiement de 3 700 contraventions (le Monde du 22 juin 1991).

D'autres jugements suivront, dont le plus important sera celui du tribunal administratif de Nice en date du 20 août 1991. Il annule déjà l'article de l'arrêté municipal prévoyant la différence de tarifs d'abonnement, un jugement confirmé récemment, après appel du procureur général, annulation de la cour d'appel et maintien des tarifs de l'ATHV. Le 12 août 1991, la municipalité toulonnaise avait cru à une parade à deux vitesses en instituant une obligation pour les abonnés d'installer, à l'intérieur de leur véhicule, un ticket journalier indiquant que la durée maximale de stationnement était de 24 heures. Le tribunal administratif s'y est opposé, y relevant un « excès de pouvoir ».

Jacqueline Clifford, présidente de l'ATHV, estime que « le jugement, de portée générale, est susceptible de faire jurisprudence à l'échelon national, nombreuses sont les communes en stationnement payant dont le maire a prévu des abonnements dans son arrêté ». Aussi essaye-t-elle aujourd'hui de provoquer un regroupement des communes militantes dans le même sens que la sienne, pour rechercher des solutions communes.

de notre correspondant à Toulon  
José Lanzini

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 45-48-80-28

ALSACE

LES POLLUEURS SONT LES PAYEURS

Deux entreprises de Mulhouse ont versé 35 millions à un syndicat de communes

PLUS grave que l'affaire Sandos, l'accident de l'usine Alfred Exinger, directeur du laboratoire d'hydrologie de la commune de Kingersheim, a été l'objet d'une enquête de la justice. C'est dans son laboratoire qu'ont été effectuées la plupart des analyses depuis le jour où, en 1986, des habitants de Kingersheim, commune de 11 500 habitants du Haut-Rhin, ont porté plainte de la qualité de l'eau potable, désagréable au goût et au brûlante.

Une trentaine de micropolluants, des dérivés du benzène et de l'aniline, y furent détectés. Depuis 1987, deux puits du champ captant d'Illzach durent être déconnectés du réseau, un puits de dépollution fut et un accordement provisoire effectué sur le réseau d'eau potable de Mulhouse, situé en aval.

Malgré toutes ces mesures, la pollution, loin de diminuer, s'amplifia, au point qu'en février 1988, après la découverte de dinitrotoluène (un produit chimique cancérigène), le préfet ordonna l'arrêt du champ captant, avant de déclarer l'eau de la nappe impropre à la consommation.

L'origine de la pollution avait, entre-temps, pu être déterminée. Elle était en fait double. Les responsables : deux entreprises chimiques de Mulhouse, ICMD, filiale de Rhône-Poulenc, et SPCM, filiale d'Ugine-Kuhlmann. La première est située sur la Doller, la seconde sur l'Ill, des rivières dont la qualité des eaux avait, en son temps, été à l'origine du développement du textile à Mulhouse et de l'industrie chimique des colorants. Les deux pollutions étaient différentes selon les nappes.

Pour la SPCM, usine aujourd'hui fermée et rasée, les fûts de produits toxiques

avaient été soigneusement enterrés par les anciens dirigeants, à l'exception de la nappe de la Doller. La dépollution, ordonnée par la justice pour la réhabilitation des terrains acquis par la ville de Mulhouse, a vu l'évacuation de plus de 70 000 tonnes de résidus et quelque 1 500 fûts de produits pour un coût total de 76 millions de francs, pris en charge par l'entreprise.

C'est ICMD, la pollution de l'origine accidentelle. En 1976, une fuite s'était produite sur une conduite, entraînant une perte estimée à 300 tonnes de chloronitrobenzène (CNB). L'accident n'avait été signalé à l'administration que onze ans plus tard. Cette pollution avait entre-temps progressé dans la nappe phréatique jusqu'à un kilomètre au nord, rejoignant la langue de pollution en provenance de la SPCM à hauteur du champ de captage.

Ouverture d'un nouveau champ captant

Cinq des six communes concernées constituèrent, en 1989, un syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU), avec pour objectif de trouver une solution autonome à l'approvisionnement en eau, jusqu'alors assuré à la SOGEST, une filiale de la Lyonnaise des eaux, propriétaire des captages pollués.

Un nouveau champ captant fut ouvert dans la forêt de Hardt, distant de 11 kilomètres du premier. Sa réalisation nécessita un emprunt de 39,7 millions de francs que le syndicat s'était engagé à rembourser en vingt ans, grâce à une surtaxe de 1,70 franc, hors taxes, par mètre cube d'eau.

Le coût d'une somme de 35,35 millions de francs par

les deux entreprises chimiques est un terme à plusieurs années de négociations. La justice a permis de toucher à la part des pollueurs, mais lesquels il avait, parallèlement à ses négociations à l'amiable, engagé une action judiciaire pour « perte de contrats », lui permet aujourd'hui un remboursement anticipé de cet emprunt. Et, donc, de réduire de 1,30 franc hors taxe le prix du mètre cube.

« La chimie s'est donné un nouveau défi »

Le président du SIVU, Roger Zimmermann, maire de Wittenheim, membre des industriels Daniel Bajelet, directeur général de ICMD, et Lucien Courson, liquidateur de la SPCM, se félicitent de l'issue jugée « satisfaisante pour la majorité » des personnes concernées.

Pour M. Bajelet, « la chimie s'est aujourd'hui donné un nouveau défi ». Elle ne peut produire proprement à proposer son savoir-faire pour réduire l'impact des activités de l'homme sur son environnement ». Ce sera sa contribution à un « nouvel ordre social et économique » qu'évoque M. Zimmermann, un homme qui s'inscrit dans une approche plus écologique.

Le chimiste bâlois Zimmermann avait été sensible à cette évolution en reconnaissant sa responsabilité dans la pollution accidentelle du Rhin et en indemnisant rapidement et de manière importante ceux qui en avaient été les victimes. ICMD n'a pourtant pas en l'exemple bâlois pour engager une nouvelle stratégie. En effet, depuis l'été 1987, l'entreprise poursuit des travaux de dépollution sur son site.

Quatre stations de pompage ont permis de fixer puis de réduire notablement les concentrations en micropolluants. Au point qu'aujourd'hui l'eau du champ captant d'Illzach est à nouveau potable. Mais elle ne coulera jamais plus au robinet.

de notre correspondant à Mulhouse  
Bernard Lederer

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Les emplois des canaux

SOURCE de vie pendant des siècles, les canaux d'irrigation du Roussillon, créés entre les XI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, ont dégradé. Consistent de l'importance des canaux de l'équilibre naturel de la flore et de la faune ainsi que leur rôle dans la protection des incendies. Pierre Estrac, maire d'Oreilla, une commune de moyenne montagne ne comptant plus qu'une trentaine d'habitants, est à l'origine de la création de l'ACESE (Association catalane pour l'environnement, la solidarité et l'emploi).

Soutenu par le conseil général des Pyrénées-Orientales, l'ACESE souhaite servir d'intermédiaire entre les 292 communes du département qui entretiennent chaque hiver 2 000 kilomètres de canaux d'irrigation et les communes privées d'emploi. Ainsi, l'association syndicale d'entretien du canal d'Oreilla, que préside Pierre Estrac, va vers à l'origine de 30 emplois solidaires durant deux ans.

HAUTE-NORMANDIE

Criel-sur-Mer choisit la digue

Le site de Criel-sur-Mer (Seine-Maritime) ne changera pas. Menacée par le recul constant de la ligne de la mer, la petite cité balnéaire devra choisir entre la construction d'une digue de 180 mètres en retrait de la plage et la transformation d'un petit terrain situé en un profond marais (le Monde du 20-21 septembre).

Choix, par ailleurs, par le maire de la commune, Jean Lemaire (divers droite), le population a préféré par 51 % la voie la première solution. La faible écart de voix a laissé des espoirs aux écologistes opposés à la digue. Le premier magistrat de la commune espérait l'annulation de son administration un peu bien net. Finalement, le « oui » timide des Criellois a contraint le conseil municipal à prendre ses responsabilités. Et malgré le vote de l'opposition, il a été entériné par 13 voix, 1 abstention et 5 refus au vote, le « recul de la mer » qui avait suggéré la construction de l'équipement en une étude financée par le conseil général de la Haute-Normandie.

PAYS DE LA LOIRE

Voitures à gaz de Nantes

MOINS de pollution de ville, diversification des sources d'approvisionnement d'énergie, c'est le double intérêt de la voiture à gaz naturel qui sera mise en service à Nantes. La ville va s'équiper de 300 véhicules à gaz en cinq ans, dont 50 véhicules à gaz naturel comprimé pour les véhicules (GNV), technique développée par le pétrole liquéfié (GPL), à la mise au point au centre EDF-GDF d'Orvault, dans la région nantaise.

Les techniciens du GNV de France redécouvrent une formule qu'utilisaient beaucoup d'automobilistes du Sud-Ouest, au bon temps du gaz de Laco. Formule également utilisée en Italie où 240 000 voitures tournent avec des bouteilles de gaz comprimé (et plus de 700 000 dans le monde). L'équipement coûte 8 000 francs, et le prix du GNV se situerait entre le gas-oil et le super. Mais deux obstacles seulement freinent le GNV : Nantes et Saint-Gaudens (près de Laco). C'est pourquoi, en attendant d'être encouragés par les particuliers, Gaz de France s'adresse aux collectivités, qui, elles, peuvent se payer une station de gaz naturel pour véhicules. C'est le cas de la convention signée entre EDF-GDF, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (AEME) et la ville de Nantes.



## PARIS

## ENVIRONNEMENT

## Que faire des résidus médicaux ?

Le règlement sanitaire départemental respecté, les déchets médicaux issus des cliniques, cabinets médicaux ou infirmières parisiens devraient être placés dans des conteneurs spéciaux, puis incinérés à haute température. C'est le cas des résidus sortant des grands hôpitaux de la capitale qui sont brûlés à Créteil (Val-de-Marne) dans des fours spéciaux. En réalité, une bonne partie des résidus quotidiens de la médecine de ville finit dans des poubelles qui reçoivent aussi les ordures ménagères.

Pour éviter fin de ce laxisme, le service de la propreté de la ville a décidé d'examiner les poubelles « suspectes », et de leur faire trier si nécessaire et de facturer le coût aux contrevenants.

Par ailleurs, ceux-ci paieront des contraventions dans le tarif qui doublera. Seul problème : cette vague de moralisation, l'usine de Créteil ne peut traiter qu'un peu plus de la moitié des résidus médicaux d'Ile-de-France. L'excédent sera « exporté » à Nantes ou à la Normandie. Une nouvelle usine d'incinération est projetée à Pontoise (Val-d'Oise) mais elle ne sera pas « opérationnelle » avant quelques années.

## COMMERCE

## Campagne

## « Kissouri

## Père Noël »

LA campagne de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) a une houpelande à Kissouri. L'été dernier, ce petit personnage avait été l'embellie d'une campagne destinée aux professionnels, commerçants, hôteliers et restaurateurs, en contact avec les étrangers du passage. Elle avait dû réagir à la mauvaise réputation de l'accueil en région parisienne, jugé « fermé à l'international, chauvin et nonchalant ».

L'opération, initiative de la Capitale économique - qui regroupe des entreprises d'Ile-de-France - a été reconduite pendant les fêtes de fin d'année. Durant le mois de décembre, des cinquante panneaux publicitaires indiqueront, sur les murs de la capitale « Dear guests, we have a gift for you » (Chers hôtes, nous avons un cadeau pour vous) ; 10 000 affichettes identiques seront apposées dans différents commerces de la capitale, et les touristes s'y verront offrir en guise de signe de bienvenue un petit agenda.

## LOISIRS

## Feu le parc Cousteau

Le parc océanique Cousteau, situé dans les tréfonds du forum des Halles, a été transformé en cinéma. Le commandant Cousteau, en la ville de Paris ce cube blanc d'acier d'y réviser l'impossible : présenter la mer, la mer, une goutte d'eau, ni un poisson. La vidéo, les lasers et les maquettes devaient y suppléer. Résultat, au lieu d'un parc océanique, on aurait permis de rembourser l'investissement (120 millions de francs), il n'en est rien.

Après trois ans de déceptions, la ville a décidé de rendre le parc à son propriétaire judiciaire. Le tribunal de commerce de Paris vient d'autoriser la UGC à reprendre le lieu. Le parc étant contigu à l'actuel cinéma Forum Horizon, la reprise compte transformer l'ensemble en un complexe cinématographique. Dans les abysses du lieu qui n'ont pas été utilisés par le commandant, le 7<sup>e</sup> art, le vrai, reprend donc ses droits.

## CULTURE

## LA CAPITALE AIDE LE SPECTACLE

La municipalité a décidé de venir au secours des organisateurs de concerts

La morosité n'épargne pas la culture, même à Paris. Tous les secteurs paraissent tour à tour frappés d'une certaine atonie. Dans la capitale, les exploitants de cinéma, puis les libraires, enfin les propriétaires de théâtre se plaignent, depuis trois à quatre ans, d'enregistrer une baisse de régime.

Cette année, ce sont les organisateurs de concerts, jusqu'à présent épargnés, qui semblent touchés. Les concerts ont une mauvaise saison à travers la ville des trois mois d'hiver, mais les premiers jours d'avril, François de Panafieu (RPR), adjointe chargée de la culture, n'a pas manqué d'être alertée. Avec ses fonctionnaires et les professions concernées, elle a imaginé, sans frais du budget municipal, de lancer des campagnes de promotion durant les mois d'hiver.

## Opération « Collection Capitale »

En 1989, on a encouragé les Parisiens à aller au cinéma en leur garantissant durant une semaine qu'en optant pour la séance de 18 heures ils ne paieraient leur place que 18 francs. Le manque à gagner était versé par la Ville aux exploitants. Mais que modeste, le taux d'augmentation de la fréquentation a incité à répéter l'opération à 18 francs, 18 francs, chaque hiver depuis lors. Elle

renouvelée de 3 à 5 février dans environ 200 salles cinématographiques de la capitale.

En 1990, on veut les faire venir au théâtre. Le coup de poing municipal. Durant trois jours à Paris, une centaine de salles, en a offert à tout spectateur une place supplémentaire gratuite. Les résultats ont été spectaculaires. Un sondage effectué sur un échantillon représentatif de 14 théâtres a révélé que durant ces trois jours la fréquentation a pratiquement doublé.

Mieux encore, un tiers des spectateurs étaient des étrangers. L'opération baptisée « Paris aux scènes » sera l'an prochain, au début du mois d'avril, à sa quatrième édition.

Pour les livres, la direction des affaires culturelles de la Ville a lancé une action technique d'appel. Durant une semaine quelques centaines de libraires de la capitale ont pu acheter à un prix supérieur à 100 francs la réédition d'un ouvrage disparu ou épuisé. L'an dernier, par exemple, 20 000 livres ont été ainsi distribués aux libraires contributeurs parisiens : « Vie de Rembrandt » par Kees Van Dongen, un classique d'Eugène Sue ou un recueil de nouvelles de divers auteurs réunies dans le titre « Le Diable à Paris ».

Trois cent vingt libraires - leur nombre croissant semble indiquer qu'ils tirent avantage de cette campagne - participent du 12 au 16 mars à la cinquième « mouture » de l'opéra-

tion « Collection Capitale ». Elle donne la musique, qui paraissait à l'abri de la récession. Or la voilà à son tour atteinte par le mal de langueur. Hier les opéras et opérettes qui se donnent toujours à guichets fermés, pour bien de temps encore, les concerts ne sont plus nombreux. On ne peut donc offrir que de telles virtuoses de réputation internationale a joué à Paris devant des rangées de fauteuils à demi vides.

## Soldes culturels

Au cours de l'été 1991, Claude Samuel, directeur de la musique à Radio-France, a fait part à François de Panafieu de cette étrange désaffection. Celle-ci a débouché d'application aux mélomanes la thérapie déjà employée pour le cinéma, le théâtre et le livre. Du 10 au 14 janvier, on offrira une place gratuite à toute personne qui achètera un billet pour l'un des 150 concerts qui se donneront à cette époque dans 37 églises et salles paroissiales (1). On espère que l'attrait de l'opération « Paris aux scènes » à la musique vivante va inciter les instrumentistes en habit à l'atmosphère un tantinet compassée des soirées, préférer leur transitoire à une sortie (le Monde du 10 décembre).

L'ensemble des « soldes culturels » aura coûté au budget municipal plus de 17 millions de francs. Une somme considérable de prévenir le chômage qui menace les employés des bibliothèques et les gens du spectacle.

Marc Ambroise-Rendu

(1) Renseignements au 45-22-79-36.

## LE JARDIN DES MYSTÈRES

Suite de la page 21

Epouvanté donc par les éventuelles conséquences de son choix, le jury du concours devait désigner deux équipes lauréates, qui rapprochaient vaguement leurs plans-masses, mais qu'au-delà tout semblait s'arrêter. D'un côté l'équipe formée par l'architecte Patrick Berger et le paysagiste Gilles Clément, adeptes d'une nature libre et d'érudition et qui prônait d'une mystère de l'exploration, qu'elle soit botanique ou architecturale (c'est là l'ingrédient qui marque Citroën). De l'autre les architectes Jean-Paul Viguier et Jean-François Jodry, touche-à-tout experts de l'architecture, notamment, avec François Seigneur, du pavillon français de Séville, associés avec au paysagiste Alain Provost.

On ne va pas ici de dissocier ce qui revient à l'une ou l'autre équipe, puisqu'en définitive une logique commune a bien été trouvée qui fait de ce jardin un jardin des mystères. Mystère à l'égard des sens du monde, mystère de l'espace, de la nature, de l'architecture, mystère d'une échelle humaine qui s'échappe et se révèle, mystère qui permet l'initiation, voire la révélation, pour faciliter la saisie d'idées ou d'images fugaces comme des fleurs éphémères. Mystère aussi par le silence qu'il impose à la ville les murs que le parc accumule, donnant un nombre infini de clefs pour la lecture du jardin. Car le parc André Citroën échappe à toute appréhension globale, à la lisibilité des jardins dits de la française.

Pour être juste, dans la louange, il convient de préciser d'abord qu'il a quelque peine à se démarquer comme il se situe dans la ville. Les heurs et malheurs de l'urbanisme l'ont entouré d'architectures qui se plient plus ou moins bien au projet de concepteurs. Ainsi, il aura fallu faire oublier, ou atténuer qu'il ne peut, l'im-

pect du Ponant, immeuble de verre à la forme précaution, plus ou moins basculant isolé par une série de bastions qui sont autant de chapelles exploitées aux abords de l'architecture.

Sur l'autre bord, Roland Simounet gère des immeubles en cascade, peut-être un peu présents, un peu trop hiératiques, trop blancs, trop vitrés, trop marqués de lumière, mais qui, malgré un « trop », parle une langue adaptée aux mystères du parc. Au fond, le bel immeuble de Michel Kagan envoie une sourde clameur et résonne au siège de Canal Plus, signé Michel Méier, un peu plus loin à l'autre bout de l'horizon.

## Paysages

## sonores

Dans l'état, et en attendant que poussent, ici ou là, des arbres, le jardin demande donc que l'on fasse abstraction de la ville, qu'on lui donne le ciel. Et ce travail fait, on se sent en une manière d'enchantement. Les deux grandes masses de verre et la batterie des petites masses qui répondent aux bastions du Ponant définissent une deuxième limite du parc Citroën, remarquables objets que ces murs de verre par la précision, les lourdes transparences, le verre lui-même la matérialité des serres d'autrefois, nervurées de lumière. L'eau est la dernière clef du parc parce

qu'elle y crée des frontières, donc des parcs, enferme l'immense pelouse centrale pour y interdire les jeux de ballon, mais jaillit de façon rigolote sur l'esplanade des grandes serres pour tremper les gamins qui surfent entre les jets. Ailleurs, l'eau se présente rieuse, sinueuse, bruit et lumière avant de se perdre en sonores et mousses que l'on peut voir les yeux fermés.

Il y a enfin les plantes qui forment un véritable jardin botanique par l'immense variété des espèces que l'on trouve. Dialoguant avec l'eau et les reliefs du sol, avec l'ombre et la lumière, elles engendrent une multitude de paysages, graduellement explorables selon la façon dont un cadre le regard, ou selon son esprit.

C'est un des coins, Clément a réussi à préserver une partie de son idée de jardin en mouvement, jardin fait de l'opposition du vent, des saisons, des temps qui passe, et où, comme on dit, la main, le jardinier ne peut en principe pas le pied. C'est là l'exemple le plus poussé de l'imagination et de la liberté déployées sur le site du parc Citroën, mais, du plus simple au plus élaboré, du plus austère au plus cistercien, à la plus flamboyante des architectures gothiques, il ne manque vraiment rien pour qui aime la nature et les mystères, pour qui collectionne, par exemple, les arbres aux feuilles rouges en automne, ou qui, simplement, veut s'offrir un solide moment de poésie.

Certains penseront que ce n'est pas un jardin pour enfants, mais un jardin pour vieux érudits. Mais avons-nous besoin de l'idée que le vieil homme et l'enfant peuvent ici se prendre par la main.

Frédéric Edelmann

## Un métier : Scénariste de cinéma.

Depuis vingt ans, l'ESEC forme des professionnels de l'audiovisuel. Elle produit et réalise, avec ses étudiants, des films de fiction et documentaires primés dans les festivals internationaux. Elle ouvre, en janvier 1991, le premier enseignement au métier de scénariste professionnel de cinéma et de télévision.

L'école internationale des images et des sons ESEC 21 de Citeaux 75012 PARIS 13 43 42 43 22

## URBANISME

## LE PAVILLON ASSIÉGÉ

Dans le vingtième, le site de « Casque d'or » est menacé

A maison et le jardin ayant servi de décor, le site de Jacques Becker, sont menacés par le projet de construction d'un immeuble social, dans le vingtième arrondissement.

## Falaises de béton

Le site immortalisé par Simone Signoret est constitué d'une maison de quatre étages, d'un pavillon, d'un kiosque à musique et d'un atelier de souffleur de verre, le tout entouré d'un jardin arboré et d'un étroit sentier menant au village de Belleville. L'arrière doit son nom à trois fontaines, dont l'une est classée monument historique.

Ce coin de Paris, occupé par des artisans et une population aux revenus modestes, est progressivement reconquis par des immeubles d'appartements à loyer modéré qui prennent la place des demeures du site dernier et de jardins à l'abandon.

L'opération projetée au numéro 44 s'inscrit dans un mouvement de modernisation

qui enferme la rue des Cascades - 5 mètres de large, avec des maigres trottoirs - entre des falaises de béton.

Les locataires du site de Casque d'or, Xavier et Chantal de Mirbeck, l'un artiste souffleur de verre, l'autre écrivain, ont cherché à empêcher l'Office public d'habitation de Paris (OPAC) de respecter le pavillon qu'ils occupent, le porte gravement atteinte l'immeuble.

Le projet aboutit à la destruction d'une maison ancienne, du kiosque à musique et de l'atelier. Le site du jardin s'avance jusqu'à quatre-vingt centimètres de l'angle de leur demeure. C'est pourquoi ils maintiennent les signatures qu'ils ont déposées devant le tribunal administratif, pour dépeçage de la parcelle autorisée par la POS, les signatures à recueillir, les signatures au titre d'une pétition qui se compte à 500.

On leur oppose que le projet de l'Office - la cinquième depuis que le site de Casque d'or a été acheté par la ville en 1961 - a été approuvé par l'architecte des bâtiments de France.

L'aspect du nouvel immeuble a été conçu pour qu'il s'intègre dans son environnement. Reste le sort de la rue des Cascades, dont le caractère s'évapore au gré d'opérations successives et dispersées.

M. A. R.

## DÉCALAGE HORAIRE

## Budapest, un géant aux pieds d'argile

Après avoir vécu sous le joug du « centralisme démocratique » pendant quarante ans, la Hongrie post-socialiste ne jurait que par la décentralisation. Une volonté de rupture par rapport au passé mais aussi un jugement de bon sens : le pays est trop centralisé par Budapest. Avec ses deux millions d'habitants, la capitale hongroise est la ville la plus peuplée d'Europe centrale et accueille un cinquième de la population magyare.

Dans la foulée des changements du printemps 1990, les élections municipales du mois d'octobre ont balayé les anciens « conseils » de type soviétique et mis en place des collectivités locales démocratiques. A Budapest, c'est Gabor Demszky, ancien dissident et figure de proue de l'opposition, qui remporte le scrutin.

Mais, à Budapest plus qu'ailleurs, l'émergence de ces nouvelles structures municipales a été le théâtre de la rébellion. La mairie a été débarrassée de toute tutelle idéologique, mais sa marge de manœuvre est presque nulle. Les vingt-deux arrondissements de la capitale disposent d'une énorme liberté de gestion sur leur territoire, et le moitié du budget de la ville provient directement des impôts de l'Etat à l'arrondissement.

Les arrondissements ont même obtenu le droit de voter leurs propres dépenses et leurs recettes sont limitées. Les impôts locaux ne représentent qu'environ 10 % de leurs ressources. En raison d'une fraude fiscale massive et pour éviter de froisser les électeurs, les arrondissements ont dû s'efforcer d'augmenter les impôts. Mais s'ils le faisaient, l'intendance aurait beaucoup de mal à suivre car la ville ne dispose que de vingt-huit inspecteurs du fisc.

Face à l'impasse, reste une seule solution : vendre le patrimoine dont les arrondissements ont hérité de l'ancien Empire, plusieurs dizaines de milliers de logements et d'immeu-

bles pour l'habitat de Budapest. La mairie de la capitale, géant aux pieds d'argile, ne dispose d'aucun droit de veto sur ces transactions et s'efforce de limiter les risques de dérapage d'une telle situation. Hier, un poignée de sites historiques (l'Opéra, le Château...) ont été vendus à des prix élevés. En l'absence d'une nouvelle loi sur la protection de l'environnement, la mairie, toujours en préparation, le maire d'un arrondissement peut, par exemple, vendre l'un de ses monuments à un supermarché ou un fast-food.

« La décentralisation est allée trop loin », estime Tibor, administrateur général de la ville, qui plaide pour « une capitale unifiée », à savoir un environnement des pouvoirs de la mairie imprévisible face à des interventions autonomes, la ville de Budapest se sent aussi coincée par les nouveaux mandats de la République, dont le rôle s'apparente plus ou moins à celui des préfets en France. Huit d'entre eux ont été élus par le gouvernement dans le pays en janvier 1991, mais malheureusement après les élections municipales, largement remportées par l'opposition. Celle-ci, la mairie de Budapest en tête, voit dans ces commissaires une tentative de recentralisation du pouvoir.

Les rapports entre la capitale et le commissaire pour Budapest, Peter Szentgyörgyvölgyi, sont notamment mauvais. Ce dernier se démarque de toute ingérence politique : « Je ne suis pas là pour un gouvernement mais un contrôle légal sur les municipalités », affirme-t-il. Au-delà des polémiques, les différents épisodes de cette cohabitation tumultueuse illustrent surtout la difficulté pour les deux parties à s'adapter au nouveau jeu complexe des contre-pouvoirs institutionnels.

de notre correspondant à Budapest Yves-Michel Riols

SEINE-ET-MARNE  
MONTEREAU  
EN PANNE DE DÉV

SEINE  
TOP-PLEIN  
STADES



ILE-DE-FRANCE

SEINE-ET-MARNE

# MONTEREAU EN PANNE DE DÉVELOPPEMENT

Aux limites de l'Ile-de-France, la ville industrielle devenue cité-dortoir s'enfoncé dans le chômage

« L'OPERATION a connu un certain succès médiatique mais le résultat concret a été quasiment nul », reconnaît aujourd'hui Alain Drèze (PS), maire de Montereau-Faut-Yonne (Seine-et-Marne). Au printemps, pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation catastrophique de sa commune, il s'était lancé dans un double marathon et il avait parcouru en deux jours les quelque 80 kilomètres qui séparent Montereau du ministère du travail.

Perdue aux confins de l'Ile-de-France, Montereau n'en finit plus d'être son cortège de chômeurs et de RMIstes le long des rives de l'Yonne et de la Seine. Et le statut de « ville trait d'union » que lui confère le projet de schéma directeur est encore trop flou pour satisfaire des élus échoués par l'abandon de la politique dite des « 3M » (Meaux, Melun, Montereau) au début des années 60.

« Le gouvernement voulait s'appuyer sur des villes moyennes pour en faire des pôles de développement », se souvient Claude Eymard-Duvernay (UDF), maire de 1983 à 1989, aujourd'hui conseiller général du canton de Montereau, grosse bourgade de 10 000 habitants, devant accueillir 6 000 logements et 30 000 habitants à terme. Puis les villes nouvelles ont disparues et le désastre a commencé. Les emplois ne suivent pas, et la municipalité a heureusement arrêté le processus d'urbanisation d'environ 3 600 logements, soit un peu moins de 20 000 habitants.

Caricature d'un développement conçu à la hâte, plutôt qu'autour du centre-ville, Montereau ne présente plus le visage d'une cité unie, mais de deux villes désormais cloisonnées. Dans la vallée, une bourgade d'environ 8 000 âmes et, sur le

plateau, la ZUP de Survillat et ses 12 000 habitants, dont 30 % de population immigrée.

## Une nouvelle liaison autoroutière

« Lorsque je me suis installé en 1962 à Survillat, raconte Claude Eymard-Duvernay, médecin avant d'être élu local, la cité HLM réunissait des rapatriés d'Afrique du Nord, des ouvriers venus construire la ville, mais également des représentants de classes moyennes ou des professions libérales. Il y régnait une certaine convivialité. Maintenant, le moindre rassemblement de jeunes est ressenti par certains comme une agression. » Avec 18 % d'actifs au chômage et 25 dossiers de RMI (revenu minimum d'insertion) instruits pour 1 000 ménages, Montereau détient le triste record de la pauvreté en Seine-et-Marne.

Ville de tradition industrielle dans un environnement essentiellement agricole, Montereau a vu ses entreprises disparaître les unes après les autres. Alors que la filonnerie, vieille de deux siècles, avait déjà fermé ses portes en 1955, la sucrerie a suivi au début des années 80. Dans le même temps, des industries plus pointues ont été victimes de restructurations. Au total, ce sont près de 1 500 emplois qui ont ainsi disparu au cours des vingt dernières années, sans que par ailleurs ne se produisent de nouvelles implantations significatives. « L'Etat doit mener une politique volontariste pour que les villes comme la nôtre, qui ont une très riche tradition de la grande couture, puissent en avoir certains avantages, profitent de leur situation à la jonction de l'Ile-de-France et de la province, estime Alain Drèze. Je crains notamment que les entreprises

n'utilisent la future autoroute A 5 pour dépasser Montereau et s'installer en Bourgogne où on leur consent des aides que ne leur offre pas l'Ile-de-France. »

L'ouverture, dans un an, du premier tronçon de l'A5 entre Melun et Sens et la présence de deux échangeurs autour de Montereau (fait relativement exceptionnel pour une commune de 20 000 habitants) représentent pourtant la principale chance du secteur. Un atout que les élus entendent exploiter en créant de nouvelles zones d'activités : « Nous avons demandé une modification anticipée du SDAURIF (1) pour créer ces

zones avant l'ouverture de l'autoroute, précise le maire, qui préside aussi le Syndicat intercommunal d'études et de programmation du canton de Montereau. Le préfet de région vient de donner son feu vert pour 40 hectares à Marolles-sur-Seine, près de l'un des échangeurs. »

Alain Drèze a récemment annoncé l'installation probable, sur l'ancienne zone industrielle, d'une nouvelle unité française du groupe allemand Linde (fabrication et conditionnement de gaz industriels). Cette implantation, qui a généré pas moins de 40 emplois, prend une allure de symbole après tant d'années de fermetures d'entreprises.

Si la réalisation de la nouvelle liaison autoroutière A 5, destinée à contourner la région parisienne par l'est, doit favoriser le développement économique de la région, elle n'en suscite pas moins l'inquiétude des élus. Déjà, à l'automne 1991, une note de la direction régionale de l'équipement avait attiré leur attention : l'Etat y envisageait la création, en appui de Survillat,

d'un véritable centre secondaire de l'agglomération en saisissant notamment l'opportunité de l'autoroute A 5 pour y développer l'implantation d'activités et de nouveaux équipements. Aujourd'hui, la dernière mouture du projet de SDAU renforce cette hypothèse en destinant le nord de l'agglomération entre Survillat et le village de Forges à un développement éventuel de l'urbanisation.

« Nous n'avons jamais été associés à cette réflexion, ni à Forges ni à Montereau », constate Alain Drèze. S'il s'agit de désenclaver Survillat, nous sommes prêts à engager une concertation. Mais il n'est pas question de refaire une nouvelle ZUP alors que nous poursuivons la réhabilitation de la ville basse et que le projet d'une « maison du citoyen » est sur le point de se concrétiser en ville haute. »

Roland Puig

(1) Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.

# NOISIEL QUI RIT TORCY QUI PLEURE

Un choix contesté pour la désignation de la quatrième sous-préfecture du département

ETONNÉS, mais finalement contents, les édiles de la commune de Noisiel, en Seine-et-Marne, n'ont pas pu retenir un mouvement de surprise lorsqu'ils ont appris, à la fin du mois de novembre, que la quatrième sous-préfecture du département s'implanterait sur leur commune. La ville de Noisiel n'était en effet pas candidate pour accueillir cette instance liée au développement de la région Ile-de-France.

La création d'un nouvel arrondissement en Seine-et-Marne est rendue indispensable par l'importante croissance de la population du département, conséquence du développement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. L'actuelle sous-préfecture de Meaux, dont dépend la

commune de Noisiel, est aujourd'hui en charge d'un bassin de 400 000 habitants. « Les arguments techniques ont, semble-t-il, prévalu », explique le directeur du cabinet du maire de Noisiel, Charly Trouillard. Le terrain qui a été retenu au centre de Luzard est proche de la direction générale des Impôts, de la chambre régionale des comptes, de la Banque de France et du commissariat de police. Cela permet donc de reconstituer, sur 4 000 mètres carrés, une cité administrative.

Le fonctionnaire territorial précise que le conseil municipal n'était pas candidat, « car le projet initial était extrêmement ambitieux et nécessitait un terrain de 20 000 mètres carrés. Depuis, le projet semble avoir été

revu à la baisse, et tel quel, il nous satisfait ». Le directeur de cabinet s'étonne seulement du caractère un peu « technocratique » de cette décision.

Mais si Noisiel rit, Torcy pleure. Cette commune, qui s'était déclarée depuis longtemps candidate, cache mal sa déception. Le maire de Torcy, Gérard Jeffray (UDF), vient d'écrire à Daniel Vachez (PS), président du Syndicat de l'agglomération nouvelle du Val Maubuée, qui est en même temps maire de Noisiel, pour lui demander de prendre publiquement position. L'élu de Torcy compte sur la complexité de la procédure pour faciliter un revirement.

Avant que ne soit créé un arrondissement nouveau, il faut en effet que soient consultés le conseil général et l'ensemble des trente-huit communes concernées, puis que le Conseil d'Etat se prononce. Une procédure qu'il sera difficile de boucler avant le mois de mars 1993, malgré le souhait publiquement exprimé par le ministre de l'Intérieur, Paul Quilès, d'en finir avant la période électorale.

## ENQUÊTE Un Observatoire régional des déchets

LA loi et l'opinion publique des autres régions ne permettront pas à l'Ile-de-France de continuer à expédier ses déchets en dehors de ses limites géographiques. Le conseil régional et la préfecture de région viennent de mettre en place l'Observatoire régional des déchets d'Ile-de-France (ORDIF) pour trouver rapidement des solutions à ce problème. L'ORDIF est dirigé par des représentants des conseils généraux, des cinquante-deux syndicats intercommunaux qui gèrent la collecte, de la région, de l'Etat, et de l'ensemble des organismes concernés par la gestion des déchets en Ile-de-France.

Sans émietter sur les pouvoirs des communes et des groupements intercommunaux qui gardent, seuls, la maîtrise de la gestion de leurs déchets, l'ORDIF va tenir le tableau de bord de la gestion des déchets en Ile-de-France (productions, collectes, traitements, coûts de gestion). Il s'informera des différentes initiatives intéressantes pour tenter de les généraliser. Des rencontres entre les différents partenaires concernés, des études et des enquêtes seront organisées afin de dégager des solutions.

## HAUTS-DE-SEINE La deuxième chance du cinéma de Sceaux

L'EXPLOITANT abandonne. A terme, le Trianon de Sceaux cédera la place à un immeuble de logements, rejoignant ainsi la longue cohorte des cinémas de banlieue à l'écran en berne, faute d'amateurs. Samedi 12 décembre, le rideau tombera sur soixante-dix ans de rêve et de rire. Mais la dernière séance aura lieu dans une ambiance de fête : le maire, Pierre Ringebach (UDF), a décidé de reprendre l'exploitation de la salle. Le grand écran participera à la qualité de la vie. Fort de cette conviction, le conseil municipal s'est décidé rapidement. Moyennant 450 000 francs de travaux pour remettre la salle aux normes de sécurité et un déficit d'exploitation estimé à 250 000 francs par an, le Trianon devrait ouvrir ses portes à nouveau début février. Ainsi, en attendant les bulldozers qui officieront probablement dans trois ans, le Trianon bénéficiera d'une seconde chance. Et le municipal est prêt à lui trouver de nouveaux locaux, si les spectateurs reviennent. Il s'agit pour elle d'un effort supplémentaire, puisqu'elle subventionne déjà, en partie, la salle d'art et d'essai de la scène nationale des Géméaux. La programmation des deux cinémas est confiée à l'équipe des Géméaux. Avec le soutien de l'Association des amis du Trianon, le maire fonde ses espoirs sur une campagne de promotion, voire même de mobilisation. Si les Scaënois continuent d'aller grossir les files d'attente devant les salles parisiennes, le Trianon n'aura pas droit à une troisième chance.

## SEINE-SAINT-DENIS Un musicien urbain à Saint-Denis

DEPUIS deux ans, la ville de Saint-Denis se préoccupe de la qualité de son environnement sonore. Elle a passé un contrat avec un compositeur, Nicolas Frize, qui se propose de « réinventer les bruits dans la ville ». Après avoir habillé de musique des parkings, le compositeur testé de nouvelles sonorités à l'école Robespierre. Des aboiements de chien, des bêlements de chèvre ou des chansons en rythme rap vont remplacer la cloche traditionnelle. Fin décembre, les élèves pourront choisir le timbre qu'ils préfèrent.

ESSONNE

# TROP-PLEIN DE STADES

Le département a renoncé aux Jeux de la Francophonie mais avait déjà vu trop grand

A toiture des gradins n'est encore qu'un squelette métallique, mais la pelouse est engagée. Sur la plaine de la Garenne à Evry, dans le département de l'Essonne, le chantier du grand stade départemental (20 000 places) suit son cours normal. Tout sera prêt comme prévu au printemps. Pourtant, l'imposante installation sportive a déjà perdu sa première raison d'être. Réalisé pour la tenue en Essonne en juillet 1993 des Jeux de la Francophonie, le stade ne verra pas défiler sur sa pelouse les délégations des quelque quarante nations participantes. Le département a, l'été dernier, renoncé à l'organisation de cette rencontre des pays francophones.

Candidate de la première heure à l'accueil de la deuxième édition des Jeux, l'Essonne s'était vue retenue par les organisateurs à condition de réaliser les équipements requis pour les épreuves sportives. En 1990, le département annonçait un vaste plan de construction. Il comprenait principalement des opérations directement liées aux Jeux : un stade de 20 000 places à Evry pour le football et l'athlétisme, un dojo de 800 places à Brétigny-sur-Orge pour le judo, une salle polyvalente de 5 000 places à Villebon-sur-Yvette pour certains sports collectifs, trois autres salles et des extensions de stades.

Dans la liste figuraient également des projets se rapportant à des disciplines n'étant pas au menu des Jeux. C'était le cas de la piscine olympique de Men-

nacy ou du vélodrome de Corbeil-Essonnes.

Le budget initial d'organisation était fixé en 1990 à 36 millions de francs. Un chiffre qui était très rapidement dépassé. De réactualisation en mise à jour il avait doublé au printemps dernier. « En prenant pour base les coûts de la première édition au Maroc en 1989, nous sommes partis sur de mauvaises estimations », explique l'on au cabinet du président du conseil général, Xavier Dugoin (RPR). Le département ne pouvait sans doute pas prévoir l'accroissement important du nombre de participants entraînant la dérive de certains frais de transports et d'hébergement.

En revanche, il n'aura pas toujours su tenir les cordons de sa bourse. Ainsi, les frais de personnel du comité d'organisation sont passés pour quatre années d'exercice de 3 millions de francs pour deux salariés à 10 millions de francs pour six. Et, encore, le comité bénéficiait de l'apport de huit agents détachés des services départementaux.

En juin, Xavier Dugoin sommait le gouvernement de prendre à sa charge la moitié des dépenses supplémentaires. Refus ferme de l'administration, qui estimait que l'opération coûterait déjà suffisamment à l'Etat, notamment à travers le budget de la sécurité (environ 20 millions de francs). Arguant de ce refus, le conseil général renouait aux Jeux au début du mois de juillet.

Aujourd'hui se posent la question des salles et des stades.

« Ils étaient nécessaires car ils permettront tout à la fois le développement du sport pour tous et du sport de haut niveau », se défendent des membres du conseil général, chiffres à l'appui. Trois cent mille Essonnais (presque un sur trois) sont licenciés dans un club sportif, dans un département où 30 % de la population a moins de dix-huit ans. Il n'empêche que sans l'événement des Jeux, le département aurait sans doute vu moins grand. Aucune équipe essonnienne n'est, par exemple, susceptible de remplir ne serait-ce qu'une fois par an les vingt mille places du stade départemental, une capacité imposée par les organisateurs.

Par ailleurs, l'addition s'est alourdie. De 196 millions de francs en 1990, le montant des investissements est passé à 445 millions de francs (+127 %) selon une étude comparative du groupe socialiste du conseil général. Et encore, avec une salle en moins. Heureusement, les coûts de fonctionnement ne grèveront pas trop le budget départemental. Une fois terminés, les équipements sont pris en compte par les communes. Exceptés la piscine de Mennecey (7 millions de francs en 1993) et le stade départemental, dont les frais de fonctionnement oscilleraient entre « 2,5 et 3,5 millions de francs » selon un responsable des services financiers du conseil général.

« Maintenant, le risque, c'est de voir le département dépenser beaucoup d'argent pour organiser des manifestations de prestige, pour justifier l'intérêt de ces constructions », accuse Jean-Marc Salinier (PS), membre de la commission des sports. Ainsi le département va verser 300 000 francs, pendant trois ans, à l'équipe féminine de basket du Racing-Club de France pour qu'elle dispute ses matches à domicile dans la grande salle de Villebon-sur-Yvette.

Patrick Dessavie

SEINE-SAINT-DENIS

# ENCOMBRANTES ORDURES MÉNAGÈRES

Il est difficile de convaincre les communes d'accepter des usines d'incinération

A saturation et la fermeture progressive, d'ici à l'an 2000, des décharges d'ordures ménagères non traitées, contraignent la Seine-Saint-Denis à adopter en urgence un plan départemental de traitement et d'élimination de ses déchets à l'intérieur de ses frontières. Chaque année, la Seine-Saint-Denis produit 500 000 tonnes de déchets ménagers, qu'elle expédie, pour l'essentiel, en décharges contrôlées dans les départements limitrophes.

Pour respecter la politique européenne de l'environnement, le préfet de Seine-Saint-Denis a fait réaliser une étude avant d'établir un schéma départemental, qu'il a adressé au conseil général et à l'ensemble des élus du département. Le préfet suggère aux communes de prendre l'initiative de collectes sélectives avec tri à la source. Il prévoit la construction de deux usines d'incinération. Deux sites pourraient recevoir rapidement ces unités : l'un à Tremblay-en-France, l'autre à Vaujours.

Localisé au sud de l'aéroport de Roissy, le site de Tremblay-en-France a été choisi pour accueillir un centre de traitement de 250 000 tonnes. Il devrait répondre aux besoins du plus important syndicat intercommunal du département, qui regroupe actuellement trente deux communes.

Le maire de la ville, François Asensi (PC), pose quatre conditions à l'implantation d'un centre d'incinération de déchets. Il exige l'étude et le financement

de nouveaux accès, une bonne insertion dans le site, un système de prévention des pollutions, et enfin la maîtrise d'ouvrage. Dans le cas où ces conditions ne seraient pas réunies, M. Asensi se dit prêt à consulter la population, afin qu'elle se détermine.

Le second site, Vaujours, à l'extrême est de la Seine-Saint-Denis, devrait être doté d'une unité d'une capacité annuelle de 150 000 tonnes pour l'élimination des déchets de sept communes. Celles-ci sont regroupées dans un syndicat intercommunal présidé par le maire de Clitichy-sous-Bois, André Dechamps (ex-PC), l'un des rares élus à s'être prononcé en faveur de l'implantation d'une usine sur sa commune. Une prise de position qui avait été, en son temps, combattue par des associations de protection du cadre de vie.

Sans illusions, le maire de Vaujours (l'une des trois plus petites communes de Seine-Saint-Denis), Roger Grosmaire (divers droite), estime que « le seul choix pour la ville est d'arriver à négocier au mieux une implantation qui, de toute façon, lui sera imposée ». Il va essayer d'obtenir de l'Etat une protection efficace des riverains, des accès appropriés et le réaménagement de la carrière voisine.

Le préfet de Seine-Saint-Denis espère toujours convaincre les communes d'accepter la construction de ces centres d'incinération « par civisme et sens de l'intérêt général ».

Martine Boulay-Mérie



## DOSSIER

L'HÉRITAGE DIFFICILE  
DU « COLLEGE PAILLERON »

L'incendie du lycée Robert-Schuman à Colombes a rappelé que malgré le drame de 1973 il subsistait encore 56 établissements de type Bender

L'auff d'un incendie, celui du lycée Robert-Schuman de Colombes (Hauts-de-Seine), pour poser avec acuité la question de la sécurité dans certains établissements scolaires. Il a suffi d'un incendie, qui n'a pas fait de victime, pour raviver les inquiétudes de parents d'élèves, d'enseignants et de chefs d'établissement. Il a suffi d'un incendie, dont les causes ne sont toujours pas connues, pour entraîner une polémique entre l'Etat et les collectivités territoriales sur la notion de responsabilité.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 décembre, le lycée Robert-Schuman est entièrement détruit par les flammes (Le Monde du 4 décembre). Ce lycée, construit en 1966, avait été fermé durant l'année 1975 afin de le rendre « conforme aux règles de sécurité ». Les travaux de reconstruction devaient commencer au mois de janvier prochain.

La partie collée de cet établissement, épargnée par le sinistre, venait d'être entièrement reconstruite et livrée lors de la rentrée. La rapidité avec laquelle le feu a détruit le lycée, la peur éprouvée a posteriori par les différentes parties en présence, élèves, enseignants, représentants des collectivités territoriales et de l'administration, le chassé-croisé des autorités pour savoir qui est responsable du maintien de bâtiments scolaires non résistants aux incendies, rappellent l'année 1973.

Les enfants du baby-boom sortent des écoles primaires et le gouvernement boulotte à la hâte

Le 6 février de cette année-là, à 19 h 25, deux élèves du collège Edouard-Pailleron, situé dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, mettent le feu à leur établissement pour se venger de leurs professeurs. Allumé avec deux litres d'essence, l'incendie embrase immédiatement le bâtiment. En moins d'un quart d'heure, la charpente s'écroule. Elèves et enseignants de cours de musique tardifs sont pris au piège. Le bilan est de vingt morts, dont seize enfants.

Ce drame a donné un nom aux établissements semblables. Le lycée de Colombes était ce que le langage commun dénomme désormais de type « Pailleron ». C'est-à-dire

qu'on a eu recours, pour le construire, à une ossature métallique que l'on assemble comme un Meccano, selon le procédé Bender. En 1966, ce type de constructions industrielles présentées par la société Constructions modulaires est habillé par la direction des équipements scolaires, universitaires et sportifs du ministère de l'éducation nationale.

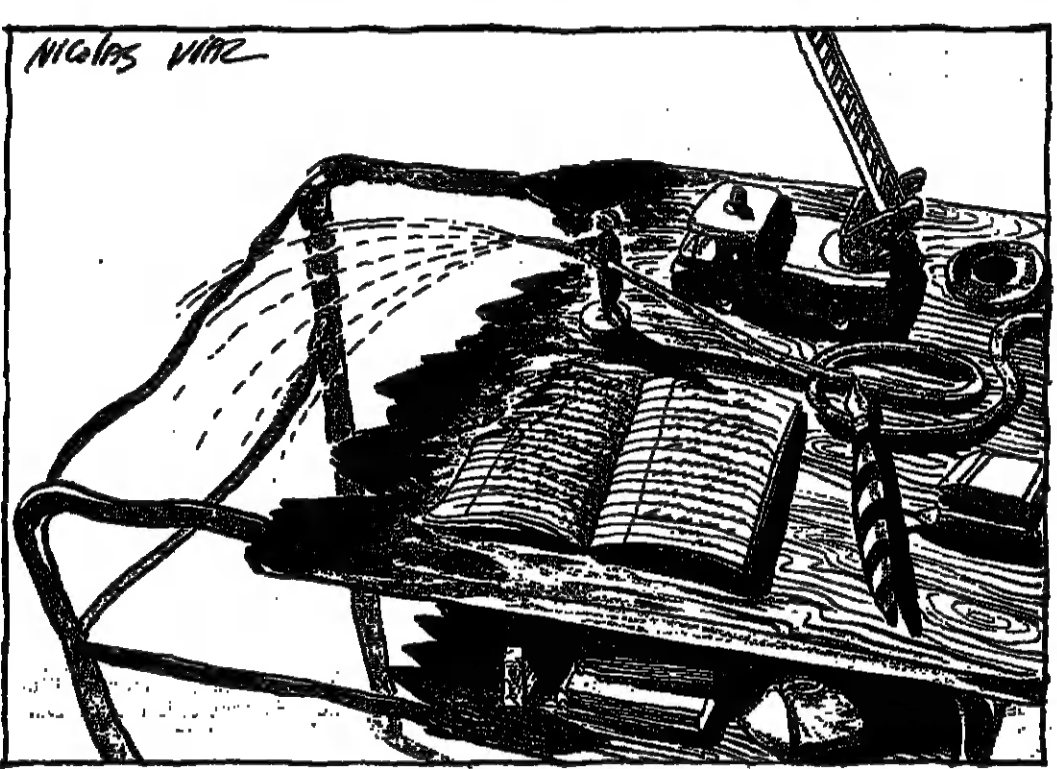
« A partir de cette date, notent en 1975 les experts nommés par le juge d'instruction, on ne s'est plus interrogé sur [ses] qualités ou [ses]

laures avec des subventions gouvernementales, en déléguant en général la maîtrise d'ouvrage à l'Etat, qui choisit alors les entreprises proposant les prix les plus bas et des délais serrés.

Les enquêtes, administratives et judiciaires, conduites après la catastrophe du collège Edouard-Pailleron, sont sans appel. Car les textes réglementant la sécurité dans les établissements scolaires ne manquent pas. On en recense alors près de 5 000 pages ! Mais les administrations tiennent peu compte des réglementations

millions de francs. Il est impossible de savoir exactement combien de bâtiments de ce type restent en service. Aujourd'hui, Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, se contente d'indiquer qu'il reste « un tout petit nombre d'établissements de ce type », et ses services précisent que la direction des équipements scolaires, universitaires et sportifs a disparu avec la décentralisation et que « tout doit se trouver dans les archives ».

Selon l'avocat de l'Association des familles des victimes



défauts. Les préoccupations de délais et de coûts ayant pris le pas sur toutes les autres. » En particulier sur les règles de sécurité. Les matériaux utilisés sont particulièrement inflammables, les faux plafonds créent de véritables couloirs de feu, la charpente métallique s'écroule sous l'effet de la chaleur, et l'évacuation des occupants devient impossible.

Dans les années 60, le principal souci de l'Etat est de bâtir. Il faut construire, vite, très vite, pour répondre à la pression démographique. Les enfants du baby-boom sortent des écoles primaires et le gouvernement boulotte à la hâte des établissements scolaires. Le slogan de la majorité au pouvoir est d'ailleurs révélateur de cette époque : « Un CES par jour, un CET par semaine, un lycée par quinzaine. » Les communes, qui doivent théoriquement construire ces bâtiments sco-

qui noient les responsabilités et fractionnent les décisions. Un rapport du Sénat, publié en 1976, confirme que l'une des causes du drame réside dans la confusion généralisée des compétences et des responsabilités dans le choix des matériaux, la construction et la mise en sécurité de ces bâtiments.

L'édification d'établissements scolaires de type Bender est abandonnée après l'incendie du collège Pailleron. Mais pas leur utilisation. D'après le ministère de l'éducation nationale, il y aurait eu en France 113 collèges et lycées construits sur ce modèle et 700 constructions métalliques modulaires quelque peu différentes. Entre 1981 et 1984, 1,3 milliard de francs sont décaissés pour effectuer des travaux de sécurité. En 1985, à la suite de deux missions d'études, on dénombre encore 56 établissements non rénovés. Dix seront reconstruits par l'Etat pour 97

du collège Edouard-Pailleron, M. Jean Lafon, il restera plus d'une centaine de bâtiments de ce type non encore rénovés ou de façon insuffisante, dont une cinquantaine en région parisienne. L'association avait d'ailleurs visité le site de Colombes il y a douze ans et tenté d'alerter les familles et le proviseur. Sans succès.

Il est tout aussi difficile de savoir qui est véritablement responsable de ces bâtiments scolaires. Interrogé par un député en 1990, Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, répond que « depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1986, date de la décentralisation en matière de constructions scolaires du second degré, le ministère ne dispose plus à son budget d'aucun moyen lui permettant d'intervenir dans ce domaine, qui est exclusivement du ressort du conseil général pour les collèges, du conseil régional pour les lycées ».

Les lois de décentralisation ont certes rendu les conseils régionaux et généraux compétents sur le second degré pour l'équipement, le fonctionnement et l'investissement. L'Etat conserve, par l'intermédiaire du préfet, un pouvoir de contrôle a posteriori. Ce dernier dirige la commission départementale de sécurité, qui visite les établissements scolaires et fait des recommandations. Le préfet peut, en cas de manquements graves, ordonner la fermeture administrative de l'établissement.

Au lendemain de l'incendie du lycée de Colombes, Jack Lang a indiqué que les commissions de sécurité ne peuvent que rappeler aux autorités compétentes l'importance des travaux de rénovation indispensables. Il refuse la mise en cause de l'administration centrale. « On ne peut se retourner contre l'Etat quand on a réclamé le transfert des compétences. »

« L'Etat a construit ces établissements dangereux. C'est donc à lui de les réparer »

M. Jean Lafon estime qu'il faut tenir en la matière un raisonnement logique. « L'Etat a construit ces établissements dangereux. C'est donc à lui de les réparer, en liaison ou non avec les collectivités territoriales. Peu importe le processus choisi. »

Le ministère a chargé les préfets d'un « bilan exhaustif des actions entreprises dans le domaine de la sécurité des lycées ». Dans le département du Rhône, une réunion de la commission départementale de sécurité s'est tenue lundi 7 décembre. Il a été établi que le conseil général avait déjà reconstruit quatre collèges et qu'il prévoyait d'en livrer un en 1993, quatre en 1994, trois en 1995 et six entre 1996 et 1998.

Le conseil régional de Rhône-Alpes, qui n'était pas représenté à la réunion, reconstruit onze lycées et évalue le parc « légué par l'Etat » en 1986 à dix-huit établissements. Tous ont été rénovés.

La politique de construction de lycées et collèges est désormais radicalement différente de celle des années 60. Ces bâtiments scolaires sont devenus les vitrines des collectivités locales, qui ne lésinent pas sur les moyens.

Régions et départements mettent désormais un point d'honneur à bâtir des établissements scolaires qui contribuent à leur image de marque et seront d'autant plus respectés par les élèves qu'ils seront agréables à vivre. L'esthétique est aujourd'hui un luxe que s'offrent les collectivités et la sécurité, une évidence.

Michèle Aulagnon

## LIMOUSIN

## Expédition au Proche-Orient

Dix PME limousines se sont groupées pour participer à l'exposition « France prestige et technologie » organisée à Dubaï (Emirats arabes unis) par le Centre français du commerce extérieur (CFCE). Cette initiative s'est construite autour du thème des industries d'art : porcelaine (Haviland-Paron, Tharaud), tapisserie (Pinton), ganterie (Rigaudy), chaussures (Weston), vêtements de cuir (MIC), prêt-à-porter (Castelbajac, Limoges-Tricot), mobilier contemporain (Maville), emballage de luxe (Sopassac). Onze autres sociétés s'y sont jointes (dont Lagrand SA, la multinationale de l'appareillage électrique basse tension) à titre individuel. La logistique de l'opération a été assurée par l'agence de développement régional (ADR), l'outil économique du conseil régional, avec l'appui de la chambre de commerce et d'industrie de Limoges.

## LORRAINE

## Le TGV aux champs

Le président du conseil régional de Lorraine, Gérard Longuet (UDF-PR), pose la création d'une « gare neuve », entre Bar-le-Duc et Verdun, comme « condition sine qua non » à la participation des collectivités locales à la réalisation de la ligne Est du TGV. « Je sais bien que les technocrates de la SNCF considèrent cette idée comme une douce utopie, mais nous la maintiendrons coûte que coûte », affirme Gérard Longuet, également député de la Meuse. Cette idée de gare « rurale » n'a jamais été vraiment admise par les responsables du projet, mais le conseil général de la Meuse l'avait imposée en préalable à sa participation financière au dossier (200 millions de francs).

Aujourd'hui, le président du conseil régional estime qu'il faut absolument tenter cette expérience durant au moins quelques années. « Si elle n'est pas probante, alors on en tirera les conséquences », annonce Gérard Longuet.

## RHÔNE-ALPES

## Renouveau des thermes d'Aix-les-Bains

De nouveaux forages, de 1 000 à 2 000 mètres, ont été entrepris dans le sous-sol d'Aix-les-Bains pour s'assurer que la source thermique qui, depuis des siècles, irrigue la cité savoyarde, est loin d'être épuisée. Cette recherche conditionne l'avenir d'un vaste plan de modernisation des Thermes nationaux qui, échelonné jusqu'en 1998, est évalué à 450 millions de francs. Il est d'abord prévu de construire un nouvel établissement de 15 000 mètres carrés actuellement soumis à un concours d'architectes. Une fois cette construction achevée, en 1996, il s'agira de rénover le bâtiment actuel. Cette opération était devenue nécessaire avec la vieillissement des installations, à l'origine d'une diminution de la fréquentation, passée de 52 000 curistes en 1986 à 44 000 cette année.

Pour cela, il a fallu de nouvelles structures adaptées à la gestion d'un établissement, le seul en France encore placé sous la tutelle directe du ministère de la santé. Un syndicat mixte, composé à 80 % de la ville et à 40 % du département, a pris en charge l'investissement pour lequel l'Etat, à hauteur de 80 millions de francs, et le conseil régional, pour 30 millions, ont apporté leur concours. Le nouveau projet thermal s'appuie sur une extension des capacités médicales, de la rhumatologie à la phlébologie, et mise sur le développement des séjours « libres », afin de retrouver 60 000 curistes par an.

## L'Isère propose un plan d'urgence

« Si l'Etat souhaite la disparition rapide des établissements scolaires dangereux, il lui faut mettre une dotation à la disposition des départements et des régions. » C'est au déclenchement d'un « plan d'urgence », auquel, est-il persuadé, les collectivités territoriales seraient disposées à prendre « une part substantielle », que le président de la commission des affaires universitaires, scolaires et culturelles du conseil général de l'Isère, Guy Cabanel (UDF-PR), maire de Meylan, invite le gouvernement.

Sa proposition, approuvée à l'unanimité par les membres de sa commission, devait être soumise au vote de l'assemblée départementale, présidée par Alain Carignon (RPR), avant d'être présentée officiellement.

« L'Etat, argumente l'élu dauphinois, a légué aux collectivités un nombre relativement élevé de ces constructions semi-industrialisées, suscepi-

bles de présenter un danger. Avec les faibles moyens dont elles disposent pour entretenir et renouveler leur patrimoine, on voit mal comment ces collectivités pourraient, du jour au lendemain, remplacer ces bâtiments. »

Régions et départements ne sont pourtant pas restés inactifs depuis les lois de décentralisation. Ainsi l'Isère, héritier de onze collèges dits « Pailleron », a-t-elle déjà réalisé, ou inscrit à son programme prévisionnel d'investissement des collèges (PPIC), des travaux de réflexion et de mise en conformité de six d'entre eux, dont celui du village olympique de Grenoble.

Ce dernier, partiellement détruit par un incendie criminel, dans la nuit du 17 au 18 avril, est en rénovation, pour un montant de 32 millions de francs. Mais il en subsiste cinq autres, dont trois exigent une reconstruction qui ne sera programmée, dans

l'hypothèse la plus favorable, qu'après 1995.

« L'effort du conseil général est considérable », estime Guy Cabanel. L'engagement du département en faveur de ses quatre-vingt-huit collèges publics, indique-t-il, atteint 170 millions de francs cette année, soit les deux tiers de son budget scolaire, hors transports. Cette enveloppe demeure toutefois insuffisante, en regard du coût d'un collège neuf, de l'ordre de 50 millions de francs. L'éducation nationale, s'il ne lui appartient plus de remédier à cette situation, ne s'en désintéresse pas pour autant. « Nous tenons compte, dans la carte scolaire et la régulation des effectifs, de la qualité des bâtiments », assure Jean-Claude Excoffier, directeur du cabinet du recteur de l'académie de Grenoble.

de notre bureau  
Pierre Le Hir

## L'effort des Hauts-de-Seine

La reconstruction du lycée Robert-Schuman de Colombes devait débiter au mois de janvier. L'établissement, qui avait été fermé pendant un an en 1975 pour permettre des travaux de « mise en sécurité », est une des quinze « cités scolaires » gérées par le conseil général des Hauts-de-Seine. Héritages de la décentralisation, ces structures mixtes ont fait l'objet d'un accord entre le département et la région Ile-de-France. C'est le conseil général qui les gère avec des crédits d'entretien et de fonctionnement votés par l'assemblée départementale, pour la partie collée, et par l'assemblée régionale, pour la partie lycée.

Le département des Hauts-de-Seine gère un patrimoine de 85 collèges publics, d'une quinzaine de « cités scolaires » et de 45 collèges privés. Pour Isabelle Balkany (RPR), vice-présidente chargée de l'action scolaire, le département avait à faire face à une entreprise de rénovation importante. « Depuis 1986, la

conseil général a dépensé 2,5 milliards de francs pour l'amélioration et la reconstruction des établissements publics, qui nécessiteront au total plus de 6 milliards de francs d'investissements. Le prochain budget prévoit de consacrer 700 millions de francs pour cette action. » Isabelle Balkany rappelle que le président du conseil général s'était engagé, en 1989, à reconstruire tous les bâtiments de type « Pailleron ». « Nous en avons remplacé dix-neuf en trois ans, et Charles Pasqua vient de s'engager à ce que les travaux sur les cinq restants soient initiés en 1993. »

Douze mille lycéens français poursuivent leurs études dans une douzaine d'établissements du même type que celui qui vient de brûler. Le conseil régional d'Ile-de-France a reconstruit en totalité six établissements depuis 1986, et a décidé d'engager, dans les prochaines années, les travaux pour ceux qui restent.

Christophe de Chenay

PORTRAIT

D

M



REGARDS

PORTRAIT

Dominique Pelabon : Monsieur Propre

Voici donc le successeur d'Eugène Poubelle, ce préfet de la Seine qui, à la fin du dix-neuvième siècle, impose aux Parisiens de jeter leurs ordures dans des boîtes métalliques. Bien sûr, les temps ont changé et, aujourd'hui, il ne s'agit pas pour Dominique Pelabon, directeur général de Plastic Omnium, chargé, notamment, du secteur « pré-collecte » des déchets urbains, d'imposer quoi que ce soit. Même si, à l'approche de l'an 2000, sa société est le leader mondial de ce secteur.

Cet ancien de l'école de commerce de Rouen, âgé de quarante et un ans, a en effet la responsabilité d'un immense parc de conteneurs à roulettes, en plastique et en métal, installé dans vingt pays. Un chiffre d'affaires de plus de 1 000 000 de francs.

Sa carrière, il l'a commencée chez Sodexo, société spécialisée dans la restauration de collectivités. Fin 1987, il entre chez Plastic Omnium. Passionné de voile, Dominique Pelabon sait que sur un bateau l'entente de l'équipage est fondamentale pour arriver au port.

Une solidarité qui, traduite dans les affaires, s'appelle le partenariat avec les collectivités locales préoccupées par la propreté de leurs communes. « Nous proposons aux municipalités un contrat de cinq à huit ans qui assure la collecte sélective de leurs déchets, mais aussi la maintenance du système », assure Dominique Pelabon.

Plastic Omnium offre aux élus d'équiper leurs villes de la manière la plus rationnelle possible pour évacuer ces déchets. Avant de placer sur la voie publique bacs, roulettes, conteneurs pour le verre, le papier, les huiles, les piles usagées et les matières plastiques, les agents de l'entreprise dressent un portrait robot de la ville. On répertorie le nombre d'habitants, le tonnage à collecter, les souhaits

des administrés, les attentes des élus et les moyens à mettre en œuvre. On repère les lieux : configuration des locaux, vide-ordures et cheminements jusqu'aux points de collecte. Ainsi, par exemple, une ville de 200 000 habitants aura besoin de 40 000 conteneurs roulants.

L'utilisation de l'électronique

Aujourd'hui, Plastic Omnium a lancé une vaste expérience de tri sélectif dans la communauté urbaine de Lille. Selon le directeur, le taux des déchets propres et secs recyclés varie autour de 68 %.

Plus étonnant est l'utilisation de l'électronique dans la collecte des déchets. Une « puce » est placée sur les bacs à roulettes. Grâce à un terminal portable, les responsables des parcs de conteneurs (services techniques des villes ou techniciens de Plastic Omnium) lisent l'adresse du lieu d'utilisation du bac, la nature des déchets qu'il contient, sa date de mise en service et la dernière intervention de maintenance. Ce système est opérationnel depuis un an sur les 20 000 conteneurs installés dans les rues du seizième arrondissement de Paris. Il pourrait être étendu prochainement dans d'autres arrondissements.

Désormais, il est donc possible de connaître le nombre et le type de déchets abandonnés quotidiennement. Aujourd'hui, la part des dépenses occasionnées par la collecte des bidules est incluse dans les impôts locaux. Avec la « puce », il sera possible, demain, de régler ce service avec des factures identiques à celles d'EDF-GDF ou du téléphone », pronostique Dominique Pelabon.

Jean Perrin

LIVRES

POUR VIVRE LA HAUTE PROVENCE

Un fonds d'une centaine de livres aux éditions Alpes de lumière Salagon. 04000 Mame. Diffusion Edisud.

Dire un pays et le « donner à vivre », c'est l'entreprise obstinée menée, depuis bientôt quarante ans, par le mouvement Alpes de lumière, fondé par Pierre Martel, un prêtre revenu à l'état laïc. Du premier fascicule de seize pages paru en 1954 aux récents albums richement illustrés, cent dix ouvrages sont nés de cette volonté. Tour à tour ont pris et prennent la plume, historiens, ethnologues, archéologues, sociologues, spécialistes de l'art ancien, écrivains, botanistes, géologues, randonneurs ou plus simplement gens du pays. Des auteurs qui souhaitent témoigner du passé en agissant au présent.

Recherches pointues, rigueur exemplaire d'études, balades sur le terrain, mais en sachant créer et donc emmener le lecteur aux antipodes d'un didactisme aride. Chaque publication est le nouveau chapitre d'une longue histoire d'amour pour cette Haute Provence que des écrivains comme Bosco et Giono, parmi tant d'autres, ont dit « magique ».

Pour visiteurs attentifs

D'un titre d'ouvrage à l'autre la promenade dans la collection permet d'assister à la renaissance du prestigieux *Préroman de Ganagobie*, ou de découvrir les rustiques bories, en *Pierre sèche*, sœurs des nouregues de Sardaigne ou des truffes des Pouilles et du tombeau d'Agamemnon. Grâce aux livres on visite un *Jardin des savoirs* du Moyen Âge. Les gens sont là, femmes et hommes d'hier et d'aujourd'hui : *Une femme émancipée au XIX<sup>e</sup> siècle*, *des Femmes à la fontaine*, la

vie de ceux d'avant contée par le survivant d'un village mort. L'actualité ou la modernité est à l'honneur avec l'action de militants écologistes pour *Environnement et concertation*, la chronique d'une *Auberge de la jeunesse* dans les années noires, ou les initiatives pour demain.

On revit l'histoire des gens de ce pays rude qui s'en allaient à pied vers les terres plus riches pour faucher les *Blés de l'été* ou s'expatriaient jusqu'au Mexique, les *Habitants de l'Ubaye*. On apprend qu'ici la pauvreté aiguillonne l'imaginaire créatrice pour tirer des merveilles du *Seigneur et de la ranche*. Il y a les humbles, les personnages d'exception, l'histoire vraie du *Pays des quatre rois*, de *Forcalquier*, qui fut État indépendant.

Au fil d'autres ouvrages on découvre aussi la *Transhumance*, légendaire au XVI<sup>e</sup> siècle et aujourd'hui encore avec les festivités qui accompagnent le

départ des troupeaux vers les montagnes. Et, non pas pour touristes distraits mais pour visiteurs attentifs, il faut signaler toute la série des Sites et monuments avec *l'Inventaire de l'art roman*, si riche, et le conservatoire ethnologique réinstallé et enrichi dans le *Prieuré de Salagon*, qu'Alpes de lumière a fait renaitre.

D'autres inventaires, de l'art populaire, des églises rupestres, de la faune ou de la flore, dans la série des Sites et randonnées qui conduisent comme autant de guides le regard du visiteur à pied à travers ce que l'on nomme le plateau magique d'entre Luberon et montagne de Lure où rôde encore le souvenir de Contadour.

Cent dix livres petits et grands, des albums illustrés de cent cinquante à deux cents pages, en attendant la suite, pour entrer lentement dans ce pays que « ses habitants ont au ventre », comme l'a écrit Pierre Martel.

Ce pays que Giono dit « avoir parcouru pendant plus de soixante ans à pied, à cheval, en voiture sans avoir pu dresser le catalogue complet de ses vertus et de ses vices ».

Jean Rambaud

DES TRUFFES EN GÉNÉRAL ET DE LA RABASSE EN PARTICULIER

de Jean-Marie Rocchia. Ed. A. Barthélémy, Arles 1992, 170 p., 160 F.

Mince sujet en apparence que la truffe, ici savoureusement célébrée par un dentiste alsacien amoureux de « tuber melanosporum » dite du Périgord et baptisée « rabasse » par les provençaux. Pourtant le « diamant noir » reste une énigme myologique qui ne se rencontre que dans trois pays au monde : l'Italie, l'Espagne et la France. Dans l'Hexagone il procure d'intenses satisfactions et de substantiels revenus à trois mille producteurs. Le champignon souterrain est surtout le produit inimitable de nos terroirs méridionaux et de notre gastronomie nationale. Voilà, pour un minuscule ambassadeur, des titres qui en valent bien d'autres.

DE L'HABITAT PRÉCAIRE À LA VILLE : L'EXEMPLE MARTINIQUEAIS de Serge Letchimy. L'Harmattan, 160 p., 110 F.

Aménager les bidonvilles des métropoles d'outre-mer sans détruire l'identité culturelle. Voilà le pari difficile relevé par Serge Letchimy, géographe urbaniste et directeur de la Société d'économie mixte d'aménagement de Fort-de-France, dans l'ouvrage qu'il vient de consacrer à l'habitat précaire martiniquais. Selon lui, l'implantation illégale des habitants, dans les années 50, avec l'exode rural, a généré un mode de vie qui, loin d'appauvrir la vie de la cité, l'enrichit culturellement et économiquement. La solution préconisée par l'auteur pour aider ces « squatters » à sortir de leur précarité en respectant leur mode de vie, consiste à leur permettre de s'approprier enfin ces parcelles. Cette « intégration foncière » favoriserait leur participation à l'aménagement des quartiers. Le texte de Serge Letchimy participe à la réflexion en cours outre-mer sur les modes d'intervention traditionnels de l'Etat. En matière de réhabilitation sociale des quartiers, ces derniers s'y révèlent souvent inopérants.

V. D.

ANNUAIRE DES COLLECTIVITÉS LOCALES 1992. Ouvrage collectif du GRAL. Librairie techniques, 473 p., 350 F.

En dépit de son titre, l'Annuaire des collectivités locales n'est pas un simple Bottin. Ce copieux ouvrage est ainsi baptisé parce qu'il présente, chaque année, sous des rubriques constantes, une série de réflexions sur l'administration publique locale. Il est édité par le Groupe de recherches coordonnées sur l'administration locale (GRAL). L'édition 1992 de l'Annuaire esquisse un bilan des réformes engagées par Gaston Defferre. Il décrit l'évolution des finances locales, marquées, récemment, par des mesures de solidarité et de coopération, ainsi que celle de la fiscalité, quasiment inchangée depuis dix ans, puisque la fameuse taxe départementale sur le revenu a été reportée. L'ouvrage fait aussi un point sur la fonction publique territoriale, tiraillée entre parité et spécificité, et agitée par l'affaire du régime indemnitaire. Les auteurs proposent une étude synthétique sur la décentralisation de l'urbanisme, compétence transférée aux communes, et non aux groupements, et dont la mise en œuvre est parfois jugée déficiente. Ils évoquent notamment le rôle ambigu des directions départementales de l'équipement (DDE), instances de contrôle de l'Etat et prestataires de services gratuits des communes.

R. R.

COURRIER

Les atouts de Belfort

Dans le dossier consacré à la voiture électrique (*Le Monde* daté 29-30 novembre), un court article intitulé « Cités élues » présente le choix de l'aire urbaine 2000 Belfort-Montbéliard-Héricourt comme la quintessence de choix qui ne seraient « pas seulement objectifs ou scientifiques ».

Quid de la présence du plus grand site de production automobile européen à Sochaux et de ses centres de recherche à Sochaux et Belchamp, mais également des équipementiers à Audincourt, Valentigney et Beaucourt (le groupe installé à Beaucourt est spécialisé dans l'élaboration et la production de moteurs électriques), d'unités du groupe d'ingénierie électrique CEGELEC à Belfort, d'un institut de génie énergétique et d'un centre de recherche en électronique et de filières universitaires travaillant dans le génie électrique (IUT et faculté de sciences à Belfort, Institut polytechnique à Sevensans) ?

Quid de la volonté de coopération de cinq collectivités au sein d'une association à bien des égards précurseur (l'idée d'aire urbaine 2000 sous sa forme actuelle a bientôt dix ans) pour dynamiser une conurbation de 300 000 habitants ?

Si l'auteur ne trouve pas là des critères scientifiques et objectifs aux choix de Belfort-Montbéliard-Héricourt, que lui faut-il ? Je souligne par ailleurs que la DATAR et le CNRS prévoient l'implantation dans l'aire urbaine d'un organisme public d'études et de recherche axé sur les transports terrestres. Je rappellerai à l'auteur que c'est en effet également à Belfort que CGB-Alstom fabrique trains et TGV.

Des compétences en ingénierie électrique, des industries directement concernées par un tel projet et un bassin de vie important, voilà les données concrètes d'un tel choix. En souhaitant avoir corrigé un jugement excessif et injuste qui valorise comme souvent, hélas, le faire-savoir au détriment du savoir-faire...

JÉRÔME HORLACHER  
Grand-Chamont (Doubs)

Les leçons d'Orlyval

Dans l'édition du *Monde* daté 1-2 novembre vous analysez « les illusions perdues d'Orlyval » et vous concluez par deux questions pertinentes : « à qui la faute ? » et « qui va payer ? ». On pourrait ajouter : comment éviter de reproduire à l'avenir de telles erreurs ?

Cette question mérite d'être posée au moment où est débattu le futur schéma directeur qui doit arrêter les orientations en matière de transports en Ile-de-France à l'horizon 2020. Le document qui a été rendu public laisse en effet penser que les leçons de l'échec d'Orlyval n'ont pas été tirées.

En l'absence d'une autorité incontestable en matière de transports au niveau régional, le projet de SDAU apparaît en ce domaine comme le catalogue des projets des uns et des autres (SNCF, RATP, Syndicat des transports parisiens, IAU-RIF...). Ces projets ne sont pas seulement peu cohérents : ils sont incompatibles parce que leur coût cumulé dépasse de très loin les possibilités de la collectivité nationale.

A quoi sert d'inscrire au schéma directeur la réalisation de la rocade orbitale en petite couronne sans en estimer, même grossièrement, le coût et le passage possible, ce qui nécessiterait évidemment d'en préciser les modalités techniques ?

Nous retrouvons là la démarche qui est à la base de l'échec d'Orlyval, l'arbitrage au coup par coup, sans vue d'ensemble, entre les projets concurrents visant à répondre dans l'urgence à la crise du système de transport.

GEORGES BERTRAND  
Fontenay-sous-Bois  
(Val-de-Marne)

DÉBAT

LES VERTS EN RÉGION

par Alain Lipietz

LORSQUE, le 23 mars, Alain Juppé (RPR) jeta l'éponge, renonçant à briser la présidence de l'Ile-de-France par le poids des trente-sept conseillers régionaux du Front national l'empêchant de trouver une majorité, lorsque aussi, le tandem Michel Giraud-Jean-Pierre Fourcade releva le gant, chacun conclut qu'eux seuls avaient trouvé un arrangement avec le FN. C'est donc à la stupeur générale que, sept mois plus tard, on vit le droit français se trouver enfin une majorité pour voter les orientations budgétaires : avec l'intergroupe des trente-huit Verts et Génération Ecologie.

Qui étaient ces écologistes, et en particulier les Verts, qui avaient mené la négociation ? Essentiellement de ceux qui avaient, dès le départ, passé accord avec la droite du Languedoc-Roussillon et avaient été blâmés par leur mouvement ? Etaient-ils de ce courant environnementaliste honnête qui, en Lorraine, contre un fonds pour l'environnement de 37 millions, avait passé accord avec l'ex-Occident Longuet ? Pas du tout. On en trouvait de toutes les tendances, mais les plus résolus étaient de ce même courant qui, derrière Marie-Christine Blandin, gouvernait la région Nord-Pas-de-Calais avec le soutien des socialistes et des communistes !

Comment en étaient-ils arrivés là ? C'est pour les Verts que la réponse est la plus simple. Ils avaient, comme partout, laissé la majorité simple (hors Front national) prendre le contrôle de l'exécutif : partout la droite, sauf dans le Nord-Pas-de-Calais (où la seule majorité possible était derrière eux) et en Bourgogne. Puis ils s'étaient attelés à faire passer le programme pour lequel ils avaient été élus. Face aux orientations budgétaires proposées par la droite, ils avaient dit : « Pas sérieux ». Et, mesurant bien leur énorme pouvoir de pression, ils avaient proposé les leurs : augmentation considérable

des crédits du logement pour les exclus, développement social des quartiers, réduction de moitié de la part des dépenses pour la voiture individuelle et doublement de celle pour les transports en commun, enfin 800 millions de dépenses pour l'environnement, en plus des 400 proposés.

Le premier jour, l'exécutif cédait sur les dépenses sociales, le troisième jour sur les transports et, dans la nuit avant le vote, sur les 800 millions. Le budget était restructuré de plus de 2 milliards. L'Ile-de-France se retrouvait la première région d'un programme écologique conforme aux engagements de la France à la conférence de Rio.

Comment la droite avait-elle pu gommer cela ? La première réponse est qu'elle n'avait guère le choix. Il fallait marcher avec les écologistes ou avec le Front national. Le « bloc des non » (FN, PS, PC) donnait de fait la maîtrise du jeu aux écologistes.

« La vraie bataille est celle du budget »

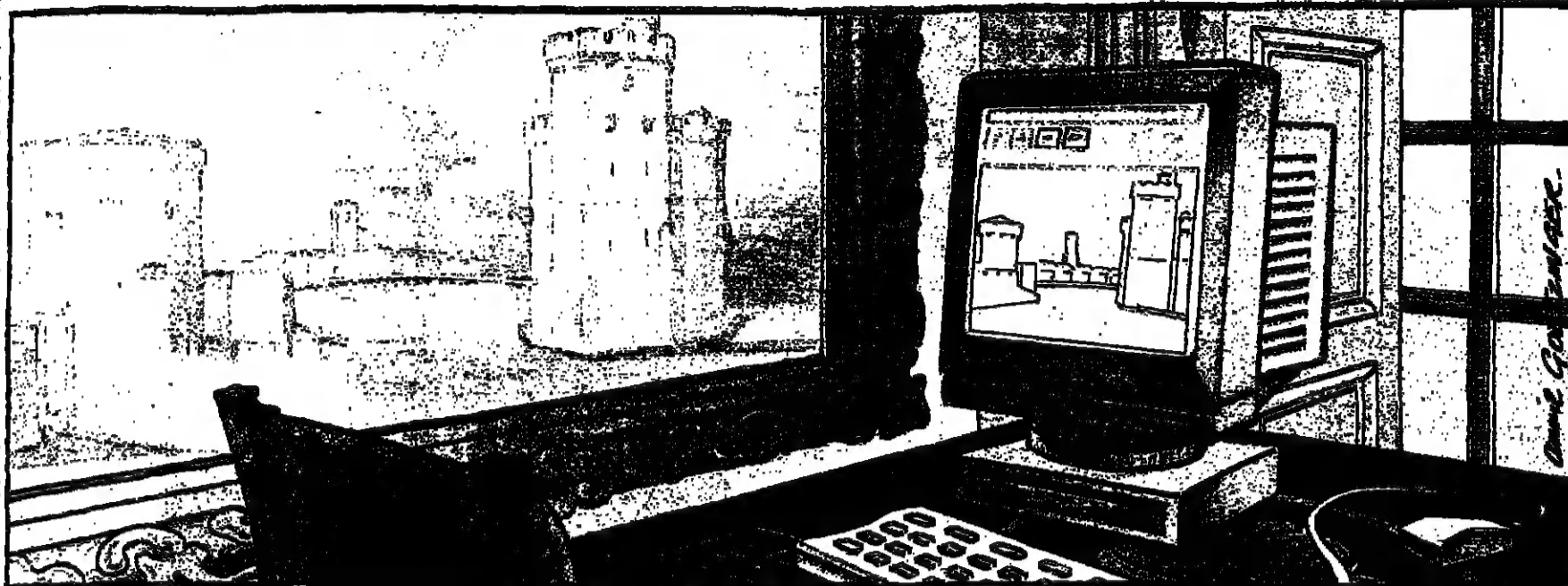
Il existait pourtant une majorité alternative : l'alliance productiviste droite-FN-PS-PC. Elle s'est déjà réalisée plusieurs fois contre les écologistes, par exemple pour empêcher la localisation d'un équipement scientifique à Orléans et le récupérer pour Paris. On le retrouvera sans doute dans le débat sur le schéma directeur régional. Mais cette « mégapolométrie » ne fait pas l'unité dans la droite, même si elle triomphe à Paris (derrière Juppé) et dans les Hauts-de-Seine (derrière Pasqua). Elle ne fait pas l'affaire de ces maires de banlieue qui aspirent à une métropole pacifiée, à taille humaine. D'ailleurs, les lobbies du béton peuvent trouver quelques satisfactions dans les projets de transports en commun des écologistes (quitte à creuser des tunnels).

Des « orientations budgétaires » qui n'engagent à rien. Les Verts le savent, le seul vote qui compte est celui du budget

► Alain Lipietz (Verts), conseiller régional d'Ile-de-France, est économiste.



## CITÉS



## LA ROCHELLE

## La mer enfin retrouvée

**C**ITÉ de pierre et d'eau, ancrée solidement dans l'histoire de France, La Rochelle fait partie de l'immobilier national. Tour Saint-Nicolas à gauche, tour de la Chaîne à droite, tour de la Lanterne en éclair, on peut les confondre, mais la carte postale est connue. Richelieu faisant son siège, ses filles partant convoler outre-mer, ses quatre sergents-majors, ses protestants; dès l'école communale, ces histoires sont devenues familières.

La lumière et la quiétude de cette ville ont nourri de tout temps peintres et romanciers. On sait qu'on peut y têter du bateau et du vélo, modèle Crépeau. La Rochelle, belle et rebelle, aux couleurs marines et pastel, avec ses beaux restes et ses plaines des vœux, n'a toujours fait que des envieux. Cette ville n'a jamais réussi à se faire plaire. Voilà bien son problème.

A l'abri de ses fameuses tours, La Rochelle a subi ces dernières années quelques vicissitudes que touristes et plaisanciers de passage ne pouvaient évidemment soupçonner. Pour eux, les défilants peuvent bien à loisir vanter le record des jours de soleil, le nombre incroyable des bonnes tables et des belles demeures, les Rochelais eux ne se sont toujours pas habitués à supporter un taux de chômage flirte avec les 18 %.

Les années 80 auront décimé ramené beaucoup de vents froids sur la ville. Avec d'abord la noyade désastreuse des ateliers et chantiers de « la Navale », poumon longtemps réputé inattaquable qui fit vivre jusqu'à quatre mille hommes, asphyxié trop tôt par l'imprévoyance des gros armateurs, habitués à faire ici la pluie et le beau temps, mais aussi par l'aveuglement d'un syndicat CGT.

Vint ensuite la chute de la maison Peugeot, silo à main-d'œuvre planté vingt ans plus tôt en lisière de la ville pour répondre à la crise agricole de l'arrière-pays. La société au lion s'était implantée sans s'intéresser vraiment aux destinées de ce port d'attache. A coups de primes et de reclassements, Peugeot est reparti comme il était venu, abandonnant dans la nature près de trois mille emplois industriels. Enfin il y eut le bras d'honneur de CIT-Alcatel, transformé en chasseur de primes, qui faussa à son tour compagnie en laissant sur le carreau huit cents emplois féminins précieux. « Ce fut une espèce de tornade », se souvient Michel Crépeau, un vent fort qui le laissa un temps désemparé.

Le maire radical assistait au troisième siège de sa ville, celui de la crise. Face à ce nouveau fléau, que fallait-il faire? La solution la plus commode eût été, sans doute, de jouer tout de suite la carte du tout-tourisme.

« La Rochelle, ville d'art et d'histoire », c'est tout ce qu'on avait trouvé depuis des années comme slogan pour attirer le chaland. En faire un nouveau Mont-Saint-Michel n'était pas chose impossible. Michel Crépeau lui-même songea que sa cité pouvait bien prétendre être le Cannes de l'Atlantique, réhabilitée pour l'accueil de retraités séduits naturellement par la douceur de vivre de l'endroit.

« La Rochelle, ville des cheveux blancs », le slogan fit peur. « Nous ne pouvions pas, corrige Michel Crépeau, nous contenter d'hériter de gens qui avaient donné toutes leurs forces de travail ailleurs. » Les années 1985-1990 allaient être véritablement un tournant. Mais on pouvait se demander aussi si les Rochelais allaient avoir le courage de retravailler ses manches. L'homme ici est réputé cabochard, pas facile à manœuvrer ni à convaincre. L'histoire sans doute, qui a érigé une solide méfiance vis-à-vis de toutes les figures imposées. Et plus sûrement cette douceur de vivre qui ne mobilise pas naturellement les énergies. Jamais, vous raconte-t-on encore ici, vous n'entendrez le Rochelais décrier à l'extérieur sa ville mais, une fois revenu derrière ses remparts, la critique devient plus facile et redoutable.

Malgré toutes ces préventions, il y aura eu un formidable déclic qui a secoué presque tout le monde la veille de la ville. Pierre Poinçon, le président de l'honorable société du commerce de la ville, née avec ce siècle, s'en souvient fort bien. Pour lui, le réveil eut lieu sous la cohabitation de 1986, quand Edouard Balladur, ministre d'Etat, faisant étape un jour au centre des congrès du port des Minimes, rejeta point par point toutes les doléances des responsables locaux. « Je me suis senti ce jour-là devenir vert. J'ai compris qu'il n'y avait plus qu'une solution : se donner tous la main. »

« Les Rochelais, confirme Jean-Luc Labour, directeur de l'office du tourisme, ont à partir de ce moment-là décidé de se remuer le sang. Nous risquions tout doucement et sagement de devenir une ville de retraités. Nous prouvons aujourd'hui que cette ville n'est pas une ville de sauteurs. » Alors se sont levées toutes les énergies pour faire, comme le dit Michel Crépeau, « de l'anti-Richelieu », bâti sur le double pari « de l'intelligence et de la technologie ». « La Rochelle, haute définition », un nouveau slogan est né en 1987.

Jadis, les armateurs étaient les véritables maîtres de la cité. Les immeubles cossus des familles Delmas, Vieljeux ou Dahl baillaient toujours les arrières de la ville, même si aujourd'hui ils sont désertés. Cette fois se sont mis à la tâche commune, le conseil général de Charente-Maritime avec son président de bonne volonté, le centriste François Blaizot, la riche chambre de commerce et d'industrie, affranchie petit à petit de la tutelle des armateurs, et le très radical Michel Crépeau.

Voilà plus de vingt ans que lui, l'enfant de Vendée, a quitté le barreau pour épouser la cause de cette ville, avec, dans la corbeille commune, beaucoup d'idées nouvelles, de passion mutuelle et d'obstination récompensée. Sa seule infidélité fut d'être, à plusieurs reprises, ministre de Mitterrand. « Je me faisais engueuler tout le temps, mais j'en ai gardé un sacré carnet d'adresses », admet-il. Il lui aura fallu y puiser beaucoup pour dissiper autour de sa ville tous les préjugés favorables masquant les tristes réalités du moment. Persuader Bruxelles que La Rochelle avait besoin aussi de l'Europe pour se redresser et, pour finir, faire jouer son amitié avec François Mitterrand afin de débloquent les dossiers.

Cette ville est maintenant un grand chantier. A ciel

ouvert, La Rochelle s'est décidée, à exploiter le gisement de la mer. La mer du négoce, de la pêche et de la détente. Huitième port de commerce de France, La Rochelle, avec son site extensible de La Pallice, a l'ambition de se faire une place au soleil, entre Nantes et Bordeaux, spécialisée dans l'importation des produits forestiers et l'exportation des céréales. A la fin de l'année prochaine s'ouvrira à proximité de ce port de commerce le nouveau port de pêche de Chef-de-Baie avec un bassin de 10 hectares en eaux profondes et une filière « agro-céale » complète.

Un formidable pari de 257 millions de francs qui a remué pêcheurs et mareyeurs contraints d'abandonner leur antique criée du vieux port. C'est une curiosité qui va quitter le centre. Mais cet imposant déménagement était sans doute la seule solution pour tenter de redonner de l'air à une pêche rochelaise en constante diminution de flotte et de tonnage et en faire, comme le prétendent ses promoteurs, l'un des ports de pêche les plus modernes d'Europe, le premier en tous cas du golfe de Gascogne.

**Peugeot est reparti comme il était venu abandonnant dans la nature près de trois mille emplois industriels**

Une nouvelle « guerre du golfe » est ici lancée, mais, d'une façon tout à fait pacifique, La Rochelle peut d'ores et déjà hisser le feu du premier port européen de plaisance. Plus de trois mille anneaux. Comme elle le fait chaque mois de septembre, La Rochelle peut même monter le « grand pavais ». Sa filière nautique avec ses architectes, ses chantiers, ses centres de recherche, ses accastilleurs, ses voiliers et ses marins célèbres, tous ces gens passionnés, est un modèle. Bien plus, elle lui a apporté un air du large particulier, terriblement vivifiant et attractif.

Pari sur l'eau mais aussi pari sur terre. A partir de juillet 1993, La Rochelle disposera à son tour d'un TGV, une liaison attendue avec impatience. Paris à moins de trois heures, un rêve pour des Rochelais qui ont toujours été plus attirés par la capitale que par Bordeaux ou Nantes. Une chance pour tous les passionnés de la voile. Et une façon de réparer enfin une injustice, puisque depuis des années ces voitures modernes aux couleurs bleues sortent des ateliers rochelais d'Alsthom.

Pari enfin, et surtout, de l'intelligence. Quand au mois de mai, à l'issue d'un sommet franco-allemand, le président Mitterrand et le chancelier Kohl ont posé la première pierre de la future université de La Rochelle, ses habitants ont pu commencer à se dire qu'ils pouvaient croire au miracle. Prévu dans le cadre du plan « Universités 2000 », cette université a fait bondir Poitiers. Pour beaucoup de Rochelais, « c'est la

plus belle chose qui soit arrivée depuis la guerre ». Là encore, les oliviers politiques ont été déçus et l'Europe sollicitée pour bâtir, comme en rêvait Michel Crépeau, « une université du vingt et unième siècle à vocation internationale ». Coût total de cette ambition : 240 millions de francs, trois mille étudiants dans un premier temps, cinq mille dans trois ans, dix mille pour l'an 2000. Les sciences de la mer seront bien sûr privilégiées, mais la haute technologie et les sciences de l'esprit auront également toute leur place.

La Rochelle veut une belle et grande université, un établissement proche de la mer et au plus près de sa population. Même si son Technoforum, ouvert depuis un an et demi, bat un peu de l'aile, compte tenu des malheurs de son maître d'œuvre, la SARI, la ville a choisi d'établir au voisinage de son vieux port quelques beaux quartiers d'intelligence, délimités par une école hôtelière, une école supérieure de commerce et l'IUT. Les Rochelais commencent à s'y préparer avec enthousiasme.

Déjà, en ville, se constitue un marché prometteur de locations de chambres. Mais, bien plus, les habitants n'ignorent pas que cette vague de jeunesse va changer l'âme de leur cité. Compte tenu de la qualité de vie ici, les jeunes, espèrent-ils, se battront pour venir chez nous. Nous aurons les meilleurs étudiants et avec eux les meilleurs professeurs. La Rochelle voudrait que le temps s'accélère. Elle en frémit d'aise par avance.

Bien entendu, ces paris, comme toute espérance, ne vont pas sans risques. Les contribuables sont bien placés pour savoir qu'ils vont coûter cher. Michel Crépeau ne nie pas que l'endettement « approche des dix milliards », qu'il lui faut se battre pour substituer au SIVOM, qui déshabille sa ville au profit des petites communes voisines, une communauté de villes plus équitable et efficace. Mais après des années de vague à l'âme, La Rochelle a repris conscience de ses atouts et de ses talents. Le tourisme n'a jamais été aussi prospère. Avec son pont, l'île de Ré s'est rapprochée. Depuis quelques années, à La Pallice, des transatlantiques viennent accoster pour débarquer une riche clientèle. Les hôtels se sont multipliés. La qualité cherche à s'associer à la quantité.

Le frémissement s'est fait sentir, aussi, dans les têtes. Après avoir connu la faillite, la maison de la culture a modifié ses statuts et su, grâce à un animateur hors pair, Jacky Marchand, s'imposer comme le phare culturel de toute une région. Chaque saison deux mille sept cents abonnés et onze mille spectateurs s'y pressent. A l'image de toute la ville, l'ancien couvent qui abrite cette maison au bord du vieux port a retrouvé une foi communicative. La Rochelle n'a pas fini de faire des jaloux.

de notre envoyé spécial  
Daniel Carton

Prochain article :  
**RODEZ**

## L'artisan de la voile

Ses clients se nomment Marc Pajot, Jean-Yves Terlain, Pierre Folletant, Théo Lamezou ou encore Philippe Poupon. Leurs visages, sur une série de tableaux d'histoire, décrivent l'entrée de ses bateaux. Son chantier, sis à la rue Ducloux du bassin neuf, possède comme un grand vaisseau de bois, matrice de quelques beaux spécimens. Son nom est devenu célèbre à La Rochelle, figure de proue d'une activité nautique elle aussi de haute définition et symbole d'une génération rochelaise qui se dresse.

Marc Pinta est un vétéran de la mer, qui a toujours refusé jusqu'à présent de se lancer dans les bateaux de série. Comme beaucoup ici, il est venu un jour par hasard poser son sac à La Rochelle et n'en a plus jamais bougé. Avec une maîtrise de gestion en poche, il pourra aujourd'hui passer à l'action. En 1978, avec son épouse Nathalie, il fonde « L'Atelier de la Voile », une entreprise de la coupe de ses voiles. L'atelier pour enfin associer leur passion commune.

## « 5 l'hiver et 40 l'été »

Avant de pouvoir offrir leur premier bateau, on fut plutôt le client. « 5 l'hiver, 40 l'été », se souvient Nathalie. Le jeune mariage vivait vingt-cinq heures sur vingt-quatre dans son atelier. L'atelier de la Voile était formé à l'école. Celle de la haute mer, dirigée par son père, Paul-André, était à l'école. Le seul homme de mer qui venait sur cette terre qu'il a appelée « atelier », persévérance et modestie.

L'atelier a démarré sur le mât. Marc Pinta parle pour mieux voir. L'homme est silencieux, le quart de siècle n'a rien changé. Il a préservé l'espace des passions, celle de l'artisan, celle de la voile, celle de l'artisan. Il a fait, à l'origine, des voiles pour les pêcheurs, les pêcheurs de la mer, les pêcheurs de l'océan. A force de persévérer, Marc Pinta est arrivé au sommet.

Son atelier est devenu une cathédrale de 2 000 mètres carrés, où officie un équipage de vingt autres fondés de voile. Sorts de ce grand chœur de la marine et de leurs mains, les plus fins monocroques et trimarans, de la race Charente-Maritime, UAP - pour Méduse - sans frontière ou Groupe-Socata. Furent repêchés les Elf-Aquitaine et Fletty-Michon et conçu le pont du demi-finière de la coupe America, Ville-de-Paris.

Les assises Pinta ont fait merveille. La vie de l'atelier se passe au rythme des grands défis mondiaux de la voile. Pour le meilleur et pour le pire. Quand prend forme la coupe du 18 mètres d'Escaut-Poitou-Charentes-2, qu'il labellise. Autour de lui, à l'été, l'an prochain pour le Boc-Challenge de 1994. Quand, au même moment, part en mer l'ami Niguel Buren sur l'ancien Charente-Maritime-TBS de Folletant, sorti aussi des mains de Marc Pinta.

Joies et peines. D'une grande famille qui, dans le cœur de la Vendée, Gironde-Charente, est bien forcée de se demander si les sponsors, demain, manifesteront toujours le même engouement. Marc Pinta lui aussi s'interroge. Fabrique des bateaux toujours plus légers, plus rapides, et donc toujours plus chers. Il connaît les limites de sa passion, et c'est tout à son honneur.

D. C.

• Dans la série « Cités » le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) et Perpignan (daté 6-7 décembre).

RADIO